

WALTER / BEIGBEDER PEUT-ON RIRE APRÈS CHARLINE ?

CAUSEUR.fr

CAUSEUR

www.causeur.fr – Surtout si vous n'êtes pas d'accord – mensuel n° 76 – février 2020

PAYSAGES ARRÊTEZ LE MASSACRE !

ÉOLIENNES
APPEL AU PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE



FRANÇOIS PUPPONI

« DES MAIRIES PEUVENT BASCULER DANS L'ISLAM RADICAL »

ISSN 1966-6055
Belg : 6.60 € - Lux : 6.60 € - Suisse : 10.60 CHF - Canada : 12.50 CAD - Maroc : 66 MAD - Dom surface : 6.60 €

L 19516 - 76 - F. 5,90 € - RD



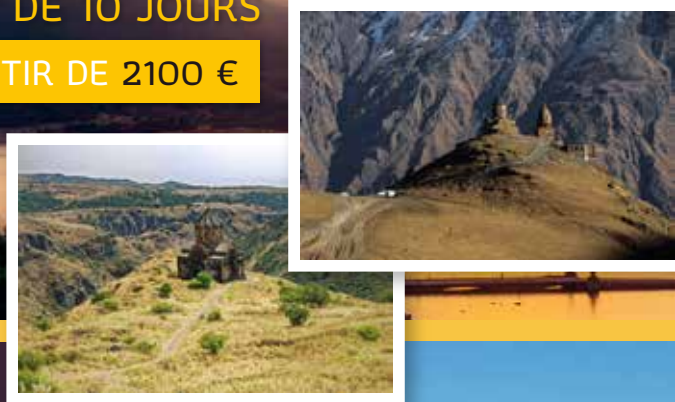
LES PERLES DU CAUCASE

ARMÉNIE-GÉORGIE

DU 12 AU 21 SEPTEMBRE 2020

CIRCUIT DE 10 JOURS

A PARTIR DE 2100 €



UN SEJOUR PROPOSÉ PAR «CONFLITS»

L'Arménie et la Géorgie sont deux pays de caractère. Leurs territoires sont de véritables musées à ciel ouvert dont les églises, monastères, mosquées et caravansérails constituent les chefs d'œuvre.

Pendant dix jours, vous découvrirez ces lieux historiques et irez à la rencontre de personnalités éminentes.

LES POINTS FORTS DU VOYAGE

Les Monastères de Khor Virap et Haghpat, le lac Sevan, la Cathédrale de Samtavro [Unesco], la ville troglodytique d'Uplistskhé, le Mont Kazbek, les capitales Erevan et Tbilissi, la beauté des paysages...

VOS ACCOMPAGNATEURS



Jean-Baptiste Noé

Rédacteur en Chef de la revue Conflits, historien et écrivain

Tigrane Yégavian

Journaliste et auteur de plusieurs ouvrages sur l'Arménie

www.revueconflits.com

COMPLÉTEZ, DÉCOUPEZ ET ENVOYEZ CE COUPON À : ICTUS voyages - 18 rue Gounod - 92 210 Saint-Cloud

Programme détaillé, renseignements et inscriptions :

Ictus Voyages
Tél : 01 41 12 04 80
contact@ictusvoyages.com

┐ Mme ┐ M. NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone :

E-mail : @

Conformément à la loi « Informatique et Liberté » du 6 janvier 1978, nous vous informons que les renseignements ci-dessus sont indispensables au traitement de votre commande et que vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de rectification des données vous concernant. Détails du voyage et conditions générales de vente disponibles sur WWW.ICTUSVOYAGES.COM

L'ÉDITORIAL D'ÉLISABETH LÉVY

MILA ET LES BARBARES

« En France, la liberté de blasphème est protégée. Nous ne nous laisserons jamais de défendre la liberté d'expression, dans toute sa plénitude. » Ces phrases ont été prononcées le 15 janvier par Emmanuel Macron, devant témoins – c'était au cours des vœux à la presse.

Les admonestations présidentielles, la jeunesse islamisée et indigénisée s'en tamponne le coquillard, à peu près autant que Cédric Villani. Quelques jours plus tard, des milliers de messages, mêlant injures, obscénités, menaces de mort et de viol, sans oublier moult considérations générales sur les intentions prêtées à Allah de châtier les outrages pour faire régner la paix et l'amour islamiques sur terre, déferlaient sur une blasphématrice de 16 ans, aux yeux verts et aux cheveux violets.

Mila a grandi en Isère, dans une famille de la classe moyenne qui lit *Charlie* et bouffe gentiment du curé. C'est une fille de son temps, qui affiche son homosexualité et raconte tout ce qui lui passe par la tête sur Insta. Le 20 janvier, au cours d'un live, elle papote avec ses abonnés, notamment de son rêve de devenir chanteuse. Un internaute la drague, elle l'éconduit, il rameute ses copains, et les injures fusent : « *sale pute* », « *sale gouine* », « *sale Française* ». Ça ne la calme pas, au contraire. Quelques heures plus tard, elle poste une vidéo où elle déclare « *détester la religion, toutes les religions* », et plus encore celle dont se réclament ses agresseurs : « *Votre religion, c'est de la merde, le Coran il n'y a que de la haine là-dedans. Votre Dieu, je lui mets un doigt dans le trou du cul.* »

Ces quelques dizaines de secondes deviennent très vite virales (alors que l'épisode précédent n'a pas été conservé), suscitant une montée aux extrêmes instantanée de petites frappes qui cherchent dans le Coran la réponse à leurs frustrations. Les lous de papier se déchainent et s'entrexcitent. On publie le nom et l'adresse de Mila, on connaît son lycée, on l'attendra à la sortie. Toutefois, de nombreux musulmans, tout en regrettant ses propos, condamnent les agresseurs. Pas Abdallah Zekri, le délégué général du CFCM qui mange le morceau sur Sud Radio : « *Qui sème le vent récolte la tempête. Elle l'a cherché, elle assume.* »

Le 11 janvier 2015, nous déclarions la guerre au fanatisme. Cinq ans plus tard, la lapidation de Mila résume notre défaite, inscrite au carrefour de trois dynamiques : la progression de l'islam radical, l'aveuglement des « progressistes », l'impuissance de l'État.

La sécession culturelle d'une grande partie, peut-être la moitié, de la jeunesse musulmane de France, a fait l'objet de nombreux travaux. L'hyper susceptibilité identitaire, qui nourrit une haine ouverte de la France, se conjugue de surcroît avec une absence totale de surmoi, un refus assumé des normes de la vie en société. Notre merveilleuse tolérance a laissé prospérer une génération de petits barbares avec foi mais sans loi qui, imperméables à toute altérité, disent « *je vais te tuer* » comme d'autres « *vous exagérez* ».

Entre aveuglement et excusisme, les milieux dits progressistes ont encouragé cette propension à « se lâcher ». Le 29 janvier, *Le Monde* n'avait toujours pas jugé utile de signaler l'affaire Mila à ses lecteurs. Le reste de la presse « de gauche » l'a traitée avec des pincettes à linge sur le nez et des gants Mapa¹, observant que la jeune fille était soutenue par l'extrême droite, de Marine Le Pen à *Causeur* (et ta sœur elle est d'extrême droite ?). Dominique Nora, dans *L'Obs*, se résout à défendre Mila, quoique en « *mauvaise compagnie* » (ça c'est nous), tout en dénonçant le silence criant de la gauche. Presque drôle, le patron du PS Olivier Faure affirme dans « *Quotidien* » qu'ajouter à la polémique ne rendrait pas service à la jeune fille. Les féministes sont aux champignons et, si le journal *Têtu* se déclare Mila sans réserve, beaucoup de militants LGBT qui ne voient le mal que chez le mâle blanc se joignent à la curée.

Bref, à l'exception du Printemps républicain et des francs-macs, la gauche persiste à ne pas voir ce qu'elle voit. Et voilà que le président, revenant des cérémonies du souvenir d'Auschwitz à Jérusalem, croit malin de flatter lui aussi la fibre victimaire des jeunes Français qui se la jouent colonisés en promettant une initiative mémorielle sur la guerre d'Algérie. Auschwitz le matin, guerre d'Algérie le soir, une cuillère pour les juifs, une cuillère pour les Arabes.

Dans la même logique, le parquet de Vienne décide courageusement d'ouvrir deux enquêtes, l'une sur les menaces de mort, l'autre pour déterminer si les propos de l'adolescente relèvent de la « *provocation à la haine raciale* » (alors même qu'aucune plainte n'a été déposée). Surtout, ne pas choisir. Pire encore, l'impayable Nicole Belloubet affirme sur Europe 1 : « *Insulter les religions c'est porter atteinte à la liberté de conscience* », ce qui revient à restaurer le délit de blasphème dénoncé par le président.

En somme, quand l'État n'est pas complaisant, il est impuissant. L'Éducation nationale ne peut pas garantir la sécurité de Mila qui est déscolarisée – sans susciter de mobilisation de ses camarades. Certes, Marlène Schiappa, qui a fini par se réveiller, a demandé une protection pour la jeune fille. Vivre entre deux policiers, c'est tout ce que la République peut proposer à ceux que l'on menace physiquement.

Des racailles à la sauce islamiste chauffées à blanc, une gauche complice et des représentants de l'État qui ne songent qu'à passer entre les gouttes : cette affaire Mila m'a rappelé une pancarte aperçue en novembre 2011, lors d'une manifestation de soutien à *Charlie*. L'auteur avait écrit : « *C'est dur de vivre ensemble avec des cons*². » Depuis, ça ne s'est pas arrangé. •

1. Attirail par lequel, en mai 2002, les électeurs de gauche signalaient qu'ils ne votaient Chirac qu'avec dégoût.

2. La manifestation faisait suite à un incendie criminel. La pancarte faisait allusion au dessin de Cabu après le procès des caricatures. On y voyait Mahomet disant : « *C'est dur d'être aimé par des cons.* »

CAUSEUR

Directeur de la publication
Gil Mihaely

Directrice de la rédaction
Élisabeth Lévy

Directeur adjoint de la rédaction
Daoud Boughezala

Rédaction en chef
Martin Pimentel (causeur.fr), Jérôme Leroy (pages culture).

Rédaction
Hervé Algalarrondo, Sami Biasoni, Cyril Bennasar, Georges Bensoussan, Laurent Cantamessi, Paulina Dalmayer, David Desgouilles, Alain Finkelkraut, Jean-Luc Gréau, Basile de Koch, Roland Jaccard, Anne-Marie Le Pourhiet, Jean-Paul Lilienfeld, Patrick Mandon, Olivier Ranson, Frédéric Rouvillois, Peggy Sastre.

Correction
Frédéric Baquet

Secrétaire de rédaction
Cécile Michel

Ont participé à ce numéro
François-Xavier Ajavon, Sophie Bachat, Corinne Berger, Béatrice Brugère, Renaud Camus, Jean Chauvet, Alexandre Gady, Pierre Lamalattie, Frédéric de Natal, Maël Pellan, Daniel Pendanx, Gabrielle Périar, Mark Porter, Francis Puyalte, Jonathan Siksou, Paul Thibaud, Gérard Thirioux, Marin de Viry.

Direction artistique
Aymeric Dutheil

Iconographie
Alexandre Denef

Direction marketing et commerciale
Marina Leroux
Charles Lévy
01 84 79 01 34

Distribution
MLP

Gestion de la diffusion en points de vente
BO Conseil Analyse Média Etude
Otto Borscha - oborscha@boconseilame.fr
09 67 32 09 34 (contact points de vente)

Abonnements et anciens numéros :
www.causeur.fr/boutique
01 84 79 01 35
(Du lundi au vendredi 10h – 17h)
ou clients@causeur.fr

Impression
Berger Levraut Graphique
2780, route de Villey Saint-Étienne
54200 Toul

Image de couverture
© Gilles Bassignac / Divergence

Causeur est édité par Causeur.fr
SAS au capital de 101 900 euros - RCS Paris
Siret 504 830 969 000 29 Naf 5814 Z.
Dépôt légal à parution - ISSN 1966-6055.
Commission paritaire : 0320 D 90295.
Enregistrement CNIL 1296122.
32, rue du Faubourg-Poissonnière
75010 Paris
01 84 79 01 35 / info@causeur.fr
www.causeur.fr

SOMMAIRE N°76 – FÉVRIER 2020

3



Mila et les barbares
Élisabeth Lévy

16



François Pupponi
« On ne fera jamais revenir les classes moyennes blanches à Sarcelles »
Propos recueillis par Daoud Boughezala

20

Terrorisme : pas de nouvelle loi, du courage !
Béatrice Brugère

24

Kipnis contre les inquisitrices
Peggy Sastre

26

Réforme des retraites, une chance pour la finance
Jean-Luc Gréau

30

Lesbos, le centre des tensions
Gérard Thirioux

32

Affaire Matzneff : faut-il hurler avec les agneaux ?
Élisabeth Lévy

36

La paille et la poutre
Alain Finkelkraut

38

Les deux âges de l'individu
Paul Thibaud

42



Dolto : la psy en procès
Daniel Pendanx

48

La meute des faux-culs
Anne-Marie Le Pourhiet

50

Moi, déçu du matznévisme
Jérôme Leroy

52

La liberté qu'on pilonne
Corinne Berger

PAYSAGES, ARRÊTEZ LE MASSACRE !

56

France, qu'a-t-on fait de ta beauté ?
Bérénice Levet

64

L'exode urbain
Renaud Camus

68

Défenseurs de tous les paysages, unissez-vous !
Alexandre Gady

72

Ronds-points, de l'art ou du cochon ?
Pierre Lamalattie

74

L'enfer, c'est les zones
Jérôme Leroy

76

Hidalgo, maire indigne
Marin de Viry

CULTURE & HUMEURS

80



Peut-on rire après Charline ?
Débat animé par Daoud Boughezala et Élisabeth Lévy

86

Mitterrand-Rocard, le chat et la souris
Francis Puyalte

88

La chaussure prend son pied
Patrick Mandon

90



Eudeline, punk dead !
Sophie Bachat

92

Aux comptoirs de l'Europe
Jérôme Leroy

94

Tant qu'il y aura des films
Jean Chauvet

96

Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse

Prochaine parution :
le 4 mars 2020

© PIERRE-OLIVIER – Hannah Assouline – ULF ANDERSEN

© Hannah Assouline

MON SÉJOUR À SAINTE-ANNE

Par Basile de Koch

J'ai passé trois semaines, de mon plein gré, dans cet asile de paix pour urbains stressés, dépressifs et out-burnés. Ça valait bien une double page de publicité.

UN VRAI CALVAIRE

L'église Notre-Dame de Sainte-Anne (Martinique), régulièrement détruite, brûlée et reconstruite depuis un demi-millénaire, n'en a pas moins été classée « monument historique » et reste fort bien achalandée ma foi, par rapport à des métropolitaines de même calibre. Quant au Calvaire, c'est loin d'être un simple *lieu-dit* : le lieu de culte le plus fréquenté de la région. En septembre, ils sont des milliers à y accomplir le pèlerinage de la Salette, si ça te dit quelque chose.

Sur la place de l'église, un panneau fléché indique aux touristes « Chemin du Calvaire ». Juste en dessous un autre, deux fois plus grand et en lettres capitales, avertit : « EN CAS DE TSUNAMI, DIRIGEZ-VOUS VERS LE CALVAIRE » ; le tout illustré d'une énorme vague menaçant d'engloutir un innocent baigneur. De quoi frissonner, voire regretter Center Parcs... Mais on se calme ! Des tsunamis à Sainte-Anne, jusqu'à présent il n'y en a jamais eu, et en attendant, personne n'a l'air de trop s'en préoccuper.

UNE OASIS DE PAIX

Sainte-Anne est un charmant petit bourg à l'écart des tumultes. Loin des grandes villes, des centres commerciaux et de ces nationales qui coupent en deux le littoral, non sans provoquer à l'occasion des embouteillages à la Hidalgo.

Ici, rien que la D9 et, au bout, cette communauté

essentiellement paisible. Même les vieux bisons bourrés, enrhumés jusqu'à la moelle, savent chaloûper entre les passants sans rentrer dans aucun. Et les jeunes dealers à scooter sont plutôt cools, même quand t'es pas client ; à part peut-être entre eux, mais c'est la dure loi du marché noir qui veut ça. *Legalize it !*

Quant aux hooligans qui m'ont piqué mon sac à dos sur la plage, ils ont quand même eu la délicatesse d'y laisser l'essentiel : mes papiers. Après avoir pris ce qui nous intéressait en commun, ils ont balancé le sac Quechua sur la route, où des touristes charitables l'ont trouvé et me l'ont rapporté – refusant même l'argent ou la beuverie que je leur proposais en récompense de leur B.A. Des cathos, sans doute.

Bilan des pertes : une batterie mobile pour smartphone, un Thermos plein, et surtout un superbe maillot de bain Vilebrequin tout neuf. Avec ses prix prohibitifs, autant le savoir, cette marque est l'unique moyen d'afficher son standing sur les plages, grâce à une large étiquette cousue dans le dos à cet effet.

Plus snob que Berluti, la maison se flatte de ne jamais faire de soldes. En France peut-être ; mais sur le port d'Hydra (Grèce), j'avais récemment trouvé d'authentiques soldes Vilebrequin à 50 %, et acheté sur-le-champ un maillot jaune canari, aussi discret que la marque elle-même. Frimer à moitié prix, ça double le plaisir.

Je comptais bien inaugurer ici ce signe de reconnaissance entre gens de qualité ; mais bon, j'ai pris l'affaire à la martiniquaise... Non sans me consoler en imaginant l'horrible grimace de mes chapardeurs goûtant le contenu de mon Thermos. Là où ils s'attendaient peut-être à trouver un Planteur bien frais, voire un thé au cannabis bien chaud, ils ont eu droit à ma traditionnelle infusion au thym. « *Pouah !* » comme dirait Haddock.

MA PLAGE DE BABY-BOOMER

Autre atout de Sainte-Anne : elle baigne dans la mer des Caraïbes qui, comme chacun sait, est plus pacifique que la côte Atlantique. Là-bas, les éléments déchaînés font souvent la joie des surfeurs et autres amateurs de vent et de vagues. Moi, j'aspire seulement à pratiquer en toute quiétude mon sport de baby-boomer, sans risque d'être submergé par des vagues géantes ou emporté par le courant.

Comme on dit ici, *panipwoblem* pendant mon aquagym : d'abord la natation (brasse de chien et

dos-crapaud), puis une bonne marche dans l'eau jusqu'à la ceinture, en faisant attention de bien lever les genoux à chaque fois. Au bout de deux heures de ce régime, je suis épuisé mais content, et j'ai bien mérité un ti-punch.

J'ai donc choisi Saint-Anne aussi pour sa plage, Port-Marin. Au lieu de passer des heures sur Tripadvisor, j'ai simplement regardé où se trouvait le Club Med local. Bingo ! « *Les Boucaniers* » sont bien là, à l'extrémité nord de la plage. Ces gens-là connaissent les bons coins à champignons.

En ce qui me concerne, une fois ici, pas question de bouger. Notez bien, je ne critique pas les gens qui veulent « *faire la Martinique* » ; juste l'expression, un peu grotesque entre nous. Pour le reste, chacun son sale goût. Moi, ici, j'ai tout ce qu'il me faut, y compris sur le plan humain. Les îliens, de souche ou pas, sont généralement spontanés et chaleureux ; plus en tout cas que leurs cousins guadeloupéens,

qui visiblement m'en veulent encore...

Un exemple au hasard, mais heuristique quand même : mon fils et moi avons été reçus fort aimablement par le maire de Sainte-Anne.

Lors d'une promenade dans le bourg, nous avons entendu l'écho de musiques locales ; elles venaient de la mairie, organisatrice du concert. On y est allés, bien sûr, puisqu'on « *faisait* » Sainte-Anne à défaut du reste de l'île. N'empêche qu'au début on se sentait un peu isolés, dans cette assemblée en tant que « *whites* », « *blancos* », etc. C'est le maire en personne qui nous a mis à l'aise. Il est venu nous accueillir et on a bavardé agréablement, tandis qu'il nous servait à boire et qu'on trinquait ensemble. Bref, il nous a traités en hôtes de marque, bien qu'on ne vote même pas dans sa circonscription. Forcément, ça m'a marqué : en trente ans, je n'ai jamais été reçu à la mairie de Saint-Tropez, et une seule fois dans celle du 15^e, pour mon mariage. •



Sainte-Anne, en Martinique (vue partielle).

Censeur inclusif

Par Daoud Boughezala

La grève des trains n'a pas fait que des malheureux. Le 10 décembre dernier, faute de TGV Paris-Dijon, le professeur de linguistique Jean Szlamowicz n'a pu se rendre à l'université de Bourgogne... à la grande satisfaction du doyen de l'UFR lettres et philosophie, Henri Garric. Ce dernier avait en effet découvert avec effroi qu'un de ses professeurs invitait Szlamowicz, adversaire affiché de l'écriture inclusive, à intervenir dans son séminaire. Par politesse, Szlamowicz s'est décommandé la veille par courriel, tout en faisant état des bruits qui lui étaient parvenus : grève ou pas, il ne serait pas le bienvenu dans l'établissement. Mail pour mail, dent pour dent, la réponse carabinée du doyen Garric vaut son pesant de bile : « J'ai été saisi par de nombreuses collègues qui étaient scandalisées que vous soyez invité – en particulier par des collègues qui ont travaillé scientifiquement sur cette question sur laquelle vous exprimez votre opinion, [...] enfin le fait que vous soyez rédacteur de ce torchon sexiste et raciste qu'est Causeur vous discrédite d'un point de vue scientifique. » S'attribuant le monopole de la scientificité, le mandarin balaie tous les arguments de Szlamowicz, pourtant auteur de l'essai très argumenté *Le Sexe et la Langue : petite grammaire du genre en français, où l'on étudie écriture inclusive, féminisation et autres stratégies militantes de la bien-pensance*. Que les militants de l'écriture inclusive se rassurent, Garric promet d'« organiser une journée d'étude qui invitera de vrai-e-s chercheur-euse-s ayant travaillé sur la question ». On l'aura noté, ce chantre de la tolérance prend



prétexte de quelques articles publiés par Szlamowicz dans *Causeur* pour l'accuser de compromission avec la bête immonde. Heureusement, la grande majorité des linguistes se range du côté du professeur injurié, rappelant que recherche et militantisme font mauvais ménage. Mais en ces temps de gréganisme 2.0, Garric a fait des petits. Sur la Toile, des étudiants dijonnais chauffés à blanc dénoncent « un prof sexiste qui ne croit pas à l'écriture inclusive » (pouah !) et lui promettent une sanction sans appel : « grave le fumer ». L'inclusisme, ça fait du mal par où ça passe ! •

Pas de hasard Balthazar

Par Frédéric de Natal

On a tendance à l'oublier, mais l'épiphanie n'est pas seulement un prétexte pour se goinfrer de frangipane, tirer les rois et choisir sa reine. Selon l'Évangile de saint Matthieu, les trois mages venus d'Orient, Melchior, Gaspard et Balthazar, auraient rendu hommage à Jésus lors de sa naissance. Dans les principales villes d'Espagne, chaque 5 janvier, il est de coutume de représenter cette scène dans une crèche vivante. Or, cette année à Barcelone, un homme à la peau bien claire s'est noirci le visage pour jouer le rôle de Balthazar, le plus africain des mages. Stupéfaction de l'autre côté de la Bidassoa : SOS Racisme crie au « blackface » ! Circonstance aggra-

vante, l'acteur d'un jour n'est autre que l'ancien maire de Madrid et ex-ministre de la Justice, le conservateur Alberto Ruiz-Gallardon. Localement, ce grimage a aussi suscité des remous, notamment du côté de l'association interculturelle catalane Casa Nostra Casa Vostra. Le porte-parole de l'ONG a en effet déclaré que la présence d'un faux mage noir heurtait la sensibilité des « enfants noirs qui refusent de venir au défilé, blessés de voir des caricatures d'eux-mêmes ». Indignée, l'association a lancé une campagne sur les réseaux sociaux baptisée « Pour un vrai Balthazar », réclamant « que l'année prochaine, le roi noir ne soit pas un personnage avec la peau peinte ». Si les stéréotypes racistes ont la vie dure, on n'a pas entendu ces belles âmes dénoncer le choix d'un acteur noir pour jouer Jean Valjean à Broadway. Ni l'installation de petits Jésus africains dans plusieurs crèches en Italie afin de symboliser la souffrance des migrants échoués en Méditerranée. Comme les flux migratoires, l'appropriation culturelle est à sens unique. •

Viol at first sight

Par Maël Pellan



On connaissait la guerre des yeux avec les jeunes « zyvas » qui animent nos promenades dans les grandes villes occidentales où un regard de travers peut devenir prétexte à agression. Voici venu « le viol par le regard », un concept importé des campus américains aujourd'hui expérimenté en Suisse. Depuis novembre 2019, une application internet helvétique permet ainsi aux « victimes » de signaler à la police de Lausanne une ribambelle de harcèlements de rue : les remarques sexistes, quelques perles indispensables du dictionnaire évolutif des « -phobes », des « bruitages », des « sifflements » ainsi que des... « regards insistants ». Les myopes helvètes qui reluquent leur interlocuteur à 20 centimètres peuvent ainsi dire adieu à toute vie sociale... L'idée sous-jacente est simple : les hommes (hétérosexuels) ont, par nature, la coucherie dans le regard dès qu'un jupon passe aux alentours. C'est le « eye rape ». Le mâle étant un prédateur sexuel comme les autres espèces du règne animal, les femmes regardées « avec trop d'insistance » subissent une « agression » assimilable à un « viol ». C'est la magie du viol par le regard ! Pas de contact, pas de mots salaces, pas d'enfant à la fin, mais une vraie belle occasion d'être victime à peu de frais. Une sorte de viol tantrique ! Et demain ? Le viol par l'arrière-pensée ? Vingt ans avant la vague #metoo, dans leur *Manuel de relation d'aide*, le couple de féministes français Jacques et Claire Poujol, avait déjà épinglé le « regard insistant sur certaines parties du corps » comme une forme d'abus sexuel.

La littérature néoféministe ne dit rien des femmes qui regardent avec envie le popotin de leur voisin de cantine. Et quid des regards « inter-féminins » sur la tenue et le ventre plat de la concurrente du moment ? Passibles de la peine de mort ou, pire, de l'obligation de s'habiller pendant un mois chez Pimkie ! •

Aux arbres citoyens

Par François-Xavier Ajavon

Le saviez-vous ? Nous allons tous mourir. À cause de l'effondrement, du désastre climatique, de la mort des koalas en Australie et de l'engagement insuffisant des Français dans le tri des déchets. Des scientifiques aux lunettes carrées, pleins de certitudes, ont même donné la date : ce sera pour 2050. C'est la conclusion d'un rapport récent de Breakthrough (National Centre for Climate Restoration), basé en Australie. Selon ces chercheurs, il ne nous resterait qu'une trentaine d'années avant de manger les pissenlits par la racine. D'ici trente ans, il va falloir réfléchir à l'« après ».

Pour repenser la mort, allons plus loin que les cercueils biodégradables en carton, ou les cortèges funéraires hippomobiles à zéro émission carbone. L'heure du compost humain a donc sonné ! Cette pratique consiste à transformer les morts en engrais naturel, pour respecter l'environnement. Poussière tu redeviendras poussière. Humain tu deviendras complément nutritif et fertilisant pour champs de maïs. La perspective peut faire rêver un authentique écologiste, autant qu'une heure de pédalo avec Greta Thunberg.

À Seattle, la société Recompose propose ce service. Après accélération de la décomposition des corps, chaque humain pourrait donner jusqu'à un mètre cube de compost. Finie la crémation qui libère des gaz de combustion, finis les cercueils enfouis sous terre qui polluent. Vive l'avenir de la mort écolo où chaque cadavre permet de nourrir de nouvelles vies. Ah, le beau cycle vertueux ! Les techniques de l'équarrissage pour tous enfin appliquées aux humains. Ainsi s'achèvera la trajectoire millénaire qui nous aura menés des extraordinaires momies égyptiennes à la métamorphose de l'humain en farine animale. •



Métro, vidéo, clito

Par Gabrielle Périer

Les usagers du métro parisien l'auront sans doute remarqué : depuis le 16 janvier, une foisonnante campagne d'affichage fait la promotion de la saison 2 de la série Netflix *Sex Education*. Son sujet ? Comme disaient les Guignols de l'info, le cul, le cul, le cul ! Plus précisément, dans une *high school* américaine, des adolescents découvrent les méandres tortueux de la sexualité « plurielle ».

À cette occasion, le site de vidéos Brut met à l'honneur Charlotte Abramow, la jeune photographe auteur de cette campagne d'affichage qui promet d'enfin « briser les tabous ». La jeune fille, déjà réalisatrice du clip d'Angèle *Balance ton quoi* (mettant en scène une « *anti-sexism academy* » de rééducation des hommes), excelle dans l'art d'enfoncer des portes ouvertes. Premier

« tabou » à y passer : les règles, scandaleusement négligées dans l'espace public. Mais « *comme c'est normal à voir, c'est normal à voir aussi dans le métro* ». Sur ces affiches fort ragoûtantes, suivent un baiser baveux homosexuel, une maquette de clitoris, ainsi qu'une culotte à froufrous où est noté « *non, c'est non* », à l'intention des violeurs potentiels. Pour couronner le tout, une image de pomme « *représente métaphoriquement un anus* ». Bon appétit !

Comme un bonheur n'arrive jamais seul, un petit manuel de *sex education* accompagne la campagne d'affichage. Ce document téléchargeable en ligne édifie les jeunes par des petits dessins de sexes féminins et masculins, sans oublier de mentionner « intersexes » et « non-binaires ». Que de « tabous » brisés après des décennies d'éducation sexuelle à l'école ! Des esprits aussi taquins que la députée (ex-LREM) Agnès Thill notent que cette subversion autorisée s'étale sur des centaines de mètres de quais parisiens alors que les affiches anti-PMA d'Alliance Vita ont été décollées le mois dernier. C'est ce qu'on appelle l'aménagement urbain. •

Le footballeur s'était levé du pied gauche

Par Martin Pimentel

Candidat « Décidons Paris » dans le 18^e arrondissement, le jeune retraité du football Vikash Dhorasoo affirme vouloir défendre l'écologie, l'antiracisme, le féminisme et essayer « *au maximum de repousser le capitalisme* » aux municipales. Cette nouvelle figure de l'intersectionnalité donne un coup de vieux à la redoutable Danielle Simonnet (France insoumise) avec qui il fait équipe. Ne vous fiez pas au sweat « Barbès Athletic Club » qu'il arbore, c'est aux Abbesses que Dhorasoo a fourbi ses armes en politique. Un quartier nettement plus aisé. Square Burq, il a pris la défense des jeunes qui jouaient au foot au grand dam des riverains. Le raffut et le comportement de certains déplaisaient. Dhorasoo y avait vu un exemple de ce racisme qui gangrène notre société. À l'en croire, les rupins du quartier auraient voulu éloigner les « *petits Noirs et petits Arabes* » pour préserver le prix du mètre carré. Salauds de riches ! D'autres témoignages font toutefois état de jeunes filles embêtées dès qu'elles s'approchent des groupes incriminés et de touristes effrayés par certains comportements peu compatibles avec l'image du Montmartre authentique. Jamais à court de nobles causes à défendre, l'ex-milieu du Milan AC a par ailleurs rejoint la gauche Allah Akbar en manifestant le 10 novembre contre



« *l'islamophobie* » aux côtés de groupuscules communautaires. À sa décharge, quelques jours plus tôt, une mésaventure avait troublé son quotidien, voire altéré sa perception. En descendant la rue Lepic, il avait croisé... un journaliste de *Causeur*. « *– Vous habitez le quartier ? – Oui. – Donc vous votez dans le 18^e ? Formidable ! Ah, mais vous êtes journaliste et me proposez de répondre à quelques questions ?* » Et le néomilitant de demander pour quelle gazette travaille son interlocuteur. « *Causeur ? Pouah ! Tout ce que je déteste !* » avait-il lancé avant de détalé. On suppose qu'évidemment il ne l'a jamais lu. Courage Vikash ! •

© Yann Levy / Hans Lucas / AFP

Révolution armoricaine

Par Maël Pellan



L'uberisation de la société prend un nouveau visage en Bretagne. *Ouest-France* nous apprend en effet l'arrivée de radars privés dans la belle province. Grâce à cette merveille de technologie, chacun sera bientôt en mesure de flasher sa belle-mère pour assurer la sécurité routière. Moyennant « *un salaire annualisé de 22 000 euros* », les amoureux de la conduite vertueuse pourront piloter des Ford Focus grises et marauder sur les routes indiquées à l'avance par la société Mobiom. La nuit, le jour, le week-end, les jours fériés, qu'il pleuve ou qu'il pleuve (nous restons en Bretagne...), les stakhanovistes du radar privé n'auront pour tâche que de conduire leur véhicule. Ils ne sauront même pas qui est verbalisé, les PV étant envoyés directement au Centre national de traitement des infractions de Rennes.

Jusqu'ici testé en Normandie, le radar privé prend ses quartiers sur une terre farouchement attachée à la liberté de circuler sur les routes. Par mesure de précaution, on conseille aux innocents propriétaires de Ford Focus grises de s'organiser en minorité « stigmatisée » pour assurer leur défense.

Dans ce contexte tendu, une jacquerie des automobilistes bretons n'est pas à exclure. De Brest à Ancenis, la colère gronde. D'autant que, la loi LOM (orientation des mobilités) votée l'automne dernier a fait naître une nouvelle pomme de discorde : des péages sur les routes à grande vitesse ! Désormais autorisée par la loi, la mise en place de ces péages mettrait fin à la gratuité des quatre voies bretonnes, privilège d'abord conquis par Anne de Bretagne. De quoi déclencher un mouvement type bonnets rouges en plus méchant. Jusqu'à nouvel ordre, la péninsule reste un îlot de gratuité autoroutier comme elle l'est depuis les années de Gaulle, à la suite d'un accord tacite entre l'assemblée de notables du Célit (Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons) et le Front de libération de la Bretagne, mouvement clandestin responsable de centaines d'attentats. Quand Bercy taxera les autoroutes bretonnes pour remplir les caisses, l'Armorique s'éveillera... •

© MARCEL MOCHET / AFP – Justin Sullivan / Getty Images / AFP

L'herbe plus verte en Californie ?

Par Sophie Bachat

« *California Dreamin'* » chantaient The Mamas & the Papas. Si l'utopie n'est plus de saison, l'un des symboles de la contre-culture sixties est devenu une valeur sûre du marché californien : la marijuana. Dans cet État qui constitue la sixième puissance économique mondiale, l'or vert est légal pour raisons thérapeutiques depuis 1996. Il y a deux ans, la législation a même permis son usage récréatif de manière encadrée. Depuis, les partisans français d'une légalisation des drogues douces voient dans le précédent californien une solution miracle contre le trafic de cannabis. Las, début 2020, une étude de la société de conseil The Motley Fool a refroidi les ardeurs des éventuels investisseurs en concluant : « *Si la Californie a joué un rôle majeur dans le succès de la commercialisation de la marijuana, il est certain aussi que l'État a failli dans sa gestion de sa vente légale.* » Il faut dire que l'État n'a touché que la moitié des 643 millions de dollars de taxes sur le cannabis prévues en 2018. Tout simplement parce que la plupart des consommateurs préfèrent faire appel au bon vieux marché noir. Par amour du risque et quête de frissons ? Peut-être, mais surtout en raison de la surtaxation du cannabis d'État. De plus, seulement 18 % des villes autorisent l'ouverture de boutiques de revente. Dealers légaux et dealers traditionnels du coin de la rue ne rivalisent donc pas à armes égales. On pourrait en rire si le commerce de cannabis n'était coté en Bourse, incitant l'État de Californie à mettre les bouchées doubles dans la répression du deal clandestin. En France, même si l'expérimentation du cannabis thérapeutique annoncée pour 2020 débouche sur une réforme de l'article L-627, la ruée vers l'herbe légale reste incertaine. •





COMPASSION, PÈRES ET VOL

Par Peggy Sastre



QUI SE RESSEMBLE SE PROTÈGE

Allez, vite, sans réfléchir : si vous ne pouvez en sauver qu'un, lequel choisissez-vous ? La crevette ou le renard ? L'orang-outan ou le barracuda ? Le bolet ou le crapaud ? Le ver de terre ou le coussin de belle-mère (c'est un cactus) ? C'est à ce genre de dilemmes qu'Aurélien Mirallès, Michel Raymond et Guillaume Lecointre, chercheurs au Muséum d'histoire naturelle de Paris et à l'Institut des sciences de l'évolution de Montpellier, ont soumis 2 347 internautes entre novembre et décembre 2018. Le but de la manœuvre : dresser la première cartographie évolutionnaire de l'empathie et de la compassion humaines face à d'autres êtres vivants (animaux, végétaux et champignons). À

quelles bestioles (sur une liste de 52, présentées aléatoirement en duo) sommes-nous le plus à même de nous identifier ? Lesquelles suscitent le plus nos élans protecteurs ? Il en ressort que ce n'est ni leur taille, ni leur joliesse, ni même ce que nous percevons de leur vulnérabilité qui nous fait craquer, mais bien leur proximité avec notre branche phylogénétique. En d'autres termes, plus l'ancêtre que nous avons en commun est récent à l'échelle de l'évolution (que nous en ayons ou non connaissance), plus nous aurons l'impression de reconnaître et/ou de comprendre leurs sentiments et émotions (empathie) et plus nous aurons envie de leur laisser la vie sauve (compassion). Sans grande surprise, le haut du palmarès est ainsi trusté

par les primates – chimpanzés (avec lesquels nous avons divergé depuis 6,65 millions d'années), gorilles (depuis 9,06 millions d'années) et orangs-outans (15,76 millions d'années) – et la queue de cortège rassemble cnidaires (méduses et anémones de mer), champignons et végétaux (du haut de notre ancêtre commun avec le cousin de belle-mère, 1,496 milliard d'années nous contemplant). Selon les scientifiques, l'empathie pourrait avoir été profitable aux premiers hominidés en leur permettant de mieux anticiper les réactions des mammifères sauvages, que ce soit pour les chasser ou jauger leur humeur et le danger qu'ils pouvaient représenter. Quant à nos élans de compassion, c'est peut-être grâce à eux que nos ancêtres ont eu l'envie de secourir des animaux blessés, affamés ou orphelins... et initier ainsi une longue chaîne de domestication réciproque.

Référence : tinyurl.com/LaPrimeAuPlusProche

COMMENT ON FAIT LES PAPAS ?

D'un point de vue biologique, comment expliquer l'attachement entre un père et son enfant ? Chez l'humain, une hypothèse largement partagée fait de l'amour paternel un produit du lien conjugal : parce que les petits humains sont fragiles et dépendants bien plus longtemps que ceux d'autres espèces, dans la nôtre, la sélection naturelle a souri aux mâles et aux femelles capables de s'allier le temps qu'il fallait pour assurer la survie de leur progéniture. Partant de là, les mâles les plus passionnés par leurs rejetons ont été logiquement les plus heureux en matière de transmission de leurs gènes à la postérité. En bref, d'abord vint le couple, et ensuite le père. Une étude menée sur près de 200 chimpanzés observés durant toute une année dans les forêts du parc national de Kibale en Ouganda pourrait cependant complexifier le tableau tant il semble que la paternité y existe tout en se passant très bien de la conjugalité. Plus précisément, il s'avère que les jeunes chimpanzés aiment non seulement traîner avec leurs frères, mais aussi avec leur géniteur. Et même davantage : si les frères (surtout maternels) ont pour habitude de marcher, dormir et manger ensemble, les pères et les fils ont celle de s'épouiller, ce qui dénote des liens plus étroits. Chose pour le moins surprenante, vu que les femelles chimpanzés coïtent avec plusieurs mâles au moment de leur ovulation et n'ont (jusqu'à preuve du contraire) aucun moyen de

savoir qui les a effectivement fécondées. Reste que les tests génétiques effectués par l'équipe d'Aaron Sandel, anthropologue aux universités du Michigan et du Texas, ne trompent pas : lorsqu'ils quittent les bras de maman et vont se confronter au vaste monde – comme chez beaucoup de primates, les femelles chimpanzés naissent, vivent et meurent au pays, tandis que les mâles se dispersent quand ils atteignent leur maturité sexuelle, soit vers 12 ans –, les garçons taillent la route en privilégiant effectivement des compagnons de leur génération avec lesquels ils partagent au moins 25 % d'allèles et des aînés qui en affichent 50 % au compteur. Comment s'effectue la reconnaissance ? Les scientifiques n'en ont pas la moindre idée, mais si ces observations se confirment, elles indiqueraient que l'attachement paternel chez l'humain, associé à des liens conjugaux durables et à une sexualité relativement exclusive, pourrait avoir évolué à partir d'un système social et reproductif semblable à celui des chimpanzés actuels.

Référence : tinyurl.com/OuEstTonPapa

ORIGINES DE L'EXTINCTION

Selon la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), nous serions aujourd'hui au beau milieu d'un effondrement sans précédent et accéléré de la biodiversité, menaçant d'extinction pas moins d'un million d'espèces. Avec, c'est désormais connu, l'activité humaine comme cause principale de cette catastrophe. Pour une équipe de chercheurs suédois, britanniques et suisses, notamment spécialistes de paléobiologie, de sciences de l'environnement et de bio-informatique, cette manie qu'a l'humain de saccager le vivant serait salement ancrée dans son patrimoine génétique vu que les premières extinctions de masse semblent remonter à 4 millions d'années, c'est-à-dire un paquet de temps avant l'apparition d'*Homo sapiens*. Pourquoi ? Parce qu'à l'époque, nos ancêtres hominidés semblent avoir commencé à maîtriser une stratégie qui leur fera autant grossir le cerveau qu'elle réduira les populations de grands carnivores dans l'est de l'Afrique : le kleptoparasitisme, soit le fait de piquer sa barbaque au prédateur qui l'a chassée. Une technique qui pourrait avoir poussé les concurrents de nos très lointains ancêtres à la famine, puis à la disparition. •

Référence : tinyurl.com/VoleursDeSteak

RENTRE AVEC TES PIEDS

Par Jean-Paul Lilienfeld



Au moment où j'écris, les métros recommencent à rouler. Pas encore totalement, mais l'amélioration est si sensible que je tiens à manifester toute ma reconnaissance et mon « soutien » aux grévistes de la RATP sans qui nous n'aurions pu ressentir la chance que nous avons de pouvoir prendre le métro, parfois sans embûches.

À tous ces travailleurs qui se sont sacrifiés pour nous, je voue une reconnaissance éternelle. Je sais que je ne suis pas le seul puisque les sondages, nous dit-on, montraient et montrent encore un très fort soutien à cette grève. Mais je tiens absolument à apporter ma pierre à l'édifice des louanges d'une France reconnaissante. Et puisque tout le monde n'a pas la chance d'avoir une chronique dans *Causeur*, j'en profite pour donner la parole à quelques personnes de mon entourage.

Florence, 47 ans, enseignante

Chers grévistes,
Depuis le 5 décembre, je fais 8,4 kilomètres à pied à raison de quatre fois par semaine. Grâce à vous, je fais 14 000 pas par jour, ce qui ne m'était plus arrivé depuis la fois où le pneu de ma voiture de location avait crevé en pleins Causses,

à un endroit où mon mobile ne passait pas. Les experts de la santé conseillent 10 000 pas par jour, or il a été démontré que les gens d'aujourd'hui marchent en moyenne 5 000 pas par jour. C'est pourquoi je vous suis extrêmement reconnaissante de me permettre de prendre ainsi soin de ma forme physique et par là même d'aider à combler par ces mesures préventives le trou de la Sécurité sociale, essentiellement dû aux gras des patrons qui mangent du homard au foie gras de caviar et à leurs gros cigares qui encrassent leurs poumons. J'avoue avoir été déçue de voir arriver les vacances de Noël et avec elles la fin de mes délicieux trekkings, et c'est avec joie et une paire de baskets toutes neuves que j'ai réattaqué les cours début janvier. Hélas ! Mon bonheur n'aura été que de courte durée en 2020. C'est pourquoi je vous mets 19 pour votre action plutôt que la note maximum, mais encore un tout petit effort et...

Mademoiselle Castillon

Guy, 39 ans, producteur de fromage

Chers grévistes,
Ma reconnaissance va vers vous qui m'avez libéré de l'esclavage. Avant votre action salu-

taire, mon entreprise tournait trop bien. Je fabriquais des fromages que plusieurs restaurants de la région parisienne spécialisés dans la cuisine auvergnate m'achetaient et j'étais donc astreint à une traite quotidienne pénible, levé à 5 h 45, couché à pas d'heure après avoir fait toute la comptabilité et paperasserie administrative auxquelles je suis astreint. Certes, je ne prétends pas atteindre vos niveaux de pénibilité, vous qui devez rester assis derrière les manettes du métro pour des services de trois heures de temps qui vont même parfois jusqu'à plus de quatre heures ! Mais je suis sûr que vous comprendrez que dans ma modeste mesure, je sois parfois un peu las après mes dix-sept heures de travail quotidien.

Ce n'était pas une vie !

Grâce à votre sacrifice, depuis que les Parisiens ne peuvent plus circuler, ils ne vont plus au restaurant. Mes clients n'ont donc plus besoin de mes fromages. Cela m'a permis de lever le pied. Et même les deux pieds puisque je n'avais quasiment plus de commandes. J'étais bien tranquille ! Malheureusement, vous n'avez pu prolonger votre blocage humaniste et il a bien fallu reprendre le train-train quotidien comme disent les cheminots. Quelle tristesse ! Quel dur retour à la réalité ! Je tiens vraiment à vous remercier pour cette parenthèse enchantée que vous avez eu la bonté de m'offrir.

Votre Guytoul

P.S. : s'il y a un peu de rab sur vos cagnottes de grévistes, pourriez-vous m'en envoyer un peu ? Les traites viennent de tomber et si je ne trouve pas rapidement de solution, mon matériel va être saisi...

Karen, 33 ans, coiffeuse

Chers grévistes,

Ce petit mot pour vous remercier de m'avoir permis d'échapper aux assauts répétés de mon mari qui m'obligeait à faire l'amour presque tous les jours, moi qui suis végane !

J'ai ouvert il y a six mois avec ma cousine Fatima un tout petit salon de coiffure à la sortie du métro Alma-Marceau. Habitant en grande banlieue toutes les deux, nous n'avons eu d'autres choix que de mettre un matelas dans l'arrière-boutique, afin de pouvoir assurer l'ouverture en alternance, chacune regagnant son domicile par ses propres moyens un jour sur deux. Rapidement, j'ai découvert le bonheur de dormir tranquillement sans craindre d'avoir à refuser de faire mon devoir conjugal. Ce bien-

être inconnu m'a rapidement conduit à proposer à Fatima d'assurer la garde deux jours sur trois. Certes, le personnel étant réduit de moitié, nous avons dû refuser la moitié des clients et réduire d'autant notre chiffre d'affaires. Mais la chas-teté a-t-elle un prix ?

Grâce à vous, j'ai compris que je devais divorcer de ce porc et j'ai fini par assurer toutes les ouvertures de notre salon. Sous prétexte qu'il se trouvait juste à leur niveau, certaines clientes grincheuses n'ont pas aimé le fumet dégagé par mes dessous-de-bras (que je ne pouvais laver qu'au bac à shampoing) et ont saisi cette occasion pour se désolidariser de notre grève en allant chez le Dessange de l'avenue George-V, ce trust capitaliste du cheveu. Il est certain qu'un ou deux brushings par vingt-quatre heures ne pouvaient suffire à payer les frais généraux. Mais sachez que je ne regrette absolument pas mon soutien et le mois de janvier ayant été plutôt clément je n'ai jamais eu réellement froid sous le pont de l'Alma.
Votre dévouée camarade

Voilà, j'espère que ces trois témoignages poignants suffiront à faire taire les méchantes langues qui prétendent que les sondages montrant que la population vous soutient sont bidon, ou plutôt, qu'étant faits sur un panel de Français plutôt que de Franciliens, ils recueillent majoritairement l'avis de personnes qui ne sont pas impactées par la grève. Un de mes collègues néoréactionnaire a osé reprendre à ce sujet la célèbre phrase de Coluche : « Moi non plus je ne suis pas raciste, mais il n'y a pas d'étrangers dans mon immeuble. »

D'autres encore osent dire que vous vous battez pour conserver vos avantages, aujourd'hui injustifiés pour la plupart, et surtout iniques quant aux âges de départ et au mode de calcul (sur le dernier semestre, soit 1/50^e du temps de calcul du privé, âge de départ à 57 ans pour les sédentaires, durée d'assurance exigée très inférieure à celle du régime général des autres salariés, et surtout ceux du privé, avantages en nature pour les retraités, etc.). Tout cela financé à hauteur de 3,9 milliards (chiffres Cour des comptes 2017) par les finances publiques pour RATP et SNCF réunies !

Comment ces jaunes peuvent-ils être aussi ingrats alors que vous avez su, chers camarades, redonner tout son sens à notre bien-aimé sigle RATP : « Rentre avec tes pieds. »

Soyez certain que je n'oublierai jamais ce que vous avez fait pour moi... •

FRANÇOIS PUPPONI

« ON NE FERA JAMAIS REVENIR LES CLASSES MOYENNES BLANCHES À SARCELLES »

Propos recueillis par Daoud Boughezala

L'ex-maire de Sarcelles François Pupponi passe à table. Ses vingt ans (1997-2017) passés à la tête de cette banlieue multiculturelle lui ont inspiré *Les Émirats de la République*. Il y dénonce l'échec de l'intégration et les progrès de l'islamisme auquel une partie de la gauche fait la courte échelle.

Causeur. Avant d'en devenir maire, vous avez grandi à Sarcelles au début des années 1960. Quelle population y habitait alors ?

François Pupponi. Il y avait une vraie mixité ethnique et sociale. Le Grand Ensemble de 10 000 habitants construit par la Caisse des dépôts dans les années 1960 a été peuplé par des familles d'enseignants, d'avocats, d'officiers, d'ouvriers ou d'infirmiers. La communauté juive séfarade venait d'arriver d'Afrique du Nord, bientôt massivement rejointe par des Antillais. Et la communauté musulmane était encore très peu présente.

Ces néobanlieusards souffraient-ils du spleen des grands ensembles qu'on a baptisé « sarcellite » ?

Au contraire, ils étaient ravis ! Sortant de bidonvilles ou de petits logements à Paris, ils investissaient cette ville nouvelle pour emménager dans des appartements modernes entourés de terrains de jeu et d'équipements culturels. Ce sont les gens de l'extérieur qui considéraient Sarcelles comme une cité-dortoir dont

les habitants portaient travailler le matin et revenaient le soir. Les habitants du Grand Ensemble, eux, avaient le sentiment de construire la ville du xx^e siècle.

Depuis, Sarcelles est devenue une banlieue en difficulté. La ville a-t-elle sombré à cause de l'État ou de l'immigration massive ?

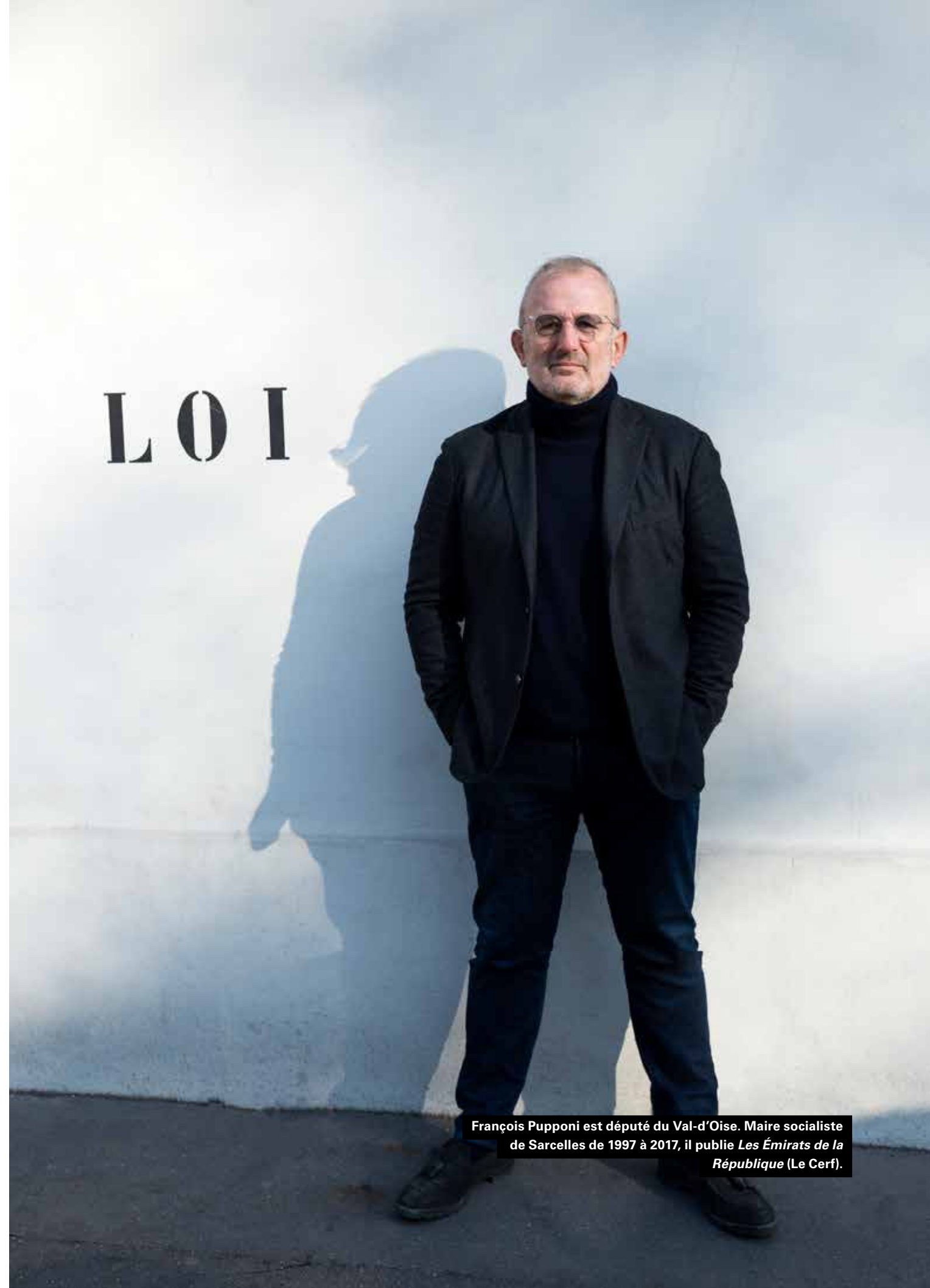
Les deux. Dans les années 1970, la Caisse des dépôts a décidé de rénover le Grand Ensemble. Pour financer les travaux, les loyers ont augmenté : faute d'aide au logement, les classes moyennes ont dû payer deux fois plus cher.

Simultanément, une nouvelle vague d'immigration souvent en état de grande fragilité sociale est arrivée d'Afrique et du Maghreb, renforcée par le regroupement familial. Couplée au renchérissement des loyers, cette nouvelle donne a incité les classes moyennes à quitter la ville. La Caisse des dépôts et l'État ont alors massivement attribué les logements aux allocataires de l'APL. Au fil du temps, la qualité des immeubles s'est dégradée, Sarcelles s'est paupérisée et ghettoisée.

Le mot « ghetto » est très fort. Que je sache, la France n'a jamais parqué personne de force dans des HLM !

Non, mais les pouvoirs publics ont concentré les pauvres et les immigrés dans les mêmes blocs. La France a peuplé les grands ensembles de populations issues de l'immigration, pour la plupart musulmanes. C'est ce que voulait dire Manuel Valls lorsqu'il a parlé de « *politique d'apartheid* ». Évidemment, il n'y avait pas de grand stratège pour attribuer tel bloc d'habitations en priorité aux Maliens. Mais la préfecture ou le bailleur social cherche à louer les appartements en évitant la vacance locative. Or, dans un immeuble qui a déjà deux familles de Maliens, si vous proposez un logement à des non-Maliens, ils risquent de s'en →

© Hannah Assouline



François Pupponi est député du Val-d'Oise. Maire socialiste de Sarcelles de 1997 à 2017, il publie *Les Émirats de la République* (Le Cerf).

aller afin d’éviter la mixité et la promiscuité. Et comme les bailleurs veulent à tout prix louer, un regroupement ethnique s’est fait par facilité.

Puisque vous abordez la thématique communautaire, commençons par les 15 000 juifs de Sarcelles regroupés dans la « Petite Jérusalem ». Entre l’attentat islamiste raté contre une épicerie casher (2012) et une manifestation antisémite qui a viré à l’émeute (2014), ces dernières années ont été éprouvantes. Sous la pression de l’islamisme, Sarcelles se vide-t-elle de ses juifs ?

Non. Certains juifs ont quitté Sarcelles par ascension sociale. Beaucoup d’enfants sont devenus médecins, chefs d’entreprise, professions libérales et ont déménagé dans les beaux quartiers (Neuilly, Levallois, Paris), mais leurs parents sont souvent restés à Sarcelles. D’autres sont arrivés, car la communauté juive sarcelloise est devenue très pratiquante. C’est pourquoi des juifs qui veulent profiter du tissu communautaire local (synagogues, yeshivas, commerces) affluent. Ceux qui ne peuvent plus vivre ailleurs, notamment en Seine-Saint-Denis, se disent qu’ils seront plus en sécurité à Sarcelles, malgré les actes antisémites que vous avez cités.

Les juifs ne quittent donc pas Sarcelles, comme ils fuient la Seine-Saint-Denis islamisée ?

De grandes vagues de départs pour Israël ont suivi l’attentat del’Hyper Cacher (2015). Ceux qui partent en Israël ne croient plus en la France. Après les attentats, beaucoup ont ressenti l’espoir d’un sursaut de lucidité. Mais après l’affaire Sarah Halimi, ils n’y croient plus.

Chaque communauté vit chez elle. La Petite Jérusalem compte 80 % de commerces casher !

Beaucoup de Français juifs s’inquiètent de l’islamisation de certains quartiers où l’antisémitisme fleurit. Or, vous décrivez un havre de paix sarcellois où des petits vieux juifs et musulmans tapent la carte ensemble...

Chez les anciens, il n’y avait en effet pas de problèmes, car tous venaient du Maghreb où juifs et musulmans ont grandi ensemble. Les difficultés viennent de la nouvelle génération qu’on a ghettoisée. On a dit aux jeunes qu’ils allaient s’intégrer, mais ils veulent rester ce qu’ils sont. Ils souhaitent devenir des citoyens à part entière et créer une société nouvelle sans renier leurs origines.

Dans votre livre, vous dépeignez pourtant

« une communauté musulmane paisible dont une petite moitié seulement continue d’avoir une pratique religieuse ». Les radicalisés ne seraient que « 100 à 200 olibrius qui font vivre à enfer à 60 000 habitants ». Entre ces deux pôles, le marais des musulmans sarcellois est-il sensible à un certain islam séparatiste ?

Aujourd’hui, les principales mosquées de la ville ne veulent pas de cet islam-là, que rejette la grande majorité des musulmans de Sarcelles. Il y a eu des tentatives d’OPA radicales de la part de jeunes militants formés et compétents, mais ça n’a pas marché.

En êtes-vous sûr ? Depuis 2015, de jeunes salafistes turcs ont investi la deuxième mosquée de Sarcelles en s’associant à ses responsables africains que vous jugiez jusque-là parfaitement républicains...

Cette mosquée s’est en effet laissé infiltrer par ces radicaux venus de Goussainville. Dans les villes voisines, les mosquées se révèlent poreuses à l’islam radical alors que Sarcelles en a longtemps été préservé. Mais il est vrai que, depuis quelques années, ce processus s’est engagé à Sarcelles.

Concrètement, comment les islamistes s’implantent-ils ?

D’abord, ils essaient d’intégrer les mosquées. Pour ce faire, ils intègrent les associations musulmanes de la ville où, souvent, les responsables de la mosquée cherchent un imam. Les islamistes vont alors amener un imam et des jeunes en renfort. En parallèle, ils font beaucoup de travail social, proposent du soutien scolaire, infiltrent les associations de parents d’élèves... Ils créent des écoles et montent tout un réseau de structures socio-éducatives pour proposer aux musulmans une offre sociale et culturelle large. Cela leur permet de gagner la confiance des populations en jouant sur différents registres, au-delà du seul discours religieux.

D’aucuns vous rétorqueraient que vous avez joué avec le feu. Durant vos vingt ans à la mairie de Sarcelles, vous avez pratiquement cogéré la ville avec ses communautés, quitte à financer des associations religieuses. Récoltez-vous ce que vous avez semé ?

Entendons-nous bien. Soit on dit aux communautés ethniques et religieuses qu’elles existent, qu’on les respecte et qu’on les reconnaît pour construire ensemble un avenir commun. Soit on ne veut pas d’elles et on les exclut du champ politique, quitte à les laisser entre les mains de gens qui n’auront pas forcément une vision républicaine. C’est un dilemme auquel je suis confronté tous les jours. J’ai préféré agir, dialoguer, faire des compromis, pour que ces gens-là aient le sentiment que la République les respecte dès lors qu’eux-mêmes respectent la République. C’est

pourquoi j’intégrais des représentants des différentes communautés au sein de mes listes. Ils participaient donc au projet commun. Ce n’est plus le cas puisqu’une partie de la communauté musulmane ne veut plus seulement des places sur les listes, mais vise désormais la place.

C’est-à-dire ?

Des entrepreneurs communautaires veulent non seulement prendre le pouvoir au sein des musulmans de leur ville, mais aussi prendre le pouvoir politique. Ils disent : « C’est notre tour. » Dans les quartiers où ils sont majoritaires, ils créent des ghettos communautaires. Sur ce plan, ils agissent comme la communauté juive : la Petite Jérusalem compte 80 % de commerces casher ! Chaque communauté vit chez elle, avec ses commerces, ses lieux de culte. En 1999, une liste communautaire juive s’était d’ailleurs présentée contre moi pour faire avancer ses revendications communautaires. Aujourd’hui, une partie de la communauté musulmane a de tout autres ambitions : imposer son identité, ses pratiques et ses valeurs à la France en prenant les rênes du pouvoir.

On se croirait dans *Soumission* de Houellebecq ! Vous brocardez la « gauche *niqab* » tentée par l’islamo-gauchisme. Dans votre circonscription, ce danger plane-t-il sur les municipales ?

Oui. D’après les services de renseignement, Garges-lès-Gonesse et Goussainville peuvent basculer dans l’islam radical. Aux législatives de 2017, j’ai affronté Samy Debah, un candidat proche des Frères musulmans soutenu par La France insoumise entre les deux tours. À Garges-lès-Gonesse, il a fait 56 % des voix ! Il s’y présente aujourd’hui aux municipales sur une liste « *citoyenne* » avec le soutien des insoumis et de nombreux colistiers proches des réseaux islamistes. Que fera le Parti socialiste ? Pour l’instant, il ne répond pas.

Cette complaisance a peut-être des racines anciennes. Dans les années 1980, SOS Racisme nous martelait que toutes les cultures se valaient...

La France, y compris la gauche et SOS Racisme, ont plutôt péché par assimilationnisme. À trop vouloir couper les enfants d’immigrés de leur culture d’origine, à force de nous répéter qu’on allait tous fraterniser dans une société de mixité et de tolérance, on a oublié que les individus ne se construisaient pas ex nihilo. Or, une partie de la population issue de l’immigration n’avait pas envie de s’intégrer. En revanche, j’observe que les Assyro-Chaldéens, les Pakistanais et les Turcs s’intègrent bien par le travail.

Comment l’expliquez-vous ?

Ils n’ont aucun ressentiment postcolonial vis-à-vis de la France. Inversement, les jeunes générations origi-

naires de notre ancien empire estiment que notre pays a exploité leurs parents. Ce sentiment est exploité politiquement, mais correspond à une certaine réalité historique. Cependant, ils devraient arrêter de se victimiser en permanence...

D’autant que vous ne ménagez pas vos efforts pour bâtir des mosquées. Vous voudriez que les mairies louent des bâtiments aux associations religieuses, quitte à enfreindre la loi de 1905 pendant une période transitoire de dix ans. Pourquoi préférez-vous le concordat à la laïcité ?

La semaine dernière, je me trouvais dans une des mosquées de Sarcelles. Pendant un enterrement, des centaines de personnes priaient dans la rue. Il y a un problème. Faut-il construire une mosquée pour ne pas les voir prier dans les rues ou les laisser se débrouiller ? En 1804, la France de Napoléon a fixé des règles à la communauté juive. En 1905, la République l’a fait avec les catholiques. Il faudrait mettre en place des relations normales entre l’État et la communauté musulmane. Construites avant 1905, la plupart des églises et les grandes synagogues parisiennes appartiennent toutes à la Ville de Paris. On ne peut pas dire à une religion qu’elle arrive trop tard pour se dispenser de construire des mosquées.

Malgré votre mansuétude, vous accusez Emmanuel Macron de nouer un dialogue avec les Frères musulmans via Yassine Belattar, auquel vous reprochez d’avoir fait plonger le plan Borloo sur les banlieues. Pourquoi lui accorder une si grande importance ?

J’étais dans la salle lors de la remise du plan Borloo. Emmanuel Macron a déclaré : « *Ce ne sont pas deux vieux hommes blancs qui vont s’occuper de ces quartiers-là.* » Il a alors repris les mots de Yassine Belattar selon lequel « *tout ce qui n’est pas fait avec nous est fait contre nous* ». Mais qui est ce « nous » ? Le jour même où Macron a reçu et enterré le plan Borloo, il a nommé Belattar au Conseil présidentiel des villes malgré ses discours limites et sa proximité avec le CCIF. Le président a sans doute été sensible à un certain discours sur la diversité, estimant que les gens issus d’un certain islam pourraient mieux régler le problème. Macron s’est dit que ce plan reproduisait les politiques urbaines qui ont échoué depuis vingt ans.

Avait-il vraiment tort ?

Ce plan allait dans le bon sens. Il manquait simplement une réelle politique de peuplement pour éviter la ghettoisation. Car si on continue à mettre les populations dans les mêmes immeubles sans faire de mixité et de diversité, on entretient des ghettos. Mais ne rêvons pas : notre objectif doit être d’attirer des classes moyennes immigrées dans les quartiers-ghettos. On n’y fera jamais revenir les classes moyennes blanches. •

TERRORISME PAS DE NOUVELLE LOI, DU COURAGE !

Par Béatrice Brugère

Face à une menace djihadiste croissante, la justice française peine à s'adapter. Entre psychiatrisation des auteurs et analyse individuelle des actes, notre système pénal hésite.

Une semaine après les attentats terroristes de *Charlie Hebdo* et quarante-huit heures après la mobilisation sans précédent du 11 janvier 2015, Manuel Valls, alors Premier ministre, déclare devant le Parlement : « *Oui, la France est en guerre contre le terrorisme, le djihadisme et l'islamisme radical.* » La sémantique est guerrière et l'ennemi clairement désigné. Cinq ans plus tard, quel est le bilan de cette guerre au terrorisme ?

Difficile de répondre à cette question tant la confusion s'est installée dans le débat, sur le diagnostic et sur les moyens à mobiliser. Les autorités rappellent régulièrement que la menace reste très élevée et installée. Les chiffres en constante progression sont d'ailleurs là pour le corroborer et les attaques régulières pour l'illustrer : un nombre record de détenus pour terrorisme (500) et plus de 1 000 détenus radicalisés auxquels il faudra rajouter les revenants de zones de combat, plusieurs dizaines voire quelques centaines.

Constatons-le d'emblée, face à cette menace, l'État n'est pas resté les bras croisés : déclaration de l'état d'urgence, profusion législative, renforcement des effectifs, réorganisation des services de renseignement, montée en puis-

Béatrice Brugère est secrétaire générale du syndicat Unité Magistrats et ancienne juge antiterroriste.

sance de Tracfin, programmes de déradicalisation, plan d'action contre la radicalisation et le terrorisme (PART et PACT), création d'un bureau national de renseignement pénitentiaire, évaluation de la radicalisation dans les prisons, suivi à la sortie de prison par un service de renseignement, création en juillet 2019 du parquet national antiterroriste, abondance de rapports parlementaires... Mais le mouvement ne peut se confondre avec l'action, surtout que les services n'évoluent pas au même rythme que le terrorisme. Cela est particulièrement vrai pour la justice : de trop timides avancées, parfois trop lentes, donnent l'impression d'une justice à la traîne et débordée, qui choisit au gré des circonstances la saisine terroriste ou le droit commun, entraînant des débats récurrents sur la qualification de l'acte. Ces tâtonnements entre la psychiatrisation des auteurs et une analyse individualisée des actes montrent la difficulté de définir le terrorisme.

A-t-on vraiment identifié la nature de cette violence, sa matrice idéologique, ses leviers d'action, ses acteurs, ses territoires ? A-t-on compris ses objectifs ? En parlant « *d'une violence aveugle* » à propos de l'attaque de Villejuif¹, le président de la République semble faire un contresens dangereux. Comme le rappelle Hannah Arendt dans ses réflexions sur la violence et la terreur, la violence est toujours téléologique, elle est toujours orientée vers un but. « *La violence est par nature instrumen-*

Béatrice Brugère.

tale ; comme tous les instruments, elle doit toujours être dirigée et justifiée par les fins qu'elle entend servir. » Elle ne peut donc pas être qualifiée d'aveugle... À cela s'ajoutent l'impréparation et les hésitations de nos gouvernants. Quand Nicole Belloubet évoque le rapatriement de combattants et de leurs enfants, sur le mode « on n'a pas le choix », on est en droit d'y voir un renoncement des responsables politiques toujours prompts à se défaire sur la Justice et l'administration pénitentiaire. Or, la lutte contre le terrorisme ne saurait être l'affaire de la Justice au premier chef pour la bonne raison que la Justice ne fait pas la guerre. Elle sanctionne des actes criminels avec ses outils, ses limites et à travers le prisme dominant de la réinsertion sociale. Cependant, la violence djihadiste, qui relève d'infractions spécifiques et de procédures dérogatoires, n'est que la partie criminelle et visible de l'acte terroriste. Les outils juridiques et judiciaires ne peuvent traiter le problème dans sa globalité, d'où ce goût d'insatisfaction du public.

Pour le terrorisme djihadiste, la violence n'est qu'un moyen destiné à permettre la conquête des territoires et des esprits. Portés par l'idéologie, c'est-à-dire par une conception globale et rassurante du monde, activistes avant d'être criminels, ceux qui passent à l'acte sont convaincus de faire le bien et d'avoir raison. Aussi les programmes de déradicalisation sont-ils voués à

l'échec. Admettre que la réinsertion est largement inopérante pour ces personnes, ce serait déjà avancer. Nous sommes-nous trompés ? Alors que nous avons atteint un score historique de détenus pour terrorisme, que nos prisons sont devenues des lieux dangereux pour les personnels et pour les détenus de droit commun, la question doit être posée. Plus que les chiffres, ce sont les dynamiques qui inquiètent : territoires conquis, leaders décomplexés, profils de plus en plus jeunes et variés, banalisation du phénomène (avec la multiplication des « petits attentats »), tentations de soutien d'une partie de la population, essoufflement des forces de sécurité.

Entre « Cela n'a rien à voir avec la religion » et « Tout est dans le Coran », notre incapacité à comprendre intellectuellement le phénomène n'arrange rien. Le gouvernement doit donc impérativement identifier et neutraliser tous les leviers – politique, économique, religieux et sociaux – de cet endoctrinement, c'est-à-dire tout ce qui prépare, permet et soutient

le passage à l'acte. Aujourd'hui, les terroristes bénéficient d'un rapport de forces favorable avec la justice. Il faut l'inverser à notre profit. Nous n'avons nullement besoin de textes supplémentaires. Encore faut-il que la politique pénale en fasse bon usage et que l'institution fasse preuve de courage, comme l'a fait, par exemple le procureur de la République François Molins en décidant, à partir de septembre 2016, de renvoyer les djihadistes de retour de Syrie devant les cours d'assises. Reste que l'instauration d'une politique pénale exigeante et cohérente relève de la responsabilité politique. La priorité de notre ministère devrait être de repenser la prison, et celle du gouvernement de reconquérir les territoires perdus et de neutraliser les lieux d'endoctrinement.

Il faut se rappeler, enfin, que la menace est désormais très largement intérieure. La France n'est plus simplement une cible, mais également un vivier fertile pour les apprentis djihadistes. Cela doit nous interroger sur l'état de notre société. Le terrorisme est le signe d'un double échec, celui de l'État qui peine à riposter, celui de la nation tout entière qui produit sur son territoire ses propres ennemis. •

1. Tweet d'Emmanuel Macron le 6 janvier 2020 : « L'année s'ouvre endeuillée par le drame de Villejuif. [...] Nous poursuivons avec détermination la lutte contre la violence aveugle et notre combat pour la sécurité des Français. »

LES DAMNÉS DE LA FRANCE

Par Daoud Boughezala



Sami Biasoni et Anne-Sophie Nogaret.

Un spectre hante la France : l'indigénisme. Dans leur essai *Français malgré eux*, Anne-Sophie Nogaret et Sami Biasoni déconstruisent brillamment le courant « décolonial » qui contamine aujourd'hui élites et banlieues. Et aggrave la décomposition nationale.

« **J**e voulais surtout réfléchir à ce que ça implique de centrer le regard phénoménologique sur les situations d'oppression et de domination. Non pas donc dans un but théorique désintéressé, comme aurait dit Husserl, mais avec vraiment une motivation critique d'ordre politique, comme c'est le cas dans les approches phénoménologiques du genre et de la race. » Ce volapük est l'œuvre de la philosophe Marion Bernard¹. De telles excentricités, l'ouvrage d'Anne-Sophie Nogaret et Sami Biasoni en regorge. Sous le titre *Français malgré eux. Racistes, décolonialistes, indigénistes : ceux qui veulent déconstruire la France* (L'Artilleur), les deux plumes de *Causeur* signent un précis de décomposition française. Dans sa préface,

© HANNAH ASSOLINE

Pascal Bruckner résume d'un trait la thèse centrale de l'indigénisme, à savoir que « *les problèmes sociaux seraient d'abord des problèmes ethniques et les quartiers rien d'autre que nos nouveaux dominions* ». Pour casser ce mythe, Nogaret et Biasoni n'ont pas choisi la facilité. Loin du pamphlet, leur démonstration remarquablement argumentée et référencée s'apparente à un travail universitaire. Si *Français malgré eux* a la méticulosité un poil tatillonne du normalien, son plan en deux parties obéit aux canons de Sciences-Po : à Sami Biasoni l'analyse théorique de la mouvance décoloniale, à Anne-Sophie Nogaret l'étude de son impact sur la France multiculturelle.

Qui a eu cette idée folle un jour d'inventer l'école décoloniale ? Des élites franco-américaines sûres d'elles-mêmes et prétendument dominées. Dès les années 1960, l'université américaine engage un « *tournant linguistique* » qui abandonne la vocation scientifique des sciences sociales au profit de « *la dimension narrative et langagière de l'histoire humaine* ». « *Gender, racial et subaltern studies* » font la part belle aux exclus, groupes minoritaires et marginaux célébrés par les trois papes de la « French Theory » que sont Derrida, Deleuze et Foucault. Ces derniers déconstruisent la vérité objective à coups de pseudo-concepts abscons et stratosphériques – Deleuze compare par exemple le nomade du désert à l'immigré des grandes villes. Dans la lignée de Frantz Fanon, les militants décoloniaux théorisent une lutte des classes racialisée. Il en va ainsi de Houria Bouteldja, passionaria exaltée d'un islamo-indigénisme explicitement dirigé contre les « Blancs », éternels exploiters de la misère du monde. Quoiqu'ils s'en défendent, ses épigones promeuvent bien, sous couvert de revendications victimaires, un racisme biologique anti-Blanc. Imbibée de ressentiment, cette morale des vaincus réunit chercheurs sincères ou opportunistes « *pétris de revendications protéiformes mêlant revendications raciales, anticapitalistes et libertaires* » fortement rémunératrices sur les campus. Quoique la défense de certaines cultures ou religions soi-disant opprimées ne fasse pas toujours bon ménage avec les revendications homosexuelles, un courant intersectionnel réunit dans son lit cheveux bleus, voiles et keffieh en instruisant le sempiternel procès de la colonisation.

C'est dans ce genre de symposiums pas piqués des vers qu'Anne-Sophie Nogaret a joué l'œil de Moscou. Ionesco ou Beckett se seraient délectés des joutes verbales entre le porte-parole de la Brigade anti-négrophobie et une féministe qui, quoique anti-Blancs, n'en fustige pas moins le « virilisme » des « racisés ». Leur drôlerie involontaire aurait peut-être mérité un chouïa de sarcasmes. Mais Nogaret et Biasoni ont la légitime ambition de combattre leurs adversaires sur le terrain académique qu'ils ont progressivement colonisé depuis une quinzaine d'années. Ils ne rigolent pas. De lycées en prisons, d'hôpitaux en centres sociaux, Nogaret a recueilli des témoignages édifiants autour d'un même constat : les enfants d'immigrés afro-maghrébins ont assimilé l'ethnodifférentialisme indigéniste. Attachés au respect de traditions qu'ils ignorent, ces jeunes consi-

dèrent les Français comme une race dont ils seraient exclus. Certains claironnent : « *On sait pourquoi on est en France ! C'est pour la CAF !* » Intuitivement, des petites têtes brunes opèrent une distinction radicale entre appartenances culturelle et nationale, se considérant comme des Français de papiers victimes du « racisme d'État ».

Surfant sur ces lamentos, les propagandistes de la race appliquent la fameuse méthode Alinsky¹ pour instiller leur venin en mobilisant un groupe contre un ennemi commun. Sans s'économiser, ils s'investissent dans le travail social au service de leur cause, du porte-à-porte en HLM au lancement de pétitions contre le maire en cas de panne chronique d'ascenseur. Dans ces territoires perdus pour la France, l'immigration massive a produit des ghettos ethnoculturels où, faute de socle commun national, élèves et pions musulmans comme Gaulois déculturés « *ramènent tout à la race et à la religion* ». Enjoignant les professeurs à respecter leurs totems et tabous, ces gardes verts réfutent en vrac théorie de l'évolution, rationalité cartésienne et liberté de conscience. À force de buter contre des « *parents démissionnaires et résignés* », la plupart des enseignants finissent par adapter leur discours aux origines de leur auditoire. Si ces hussards noirs adhèrent majoritairement aux valeurs de la gauche sociétale, ils se gardent bien de chercher à sensibiliser les banlieues à l'intersectionnalité LGBT et du « Gender Fluid ». C'est plutôt dans les facultés que ce dernier courant gagne chaque jour du terrain. Jusqu'au fin fond de la province, y compris en filières scientifiques, des étudiants peu politisés se laissent convaincre par une idéologie aussi hégémonique que l'était le gauchisme des seventies. À Lyon 2, non content d'employer l'écriture inclusive, le département d'anthropologie, de sociologie et de science politique a instauré dans ses statuts l'usage du « *féminin générique* ». Le poste de « directrice » est ainsi occupé par un certain... David G. À se (la) tordre ! Heureusement, il arrive qu'une leur d'espoir surgisse dans la nuit. Lors d'un débat suivant la présentation du livre de Norman Ajari, universitaire militant du PIR, Étienne Balibar s'est en effet agacé de l'injonction d'un spectateur à « *tuer le philosophe blanc hétérosexuel* ». Et le vieux mandarin d'extrême gauche de souligner l'ancrage occidental de la pensée de cet « afro-descendant » : « *Il n'y a pas une seule construction de pensée, pas une seule critique dont vous pourriez dire : "Ah oui, là, ça vient du fond de l'Afrique !"* » La vérité sort parfois de la bouche des barbons. •



Anne-Sophie Nogaret, Sami Biasoni, *Français malgré eux*, L'Artilleur, 2020.

1. Actes du colloque « Approches phénoménologiques du genre et de la race », organisé à la Sorbonne en juin 2018.
2. Méthode théorisée par Saul Alinsky (1909-1972), sociologue et gourou de la gauche radicale américaine. Son dernier essai *Être radical. Manuel pragmatique pour radicaux réalistes* propose des stratégies de rassemblement des groupes dominés par la désignation d'un ennemi à combattre.

KIPNIS CONTRE LES INQUISITRICES

Par Peggy Sastre

Dans *Le Sexe polémique*, la professeure de cinéma Laura Kipnis ausculte le néoféminisme policier qui mine les universités américaines. Des tribunaux arbitraires y diabolisent le sexe et le mâle sans jamais faire avancer la cause des femmes.

Si les paris sur l'avenir sont des exercices périlleux, il y a de quoi être convaincu par celui que Laura Kipnis fait sur le nôtre. Dès l'incipit de son *Sexe polémique*, la professeure de cinéma à l'université Northwestern, essayiste et chroniqueuse voit dans les « convulsions » contemporaines de notre « culture sexuelle » une « vague d'hystérie soutenue par les autorités » sur laquelle les générations futures poseront, au mieux, un regard incrédule.

De l'incrédulité, c'est ce que Kipnis avait ressenti en mars 2015 lorsque des étudiants, munis de matelas et d'oreillers, étaient allés déposer une pétition réclamant sa « condamnation officielle et immédiate » au bureau du président de Northwestern. La cause de leur courroux ? Un article que Kipnis, « féministe progressiste convaincue », venait de faire paraître dans le très sérieux *Chronicle of Higher Education*, où elle s'inquiétait d'un nouveau tour de vis sur les campus prohibant toute relation intime entre professeurs et étudiants. À en croire les pétitionnaires, ce texte était « terrifiant », leur retournait le bide et distillait une atmosphère proprement méphitique que leur administration/mère supérieure se devait de fissa dissiper. Pourquoi parer leurs doléances de matelas et d'oreillers ? Pour rappeler la manifestation-performance d'Emma Sulkowicz, cette étudiante en arts visuels à Columbia qui, après avoir été déboutée de sa plainte pour viol contre un camarade de dortoir à la fois par l'administration de sa fac, la police et le bureau du procureur de New York, s'était trimballée pendant des mois un matelas de 25 kilos pour dénoncer le fardeau des victimes de violences sexuelles. En d'autres termes et au

bas mot, les indignés de Northwestern accusaient donc Kipnis de viol psychique. Pour avoir écrit une tribune. Publiée dans l'une des revues de référence du monde académique américain.

Vue d'un cerveau en état de marche, la situation prête à la rigolade. Telle a d'ailleurs été la première réaction de Kipnis, avant de mollement crâner auprès de ses collègues et de contempler l'idée d'un siège au conseil d'administration du PEN Club, l'association internationale d'auteurs engagés pour la défense de la liberté d'expression. Puis viendra la douche froide.

Kipnis reçoit « un courriel de la personne chargée par [son] université de veiller au respect du Titre IX, soit l'amendement fédéral qui interdit toute discrimination en raison du sexe dans les programmes d'éducation financés par l'État ». On l'informe que, du fait de son article et d'une réponse sur Twitter à l'un de ses lecteurs (« *Le problème, c'est que de nos jours toute mauvaise expérience est un "trauma". Et un rendez-vous galant n'est pas un viol !* »), elle est sous le coup de deux plaintes de doctorants et que l'université a lancé une procédure disciplinaire à son encontre. En outre, le message l'enjoint à « faire preuve de la plus grande discrétion ».

Intellectuelle dont la quasi-méthode est d'être « toujours

attirée par ce qu'il ne fallait pas dire », Kipnis ne ferme pas sa bouche ni ne fait le dos rond, mais décide de publier un second article dénonçant le rappel à l'ordre. Grâce à lui, et en attendant de savoir à quelle sauce elle sera mangée, Kipnis moissonne une myriade de « moi aussi » qui constitueront le versant « enquête » de son livre sur ces « tribunaux étranges et arbitraires [...] privant les étudiants et les professeurs de leurs droits et, dans plusieurs cas, les trainant dans la boue au seul but de donner l'illusion que le monde universitaire se mobilise contre les agressions sexuelles ».

Dans son versant « analyse », c'est à une cafardeuse autopsie que Kipnis nous convie. Celle du cadavre du féminisme, désormais fossilisé dans ses expressions les plus victoriennes, paternalistes et contre-productives, et véhiculant une vision du sexe exclusivement corrosive, maléfique et vénéneuse pour les femmes. « *S'il y a là du féminisme*, écrivait-elle dans un de ses articles criminels, *c'est un féminisme pris d'assaut par le mélodrame. Ce qui détermine le débat social actuel, c'est l'obsession pour un imaginaire mélodramatique d'impuissantes victimes et de puissants prédateurs, imaginaire croissant au détriment de qui l'on prétend protéger les intérêts, nommément les étudiantes. Et quel en est le résultat ? Elles se sentent plus vulnérables que jamais.* »

l'université du sort qui lui est réservé. Quand le docteur accède finalement à son dossier, il y découvre que la seule plainte en bonne et due forme... émanait de cette fameuse enquêtrice. Après un bannissement du campus et une interdiction d'enseigner à titre conservatoire, l'affaire se terminera par un courrier envoyé au docteur l'exonérant de toutes charges, mais lui conseillant de « *changer son comportement* ». Le jeune homme décidera d'aller finir sa thèse ailleurs. L'enquêtrice, elle, écoperait d'une prestigieuse promotion. « *On a dû penser qu'elle accomplissait un travail exemplaire* », ironise Kipnis.

Son histoire à elle finit à peu près bien. Elle sera blanchie, conservera son poste, mais demeurera bloquée pendant plusieurs mois, incapable d'écrire. À ce titre, *Le Sexe polémique* n'est pas seulement la chronique de la déchéance d'un monde universitaire autrefois prestigieux et aujourd'hui rongé par un étrange cocktail de clientélisme, d'embrigadement idéologique et d'un culte des sentiments aux « dessous despotiques », elle est aussi celle d'une renaissance. •



Laura Kipnis.

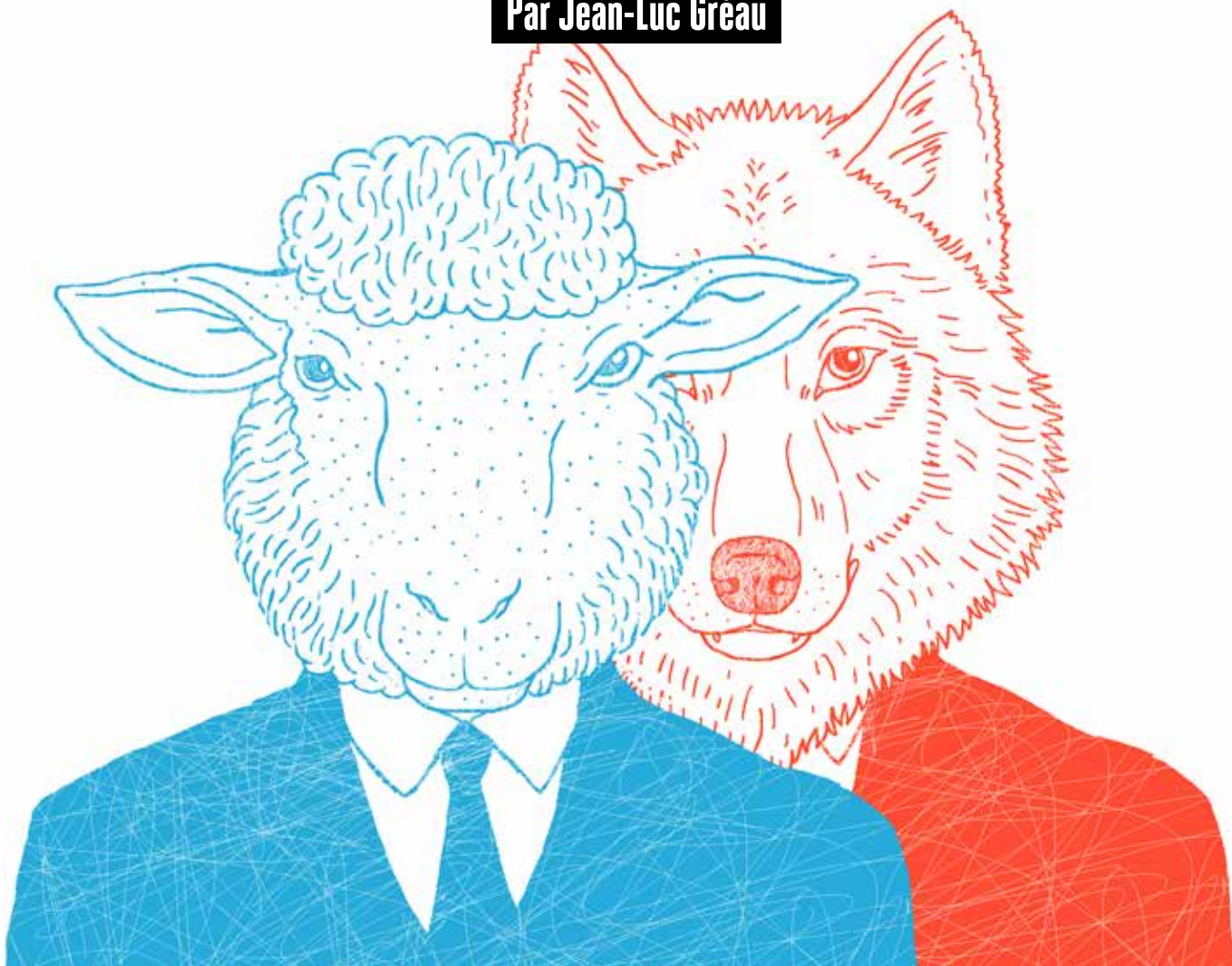
S'il se focalise sur le cas de Peter Ludlow, professeur de philosophie à Northwestern ostracisé à l'ancienne après les plaintes d'une étudiante et d'une ex petite-amie, conseillées par des militantes comme Heidi Lockwood n'ayant aucun scrupule à verser sciemment des mensonges et des calomnies dans son dossier parce que tous les moyens sont bons quand votre cause vous semble bonne, le livre de Kipnis regorge d'« anecdotes » sidérantes. Difficile de dire quelle est la pire, mais celle du doctorant qui fait une blague graveleuse dans un bar et se retrouve accusé d'avoir contribué à la « création d'un milieu de travail hostile » dans son laboratoire tient sans doute une bonne place dans le palmarès. Durant toute sa procédure disciplinaire, personne ne va l'informer de ses droits ni lui permettre de citer des témoins à décharge ; la personne chargée de l'enquête refuse de le rencontrer pour lui expliquer de quoi il est précisément accusé et par qui ; en prime, elle le menace de le faire coffrer pour violation d'un règlement inventé de toutes pièces lorsqu'il a l'outrecuidance de se plaindre auprès du président de



Laura Kipnis, *Le Sexe polémique : quand la paranoïa s'empare des campus américains* (trad. Gabriel Laverdière), Liber, Montréal, 2020.

RÉFORME DES RETRAITES UNE CHANCE POUR LA FINANCE

Par Jean-Luc Gréau



La réforme des retraites était censée combler nos déficits et renforcer la compétitivité française. Mais cette usine à gaz favorise surtout la capitalisation : de plus en plus de salariés inquiets de l'avenir souscrivent des plans d'épargne retraite. Une aubaine pour les marchés financiers.

Quelle pagaille ! Vingt-quatre ans après, le projet de réforme des retraites, promis à ses électeurs par le président en titre, nous fait revivre un épisode cauchemardesque. Un épisode où l'on voit deux parties de la France s'affronter, révélant une nouvelle fracture, après celle, quelque peu différente, que le mouvement des gilets jaunes a mise en lumière.

Il y a deux réformes des retraites à ne pas confondre, chacun le sait : la réforme des régimes spéciaux, qui avait été lancée en 1995, puis abandonnée, et une nouvelle réforme du régime privé, la *septième de rang* depuis celle introduite par Édouard Balladur et Simone Veil en 1993.

© Soléil

Une équation tronquée

Je n'entrerai pas aujourd'hui dans le débat sur le fond ou les modalités des réformes, sauf pour poser cette question. Pourquoi les six réformes précédentes des régimes du privé, dont celle, lourde, de 1993, n'ont-elles pas suffi à apurer un déficit toujours ressuscité ? L'argument démographique, constamment avancé par les perroquets du patronat et les « experts » médiatiques, ne tient pas. Car la productivité du travail française, *multipliée par cinq depuis 1960*, devrait permettre d'équilibrer sans difficultés majeures la branche retraites de la protection sociale. À deux conditions toutefois : premièrement, que les salaires aient suivi la productivité ; deuxièmement, que la déperdition d'emplois soit restée limitée. On pourrait alors majorer les cotisations sans dommages pour le pouvoir d'achat. Mais les salaires ont stagné dans le monde industriel qui a précisément engrangé les gains de productivité les plus forts et l'hémorragie d'emplois a été massive, nonobstant « l'euro qui est notre bouclier » et « la mondialisation qui est *win win* ». C'est pourquoi nous assistons à notre corps défendant à un ultime épisode de l'éternel retour de la réforme des retraites, censée à la fois garantir l'équilibre comptable et renforcer la compétitivité du site France. Ai-je besoin de vous dire que les milliards d'euros éventuellement gagnés seront dénués d'effet sur cette fameuse compétitivité ? Il faudrait pouvoir réduire le coût du travail d'au moins 20 % pour émerger des sables mouvants où nous sommes enlisés du fait de notre choix de la monnaie unique. Ce, d'autant plus que ces milliards sont reperdus ou à peu près en dépenses de chômage, mécaniquement gonflées par le maintien en activité des personnes contraintes de travailler coûte que coûte pour atteindre les seuils requis. De surcroît, les quinquagénaires et plus jetés au chômage n'ont qu'une chance minime de réinsertion, les ressortissants du patronat, qui exhorte à la réforme, préférant les jeunes aux seniors qui deviennent ainsi toujours plus dépendants de prestations de secours comme le RSA et les préretraites.

Une nouvelle aubaine pour les financiers

Malgré les apparences, nos dirigeants ne sont pas décebrés. Ils connaissent assez les grands éléments du dossier pour discerner les contradictions de son énoncé officiel. Alors, pourquoi diantre cette mobilisation constante du petit monde « républicain », incarné par Sarkozy, Hollande, Juppé, Fillon ou Macron ? Pourquoi ces discours qui se parent de logique et d'évidence ? Des discours identiques depuis 1993 : « Nous pouvons travailler plus puisque nous vivons plus longtemps », « Nous ne devons pas charger les générations futures », « Nous devons montrer à l'Europe que la France assume ses responsabilités ». Tendez l'oreille. Vous entendrez dire à l'occasion : « Je sais ce qui me reste à faire, prendre une assurance complémentaire privée. » Nombre de salariés ont compris intuitivement qu'ils sont voués à galérer pour leurs retraites et doivent protéger leurs arrières tant bien que mal pour vivre décemment dans leurs vieux jours.

Telle est la vraie question, sous-jacente à la retraite par points ou à l'âge pivot. Il faut contraindre le monde du travail, et par-dessus tout les classes salariées pauvres, modestes ou moyennes dont la rémunération annuelle ne dépasse pas 50 000 ou 60 000 euros, à souscrire un « plan d'épargne retraite ». Ce n'est pas par hasard que Bruno Le Maire a refondu les plans d'épargne dans une formule unique. À retraite universelle, plan d'épargne retraite universel ! Cette question déplace le débat du champ social au champ économique et financier. Elle conduit à se demander si les placements financiers offrent des rendements susceptibles de servir les revenus espérés et si les ressources orientées vers les marchés concernés ont une utilité économique. Or, en l'an de grâce 2020, la réponse à ces deux questions est non. Les rendements espérés sont illusoires et l'argent sacrifié est dénué d'utilité économique.

Soit en effet, cet argent est orienté vers les marchés des emprunts privés ou publics. Mais nous vivons instantanément le moment de l'histoire financière où les taux sont à zéro, *inférieurs au taux d'inflation*, pour les emprunteurs les plus sûrs. Les souscripteurs nouveaux perdent de l'argent. Soit il est orienté vers les marchés boursiers. Mais nous vivons aussi un épisode de bulle des bourses qui laisse présager un nouveau krach comparable à celui de 1929. J'insiste sur le fait que les plans d'épargne retraite sont à très long terme. La montée de la Bourse peut-elle se poursuivre, à *partir du montant record actuel*, durant les décennies à venir ?

Et, par-dessus tout, dans les deux cas de figure, placements en emprunts et placements en actions à la Bourse, l'appoint procuré par les ressources mobilisées est inutile. Les marchés du crédit sont approvisionnés à discrétion par les banques centrales dont c'est désormais le métier, soutenir artificiellement le crédit des emprunteurs, quelle que soit leur qualité. Les marchés boursiers vivent sous la douche des rachats d'actions, qui dopent les actions mais au prix de *réductions du capital* des entreprises concernées – les sociétés cotées de la zone euro ont racheté pour 250 milliards d'euros d'actions en 2019. Les plans retraite auraient quelque utilité si les entreprises augmentaient leur capital. Mais quand elles le réduisent ? La retraite complémentaire par capitalisation à laquelle la réforme ouvre la voie représente une nouvelle aubaine pour le monde financier. Banques, assurances et fonds de placement vont pouvoir offrir à la souscription les plans établis conformément à la loi. Ils prélèveront au passage une sorte de « droit de péage » et orienteront l'argent collecté vers les actifs financiers qu'ils détiennent en propre, pour soutenir leurs cours sur les marchés.

La réforme, une fois aboutie, s'analysera objectivement comme un *détournement légal de fonds*. Un détournement des revenus issus du travail des marchés économiques de la consommation vers les marchés financiers. •

ROYAUME-UNI CAPITALISATION, PIÈGE À CONS !

Par Mark Porter

Outre-Manche, le nouveau système de retraite par capitalisation a ruiné des dizaines de milliers d'actifs. La faute à des fonds de pension véreux hâtivement certifiés par l'État. De quoi bénir le modèle social français.

Alors que le navire britannique s'apprête à larguer les amarres et à quitter les rives de l'Union européenne pour naviguer vers le grand large, je souhaiterais partager avec mes amis français quelques réflexions sur les conséquences désastreuses de notre système de retraite historiquement basé sur la capitalisation, qui a subi plusieurs réformes au fil des dernières décennies.

En 2037, l'âge auquel les Britanniques pourront toucher leur pension de retraite à taux plein devrait passer de 65 à 68 ans¹. Cet âge pourrait même être relevé à 70 ans² ! Chaque employeur est désormais tenu d'enregistrer ses employés auprès d'un régime de retraite. Il a l'obligation de cotiser en premier lieu pour la retraite d'État de base et, deuxièmement, il a le choix entre cotiser auprès du fonds de pension d'État NEST (« National Employment Savings Trust »), ou bien auprès de fonds de pension privés³. Ce sont ces derniers qui posent un grave problème, car les réformes successives ont ouvert la voie à une cohorte de criminels en col blanc, qui se sont accaparé – avec le blanc-seing de l'État – les milliards des cotisations de dizaines de milliers d'actifs, les laissant sur la paille pour leurs vieux jours. Le quotidien *Daily Mail* aurait, à lui seul, réussi à identifier 8 000 victimes, mais l'organisme officiel de régulation des pensions britanniques (« Pension Regulator ») en aurait répertorié 100 000, avec un préjudice estimé à 10 milliards de livres sterling à ce jour⁴, soit quelque 11,5 milliards d'euros !

Les militaires et les policiers comptent aujourd'hui dans leurs rangs des milliers de personnels spoliés ayant perdu l'intégralité de leurs cotisations de retraite. Un ancien combattant ayant guerroyé sur de nombreux théâtres



d'opérations expliquait le 30 décembre, toujours dans le *Daily Mail*, qu'ayant tout perdu, il ne lui restait plus qu'à espérer avoir la force de travailler jusqu'à 80 ans. Comment en est-on arrivé là ? Facile : certains fonds de pension gérés par des crapules, qui coulent en ce moment même des jours heureux au soleil, avaient tous été certifiés soit par le Pension Regulator, soit par l'Administration fiscale et douanière (HMRC), voire carrément par le ministère de la Défense. Or, on découvre que leur enregistrement par les services de l'État pouvait être effectué en quelques minutes sur internet sans aucun garde-fou. Rassurés par l'estampillage officiel de l'État, incapables de discerner le bon grain de l'ivraie parmi les multiples offres de placement et délibérément induits en erreur par l'annonce de taux mirobolants, des milliers d'Anglais, Gallois, Écossais, Nord-Irlandais ont tous plongé dans le gouffre la tête la première.

Au vu de cette tragédie nationale, le système français de retraite par répartition apparaît comme une bénédiction. Il est le trophée d'après luttes sociales et d'immenses sacrifices consentis par les générations passées. Il serait regrettable de le faire passer à la trappe de l'Histoire pour s'acheminer vers des lendemains incertains faits de misère économique, de larmes et d'expansion de la criminalité en col blanc. •

1. « La retraite au Royaume-Uni », la-retraite-en-clair.fr
2. « State pension age must rise again, says report », theguardian.com, 23 mars 2017.
3. Jatin Radia, « Comment fonctionne le système de retraite en Angleterre ? », pramex.com
4. « Lambs to the slaughter », dailymail.co.uk, 29 décembre 2019.

© D.R.

GHOSN DU TRAVAIL DE PROS

Par Jonathan Siksou



Carlos Ghosn.

Carlos Ghosn ne doit pas avoir le triomphe modeste. Sa fuite du Japon vers le Liban relève du grand art et prouve, en ces temps de dégluterie générale, qu'il y a encore des gens qui savent bien faire leur boulot. C'est rassurant. Et même si nous ne savons rien ou pas grand-chose du déroulé précis de son exfiltration (hormis la « malle géante » des barbouzes-musiciennes et les 3 ou 5 millions de dollars que lui a coûté cet aller simple), cet événement a le mérite d'insuffler un peu de superbe dans une actualité très petite-bourgeoise. Il met surtout un coup de projecteur sur ces professionnels de l'évasion internationale, sur ces transporteurs d'un genre particulier pour marchandises spéciales. Le réseau tissé par ces anciens bérets verts, mercenaires de gros calibre et aventuriers au long cours est d'autant plus fascinant qu'il semble impénétrable pour les blancs-becs de civils que nous sommes. Il révèle aussi, en creux, un certain amateurisme japonais. Comment ces armoires à glace déguisées en harpistes ont pu passer aussi facilement les douanes nippones ? Pour en savoir plus, nous avons posé la question à notre Ouvreuse.

Causeur. « Son exfiltration aurait été menée par un groupe de barbouzes se faisant passer pour des musiciens. » Leur jet privé, venu chercher l'ex-grand patron à l'aéroport d'Osaka, avait décollé d'Antananarivo, à Madagascar, sans éveiller les soupçons des douanes japonaises. Antananarivo est-elle une étape habituelle lors des tournées internationales ?

L'Ouvreuse. Pas habituelle, mais occasionnelle. Au temps de Tananarive, on jouait Beethoven à Madagascar. L'Institut français organise ces temps-ci une saison de concerts baptisée « Madagascar Mozarteum » où est régulièrement programmé un chœur français, Les Cris de Paris. Antananarivo n'est pas Vienne, mais pas non plus la planète Mars.

Est-il fréquent de faire voyager les orchestres en jet privé ?

Pareil. Pas fréquent – hélas ! le voyage des instruments sur les longs courriers ordinaires peut virer au cauchemar, et un blogueur anglais très connu dans le milieu tient à jour sa *black list* des compagnies mélophobes. Mais en cas d'urgence, il arrive qu'on affrète un engin spécial – vu qu'en théorie un gros jet contient pile-poil un petit orchestre. Cher, mais commode. Et un tarif ça se négocie, pas vrai Carlos ?

À quoi peut servir à un orchestre une « malle géante », hormis cacher un ex-patron en cavale ?

À plein de trucs. À transporter une harpe, un marimba, pas mal d'instruments en somme. Sans compter la hi-fi – dans un concert pop certaines enceintes acoustiques font à peu près la taille d'une chambre d'hôtel à Tokyo. L'opérette d'Offenbach intitulée *Oyayaye, ou la Reine des îles* conte l'histoire d'un musicien en croisière sauvé après un naufrage par sa contrebasse qui lui sert de canot.

Est-ce confortable ?

La contrebasse, non. Mais la caisse à matériel audio se défend. On peut y pratiquer des trous d'aération, dissimuler un strapontin, tendre un harnais. Apparemment, ce serait la technique choisie par le commando Carlos. Avec l'astuce d'Houdini et la niaque d'Edmond Dantès ça les aura même bien fait rire. À condition que le trajet dure moins de deux heures. Au-delà, le numéro relève du fakirisme. Ou de l'ostéopathie. •

© Yomiuri

LESBOS

LE CENTRE DES TENSIONS

Par Gérard Thirioux

À Lesbos, les 80 000 habitants grecs acceptent de plus en plus difficilement la présence quotidienne de 27 000 migrants. Le projet de création d'un nouveau camp de migrants sur un site protégé aggrave les tensions et menace l'environnement. Reportage.

Il se sentent trahis. En juillet, comme dans nombre de circonscriptions, les habitants de Lesbos ont massivement voté pour la Nouvelle Démocratie¹. Pour eux, la cause était entendue : il fallait se débarrasser de Tsipras et de son parti, Syriza, qui avaient si mal fait face à l'invasion migratoire² qui ravage Lesbos depuis l'été 2015 et avaient scandaleusement abandonné Lesbos à la gestion calamiteuse des ONG et des GO de Frontex avec la bénédiction de l'Union européenne. Le résultat des élections a fait espérer à la population que ses souffrances – totalement occultées, voire moquées, par la bien-pensance européenne, uniquement préoccupée par le sort des migrants – seraient prises en compte. Cet espoir a été douché fin décembre par l'annonce des mesures que le nouveau pouvoir grec se propose d'appliquer.

A priori, le projet du gouvernement Mitsotakis paraît aller dans le bon sens. Toutefois, une étude un peu attentive de son contenu permet de comprendre la colère qui gronde chez les insulaires. D'après le ministère de l'Intérieur, on compte actuellement à Lesbos 21 480 migrants de 108 nationalités différentes. Le célèbre camp de Moria, situé à cinq kilomètres de la capitale, Mytilène, objet de tous les commentaires compassionnels des médias mainstream et de toutes les pleurnicheries savamment mises en scène par des Susan Sarandon, Ai Weiwei, Cécile Duflot et autre pape François, en abrite plus de 19 000 à lui seul. Si l'on y ajoute la population (essentiellement des familles syriennes) du petit camp du quartier de Kara Tepe et le nombre (difficilement vérifiable, mais cependant important) de migrants locataires d'un logement en ville, le chiffre officiel est largement dépassé, le nombre réel se situant probablement autour de 27 000.

Comparable en taille à l'île Maurice, Lesbos compte 80 000 habitants dont environ 30 000 pour la seule Mytilène. On mesure aisément l'énorme impact sur l'île de cette vague migratoire qui, après une légère accalmie en 2017 et 2018, a repris avec force depuis le printemps dernier. Contrairement à ce qui est véhiculé par les médias, ces migrants illégaux ne sont en rien confinés dans leurs camps, ils ont une totale liberté de mouvement et la ville de Mytilène, à bout, est quotidiennement envahie par des hordes de jeunes hommes (la tranche d'âge 18-30 ans est de loin la plus importante) pas toujours bien intentionnés. Les vols à la tire et les cambriolages y sont légion et, la nuit, le centre-ville est abandonné aux dealers afghans et aux prostituées africaines.

Le projet du gouvernement est présenté comme la réponse adaptée à cette situation, que connaissent également, mais dans une moindre mesure, les habitants des autres îles de la mer Égée. Il s'agit de remplacer les actuels « hot spots » – donc pour Lesbos les camps de Moria et de Kara Tepe – par des camps fermés. Jusqu'ici, tout va bien, les Lesbiens vont donc reprendre possession de leur île. En réalité, les nouveaux maîtres d'Athènes pêchent soit par amateurisme, soit par cynisme, auquel cas ils n'ont aucune intention, en bons *anywhere* qu'ils sont, de se pencher avec sérieux et bienveillance sur les malheurs des pauvres *somewhere* des confins orientaux. Le projet prévoit en effet la création à Lesbos d'une structure fermée et surveillée pouvant accueillir 5 000 à 7 000 demandeurs d'asile attendant de bénéficier du statut de réfugié qui leur permettra de gagner la destination convoitée en Europe ou d'être expulsés vers d'autres horizons. Cette structure doit être installée non pas sur l'emplacement même de Moria ou à proximité – cette partie de l'île ayant trop pâti de la présence du « hot spot » depuis cinq ans –, mais à 80 kilomètres au nord-ouest de la capitale, à proximité du petit village d'Antissa (700 habitants) et du monastère de Kreokopou. Le gouvernement n'a pas trouvé mieux pour implanter son camp que ce site exceptionnel, classé Natura 2000, qui possède une forêt pétrifiée vieille de 20 millions d'années unique en Europe. Il n'a pas trouvé plus adéquat que cette région d'Antissa, qui associe avec équilibre et harmonie l'activité agricole traditionnelle (oliveraies et élevage de moutons) à un tourisme à échelle et à visage humains, très éloigné de celui qui voit



Manifestation contre les camps de migrants à Mytilène, Lesbos, 22 janvier 2020.

des hordes d'estivants débarquer à Mykonos ou Santorin : outre la forêt pétrifiée, on vient ici pour les plages sauvages, l'observation d'oiseaux migrateurs rarissimes, les fêtes locales authentiques et la visite des nombreux monastères byzantins. De plus, le Patrimoine doit très prochainement entamer les fouilles (attendues depuis des décennies) du site antique d'Obrio Kastro, sur le territoire communal d'Antissa. C'est donc tout un écosystème éminemment précieux que le plan du gouvernement risque de briser. Un crime tant écologique que culturel.

Depuis le début de l'année, la mobilisation contre ce projet aberrant ne désarme pas. Les deux conseils municipaux de l'île (Mytilène et Ouest Lesbos) et la région Nord-Égée soutiennent le combat de la population pour la fermeture définitive du « hot spot » de Moria, qui a tant nui à la région de Mytilène, et contre la création de ce nouveau camp dont personne ne veut. C'est que personne n'est dupe du discours du gouvernement : que fera-t-on avec les 20 000 migrants qui ne pourront pas y être accueillis ? Seront-ils, comme promis, acheminés vers la Grèce continentale qui n'en veut pas davantage ? Combien d'entre eux seront effectivement refoulés, quand on sait qu'à chaque expulsion d'indésirables (jamais plus d'une petite dizaine d'individus) des affrontements extrêmement violents se produisent à Moria ou sur le port de Mytilène ?

Comment l'État grec pense-t-il gérer cette masse humaine gigantesque dont l'agressivité se manifeste en permanence (incendies volontaires, caillassages de véhicules de pompiers, massacres de cheptel, pillages de maisons, règlements de comptes souvent mortels) et qui bénéficie du soutien intéressé des ONG (environ 2 000 personnes appartenant à plus de 80 officines) et des « antifas » auto-proclamés ? C'est à toutes ces questions qu'a répondu l'impressionnante mobilisation du 22 janvier : la grève générale a été massive et toute la population de l'île, élus en tête, est descendue dans les rues de Mytilène. Au terme de la gigantesque manifestation, Kostas Moutsouris, le préfet de la région, très applaudi, a dénoncé « *ce complot du silence qui est le fait de l'Europe et du gouvernement, ce projet plus ou moins avoué de nous imposer un mode de vie et une religion différents, ce mépris pour des îles³ qui ont donné naissance à Sappho, Alcée, Homère et Pythagore* ». Dans la foule, Dimitris, restaurateur dans un petit port près d'Antissa, confiait à ses voisins : « *Si malgré tout le camp doit voir le jour, seuls les fusils parleront.* » •

1. Nouvelle Démocratie : parti de centre droit du Premier ministre Kyriakos Mitsotakis.
2. Pour mémoire, en 2015, un million de réfugiés et de migrants ont transité par Lesbos.
3. Celles de Lesbos, Chios et Samos, toutes trois touchées par le tsunami migratoire.



Gabriel Matzneff, 1980.

Sophie Bassouls

AFFAIRE MATZNEFF FAUT-IL HURLER AVEC LES AGNEAUX ?

Par Élisabeth Lévy

Dans le récit de sa liaison adolescente avec Gabriel Matzneff, Vanessa Springora témoigne d'une douleur incontestable. Mais, trente ans après les faits, la compassion ne saurait justifier le lynchage d'un vieil homme par des foules haineuses. A ces procureurs, jadis partisans d'une liberté sexuelle tous azimuts, de pratiquer leur examen de conscience.

Bien sûr, un clou a chassé l'autre. D'autres polémiques nous ont requis, d'autres coupables devaient être dénoncés. On peine à imaginer qu'il y a seulement trois semaines, l'affaire Matzneff occupait, non seulement les pages des journaux et les plateaux des télévisions, mais aussi les dîners en ville et les discussions de bureau et de bistrot. Jérôme Fourquet n'y voit qu'une affaire de caste, l'histoire d'un tout petit monde de lettrés, publicistes et mondains qui jouaient les esprits forts et se croyaient au-dessus des lois, qui n'intéresserait le populo que comme la preuve de la dépravation de ses élites. Notre cher Fourquet se trompe. Comme un éclair de vérité qui se dérobe aussi vite qu'il apparaît, la flambée de vertu outragée à laquelle nous avons assisté parle de nous – comment en irait-il autrement dès lors qu'il est question des eaux troubles de la sexualité ? Encore faudrait-il que nous soyons capables de comprendre ce qu'elle dit. Or, le résultat, sinon le but inconscient, de la panique morale est précisément d'interdire de réfléchir. La nuance, la

complexité, les hésitations, les doutes sont proscrits. Comme l'écrit Milan Kundera, « *le conformisme de l'opinion publique est une force qui s'est érigée en tribunal et le tribunal n'est pas là pour perdre son temps avec des pensées, il est là pour instruire des procès* ». Il ne connaît pas les circonstances atténuantes, ne veut pas savoir si l'accusé a eu une enfance malheureuse ou s'il avait fumé du cannabis.

L'affaire démarre le 5 janvier avec la parution du livre dans lequel Vanessa Springora raconte la liaison qu'elle a eue, entre 14 et 16 ans, avec G., alors âgé d'une cinquantaine d'années. Je l'avoue, avant de lire *Le Consentement*, je la soupçonnais de vouloir se livrer à une basse vengeance en surfant sur la vague #metoo. J'avais tort. Sans partager l'enthousiasme littéraire de certains de mes confrères, j'ai été frappée par ce récit et par la douleur de son auteur, perceptible à chaque page et dans ses rares interventions médiatiques. Après tout, Matzneff n'en fait pas mystère, deux ou trois de ses livres ont été directement inspirés par cette relation, il a même publié, de façon anonyme mais transparente pour le petit monde parisien, les lettres mièvres et enflammées que lui adressait la collégienne. Elle donne sa version, c'est de bonne guerre.

On dispose donc d'au moins deux narrations de cette liaison et, on ne s'en étonnera pas, il n'y a pas le moindre point commun entre les deux. Elle relate une destruction, il parle d'un exceptionnel amour, se déclare trahi et ne comprend toujours pas ce qu'elle lui reproche – son encombrant narcissisme expliquant sans doute son incapacité à l'empathie. De plus, la femme qu'est devenue Vanessa Spingora ne raconte pas la même histoire que celle qu'a vécue l'adolescente. L'adolescente était fascinée par son initiateur, la femme se dit victime d'un prédateur. Qui dit la vérité, la femme ou l'adolescente, le chasseur ou la proie ? Y a-t-il une vérité en ce domaine ? →

D'un point de vue légal et moral, Matzneff était assurément coupable. Et il l'était encore plus quand il avait avec des garçons de 10 ans les relations charnelles qu'il décrit dans ses romans et journaux. Aussi déplaisant soit le collectionneur de jeunes filles, on ne saurait le confondre avec le pédophile, amateur et abuseur d'enfants. Au demeurant, Springaro, rendue vulnérable par l'absence de son père, aurait peut-être souffert tout autant si elle avait rencontré G. à 16 ans. Quoi qu'il en soit, elle n'est pas responsable de l'emballement provoqué par la parution de son livre, qui l'aurait plutôt, dit-on, déstabilisée.

Dans le climat de terreur qui se déploie sous l'étendard de l'enfance bafouée, quiconque ne hurle pas avec les agneaux est suspect de complaisance à l'égard du loup. Évoquer l'ambiguïté de la séduction, rappeler que toute relation sexuelle, même entre adultes consentants, comporte une forme d'emprise ou que le désir et ses fantasmes ne peuvent être assujettis à la norme qui s'impose aux actes équivaut à un aveu de complicité.

Il faut choisir son camp. Vanessa ou Gabriel ? Si tu n'es pas contre lui, tu es contre elle. Et vous, m'a-t-on demandé, à *Causeur*, vous êtes de quel côté ? D'abord, il n'y a pas de « vous » et pas de « nous », chacun est maître de sa parole (et la conférence de rédaction sur le sujet a été plutôt animée). Ensuite, on peut avoir de la compassion à la fois pour ce qu'a vécu l'une hier et pour ce qu'endure l'autre aujourd'hui. Et on doit avoir le droit de refuser de participer à la mise à mort sans être accusé de couvrir des crimes. Il est étrange que si peu de gens ressentent la pitié qui porte l'Auvergnat de Brassens vers celui sur lequel les croquantes et les croquants se plaisent à cracher.

La pédophilie, ou plus précisément les abus, agressions et viols commis sur des enfants prépubères, fait horreur. Mais le lynchage en meute d'un homme à terre par une foule haineuse ivre de sa bonne conscience fait honte. L'épisode Matzneff est presque un cas d'école de la logique du bouc émissaire si bien décryptée par René Girard. Certes, alors que la révolution chrétienne postule l'innocence de la victime-émissaire, Matzneff a fait du mal, sinon le Mal comme on nous le dit aujourd'hui. Mais le spectacle de la bonne société se réconciliant en maudissant le réprouvé n'est pas à l'honneur de l'humanité.

On aura au moins appris à cette occasion qu'il y a un ministre de la Culture. Frank Riester est en effet sorti de sa boîte pour demander au Centre national des lettres de supprimer la subvention de 7 000 euros par an accordée à l'écrivain en 2002. En prime, chauffé par les médias, il s'est demandé s'il n'y avait pas moyen de l'expulser du logement social qu'il occupe. Quels qu'aient été ses crimes, vouloir jeter à la rue un

homme malade et sans le sou âgé de 83 ans, c'est la grande classe.

La passion de juger et plus encore de condamner ne connaît aucun frein, au contraire, le zèle des uns stimule l'ardeur des autres. En l'absence du principal intéressé, réfugié en Italie, la meute tombe sur Pivrot qui remarque pour sa défense que la hiérarchie entre la morale et la littérature a changé. La vindicte numérique redouble alors contre le pape des lettres qui finit par faire l'autocritique attendue : « *Il m'aurait fallu beaucoup de lucidité et une grande force de caractère pour me soustraire aux dérives d'une liberté dont s'accoutumaient tout autant mes confrères de la presse écrite et des radios, déclare-t-il au JDD. Ces qualités, je ne les ai pas eues. Je le regrette évidemment.* »

Plusieurs amis de l'écrivain, qui tiennent à leur tranquillité, ce qu'on ne saurait leur reprocher, le lâchent avec tristesse, d'autres se terrent. Quelques-uns, comme Roland Jaccard et Franz-Olivier Giesbert, tiennent bon. Plusieurs, au demeurant, se demandent sincèrement pourquoi ils n'ont jamais réagi aux récits circonstanciés de leur ami sur ses aventures. « *Moi, je n'ai jamais vu Gabriel avec des mineures, mais l'histoire de Vanessa se savait, confie l'un d'eux. En revanche, les petits garçons, Manille, il n'en parlait jamais. Et nous, on préférerait ne pas savoir.* »

Parmi les innombrables accusateurs de l'écrivain, certains, à l'image de Denise Bombardier, peuvent se targuer d'avoir attaqué Matzneff au temps de sa puissance, quand ceux qui s'y risquaient étaient la risée de Saint-Germain-des-Prés. C'est aussi le cas d'intellectuels conservateurs qui, après avoir subi des années durant la dictature culturelle des soixante-huitards et les sottises de l'extrême gauche libertaire, voient aujourd'hui ceux qui les méprisaient se rallier à leur thèse. On comprend qu'ils n'aient pas tous le triomphe modeste.

Vient ensuite la grande cohorte des résistants de 1945, ou des anticomunistes de 1990, bref des retourneurs de vestes, qui mettent la même application à dénoncer aujourd'hui les inconduites qu'hier à célébrer la libération de tout et de tous. Ils demandaient la libération de Tony Duvert, ils voudraient voir Matzneff en prison. Il n'est peut-être pas impossible qu'ils obtiennent satisfaction puisque, bien que les faits soient prescrits, le parquet a ouvert une enquête préliminaire pour viols sur mineure. En somme, pendant des années, alors que Matzneff ne cachait rien de sa vie sexuelle, la Justice n'a rien fait. Et aujourd'hui, elle tord le cou au droit pour satisfaire une opinion incandescente.

En attendant de voir condamner Matzneff, la meute exige que l'on condamne son œuvre. L'un après l'autre, ses éditeurs annoncent qu'ils cessent de

commercialiser ses livres, comme s'il était impossible de résister au courant. Cette mise à l'index ne suscite pas plus de réactions que la perquisition menée chez Gallimard – mais fait s'envoler les prix chez les bouquinistes. Alain Finkielkraut remarque à raison que Matzneff ne saurait bénéficier de la distinction entre l'homme et l'œuvre puisque celle-ci est un monument à la gloire de celui-là (pages 36-37). Retirer des livres de la vente sous la pression d'un tribunal populaire, ce n'est pas rien. On croyait que des écrivains s'insurgeraient contre cette atteinte à la liberté de création. Il n'en a rien été. Mais alors, pourquoi s'arrêterait-on en si bon chemin ? Sera-t-il encore possible d'écrire demain un roman sur des amours hors normes, comme *Place Colette*, paru en 2015, où Nathalie Rheims raconte comment, à 15 ans, elle a séduit le comédien Jacques Toja, son aîné de 30 ans ? Faudra-t-il brûler *Les Liaisons dangereuses* où Valmont révèle à une presque enfant les plaisirs de la chair ? On me dira que Laclos n'écrit pas à la première personne et que donc ce n'est pas pareil. Sans doute. Mais il faut être naïf pour croire que cette distinction tiendra.

Fin janvier, après la parution de milliers d'articles et d'éditoriaux à charge, l'écrivain sort de son silence. Au sujet de ses pratiques pédophiles, il confie ses regrets à l'équipe de BFM qui l'a débusqué dans sa retraite italienne : « *Un touriste, un étranger ne doit pas se comporter comme ça. On doit, adulte, détourner la tête, résister à la tentation.*

Naturellement, je regrette... » Il est peu probable que ces remords ébranlent ses procureurs. Matzneff est un monstre, il ne peut éprouver des sentiments humains et encore moins en susciter. Le mari d'une victime du Bataclan s'est attiré la considération générale en lançant aux assassins qu'ils n'auraient pas sa haine. Avec le pédophile, comme avec le fraudeur fiscal, la haine est un devoir. Cela en dit long sur l'esprit du temps.

Pour l'écrasante majorité des commentateurs, la messe est dite. À travers Matzneff, c'est toute une époque qui est justement dénoncée, condamnée et remise aux oubliettes. Le scandale prouve que nous sommes devenus meilleurs, la preuve par l'enfant, incarnation de l'innocence à qui nous avons enfin conféré des droits. Nous avons vaincu le mal, subjugué la nature humaine, dompté les tourments de la chair. Comme le souligne le psychanalyste Daniel Pendants



La romancière québécoise Denise Bombardier.

(pages 42-47), cette volonté farouche de croire qu'on peut domestiquer nos plus vieux instincts cache peut-être les inavouables tourments d'un désir incestueux pas complètement réglé.

On rendra donc grâce à Alain Finkielkraut qui a refusé de renier sa jeunesse soixante-huitarde : « *Moutonnière avec son conformisme des cheveux longs, elle n'était pas pour autant ignoble.* » Surtout l'académicien ose une interprétation dissidente de ce qui nous arrive. Pour lui, nous n'assistons pas à la victoire du Bien sur le Mal, mais à la substitution d'un délire à un autre. Le gauchisme culturel vomissait la répression, il traque aujourd'hui la domination, exerçant à cette fin une surveillance sourcilleuse sur le langage et les agissements de tous et toutes. Il est sans doute heureux qu'on ait rompu avec l'imperium du tout est permis. Mais les excès de la liberté ne sauraient justifier qu'on renonce à elle. •

LA PAILLE ET LA POUTRE

Par Alain Finkielkraut

Avec l'affaire Matzneff, le gauchisme post-soixante-huitard a réorienté son discours. Il voulait autrefois un monde sans répression du désir ; il aspire maintenant à un monde sans domination.



Après la parution du *Consentement*, le livre de Vanessa Springora sur la liaison qu'elle a entretenue à l'âge de 14 ans avec Gabriel Matzneff, l'opinion scandalisée s'interroge : comment a-t-on pu laisser faire ça ? D'où vient cette indulgence, cette complaisance, cette fascination même pour un écrivain qui jouait cartes sur table, qui, livre après livre, racontait ses aventures menées, comme il le disait immodestement, à « *un galop d'enfer* », qui avait publié

Les Moins de seize ans en 1974 et qui avait fait de Vanessa, « *beauté fatale aux yeux bleus et aux cheveux blonds* », l'héroïne de *La Prunelle de mes yeux*, ouvrage disponible dans la collection Folio ? Pourquoi la si longue impunité de l'auteur auquel ne pouvait en aucun cas s'appliquer le principe de la séparation de l'homme et de l'œuvre, car son œuvre, c'est lui en toute circonstance et sous toutes les coutures, c'est son ascèse, ses menus, ses régimes, ses conquêtes, ses prouesses, ses extases – *Gabriel bon poids bon œil*, en somme ? Comment expliquer qu'il ait été

© Martin BUREAU / AFP

éditorialiste au *Monde* entre 1977 et 1983, que *Le Point* se soit ensuite empressé de l'accueillir et que, le 4 novembre 2013, le jury du Renaudot lui ait décerné le prix de l'essai pour *Séraphin, c'est la fin !*, recueil de chroniques parues entre 1984 et 2012 dans divers journaux (de *Combat* à *Gala*) ?

Jacques Julliard, dans *Marianne*, incrimine « *la tribu déli-rante de Saint-Germain-des-Prés* ». Jacques de Guillebon dénonce dans *L'Incorrect* « *le naufrage de la république des lettres* ». Chantal Delsol fait, avec beaucoup d'autres, le procès d'une époque qui avait perdu ses repères et qui, sous l'apparence glorieuse de la déconstruction des valeurs bourgeoises, avait sombré dans l'ivresse nihiliste du « tout est permis ». Les progressistes sont – c'est une grande première –, d'accord avec les conservateurs pour se féliciter du sursaut des consciences. Avec l'affaire Matzneff, le droit et la dignité des personnes ferment la parenthèse désastreuse du « *jouir sans entraves* ». Merci Metoo !

Je ne vois pas les choses ainsi. Je n'éprouve pas de nostalgie particulière pour ma jeunesse post-soixante-huitarde, mais je n'en rougis pas. Moutonnaire avec son conformisme des cheveux longs, elle n'était pas pour autant ignoble. Nous avions une morale admirablement résumée par la formule éclatante de Lacan : « *Je propose que la seule chose dont on puisse être coupable, au moins dans la perspective analytique, c'est d'avoir cédé sur son désir.* » Le mal alors avait pour nom *répression*. Face à ce qui restait du péché originel dans la façon d'être et d'agir de la génération antérieure, nous proclamions l'innocence de la chair. Sur le modèle du *flower power*, nous scandions : « *Faites l'amour pas la guerre !* » Nous pensions que seule une sexualité épanouie pouvait adoucir les mœurs et, avec Marcuse, nous nous placions naïvement dans la perspective d'une civilisation non répressive. Nul n'a mieux résumé l'esprit de l'époque qu'Annie Ernaux dans *Les Années* : « *Les hontes d'hier n'avaient plus cours. La culpabilité était moquée, nous sommes tous des judéo-crétins, la misère sexuelle dénoncée, peine-à-jouer l'insulte capitale. La revue Parents enseignait aux femmes frigides à se stimuler jambes écartées devant un miroir [...]. Les caresses entre adultes et enfants étaient innocentées. Tout ce qui avait été interdit, péché innommable, était conseillé.* » Une révolution s'accomplissait dans la psyché humaine : le plaisir devenait une injonction. Le ça occupait la place du surmoi. Et nous étions, qui plus est, sous le choc de l'affaire Gabrielle Russier, ce professeur de lettres qui avait noué une relation amoureuse avec l'un de ses élèves et qui, après avoir été poursuivie et incarcérée sur plainte des parents, avait mis fin à ses jours. Interrogé sur ce drame, le président Pompidou avait cité Paul Éluard : « *Comprends qui voudra. Moi mon remords, ce fut la victime raisonnable au regard d'enfant perdu.* » Dans notre révolte contre les préjugés et les tabous, nous n'étions pas seulement hédonistes, nous voulions en finir, une fois pour toutes, avec le système qui avait conduit Gabrielle Russier au suicide.

Beaucoup d'excès et, sans doute, de malheurs sont imputables à ce nietzschéisme pour tous. Mais notre époque, qui engloutit voracement un *M le maudit* par semaine, aurait tort de se gargariser. Il n'y a pas de justice en meute. Et où est la raison, où est la morale, où est le progrès quand on se montre réfractaire aux nuances et aux singularités, quand on abolit les distinctions fondatrices de la civilisation et du droit, quand la frontière entre l'adolescence et l'enfance se brouille, quand de la variété des comportements litigieux il ne reste qu'un seul crime imprescriptible, quand tout amoureux d'une jeune fille est un pédophile et tout pédophile un assassin, quand le détournement de mineure se confond avec le viol, quand la culture du viol s'étend de la pénétration forcée à la galanterie, en passant par la drague lourde et les plaisanteries salaces, quand se multiplient les procès sans procès, c'est-à-dire sans contradictoire, quand la présomption d'innocence apparaît comme une insulte à la parole des victimes et quand les éditeurs retirent de la vente les livres des auteurs frappés d'opprobre, sans susciter la moindre protestation ?

Non, décidément, le gauchisme culturel n'est pas mort : il a réorienté son discours. Il voulait un monde sans répression ; il aspire maintenant à un monde sans domination. Après avoir dit avec William Blake « *le désir non suivi d'action engendre la peste* », il défend, dans le champ même du désir, les faibles face aux forts. Il prenait contre l'interdit le parti de l'instinct ; il prend contre les ambiguïtés de la séduction le parti du consentement explicite et éclairé. Il militait pour une liberté illimitée ; il débusque, au nom de l'égalité entre les sexes, toutes les formes de sujétion et d'emprise. Ce combat a sa légitimité. Mais il fait naître aussi un nouveau puritanisme. À l'image de la femme tentatrice ou, comme le disaient les pères de l'Église, « *porte du diable* », succède celle de l'homme prédateur. La lettre écarlate a changé de titulaire. Ève est innocente. Elle n'a pas goûté au fruit défendu et vit sous la menace permanente d'Adam, ce gorille.

Le temps de la licence triomphante est révolu. Les abus, nul ne s'en plaindra, ne sont plus tolérés. Mais ceux qui savourent aujourd'hui leur supériorité morale m'évoquent irrésistiblement la parole du Christ : « *Tu regardes la paille dans l'œil de ton frère, mais tu ne vois pas la poutre qui est dans le tien* » ou encore la maxime implacable de Nicolas Gomez Davila : « *Personne ne méprise autant la crétinerie d'hier que le crétin d'aujourd'hui.* »

Ultime raison de ne pas faire les fiers : dans son noble souci de nettoyer les écuries d'Augias, notre temps préfère aux œuvres qui éclaircissent la vie, la force brute du vécu, les témoignages sans filtre, les livres coup de poing et les accusations fracassantes. Ainsi la littérature qui a joué si longtemps un rôle capital dans la conscience que la France prenait d'elle-même est purement et simplement chassée de l'actualité littéraire. Osera-t-on dire que c'est le prix à payer pour le retour de la décence commune ou pour la mise à bas de la domination masculine ? •

LES DEUX ÂGES DE L'INDIVIDU

Par Paul Thibaud

Une partie des élites soixante-huitardes voyait dans le « pédophilisme » de Gabriel Matzneff l'aboutissement de l'utopie sexuelle. Cinquante ans plus tard, c'est au nom de ce même individualisme que notre société généralise la PMA sans se soucier des enfants.

La pédophilie est sans doute vieille comme le monde, comme moyen de conjurer la succession des générations, donc le vieillissement et la mortalité, mais son image a varié avant de prendre l'allure idyllique contre laquelle on s'insurge en ce moment. Classiquement, peut-on dire, elle avait pour cadre plus qu'un rapport de domination entre les partenaires, une différence de statut et même de nature, l'enfant étant souvent considéré comme préhumain, sorte de matière première irresponsable livrée aux projections fantasmatiques de l'adulte. La vraie vie, la vie personnelle commençait plus tard. L'ambiguïté de la langue grecque est instructive, où le mot « *païs* » peut être traduit par « enfant » aussi bien que par « esclave ». Le cas de Gide, pédophile public et prix Nobel, illustre la situation ancienne, qui déjà était insupportable en Europe : il a dû aller au Maghreb pour trouver l'enfant-esclave, disponible sans drame et sans scrupules grâce au décalage colonial.

La scandaleuse exploitation gidienne se poursuit avec le « tourisme sexuel », mais en Occident la pédophilie est pratiquée dans un cadre en principe égalitaire. C'est pourquoi, comme dans le cas de Matzneff, la supériorité de l'ainé doit s'envelopper de sentiment, procéder par séduction. Ce que montrent les témoignages actuels, c'est que la domination, l'inégalité d'expérience et de maîtrise de soi persistent sous l'apparence d'une égalité sentimentale. La « parole libérée » des anciennes victimes a invalidé le préjugé de consentement qui pesait sur elles. Mais cela nous rend d'autant plus inaptes à comprendre les apologies de la pédophilie libératrice qui se sont exprimées naguère au cœur de

l'establishment culturel.

Les petits arrangements, silences, complicités... de Saint-Germain-des-Prés ont joué en faveur de Matzneff, mais cela n'explique pas que des maîtres à penser l'aient vu en précurseur d'une libération. On aurait tort également de croire que la pédophilie supposée idyllique a jamais été une pratique répandue. C'est parce qu'elle faisait fond sur une inégalité naturelle que la pédophilie « cynique », de modèle ancien, a pu être courante dans certaines cultures, comme le monde gréco-romain. Au contraire, celle que nous réprouvons actuellement prétendait prolonger le principe égalitaire en égalité intergénérationnelle. Dans ces conditions, pour recouvrir, pour franchir la distance entre les valeurs affichées et la douteuse pratique, cette pédophilie avait besoin d'être justifiée en théorie, ce qui la cantonnait à un milieu restreint. Ce « pédophilisme » n'était pas lié à un dérèglement général des mœurs, il a été un phénomène d'opinion ou plutôt d'idéologie : tout en invoquant les valeurs démocratiques de liberté et d'égalité, il faisait, sous l'apparence d'une proposition audacieuse, la promotion de mises en œuvre perverses.

Puisque nous aussi, nous nous réclamons des valeurs démocratiques, il nous faut essayer, c'est même une obligation, de comprendre le scandaleux paradoxe de ce pédophilisme qui a pu rencontrer et activer certaines complicités dans une manière de penser que nous partageons. À cet égard, il faut faire un retour sur le « moment 68 », où l'on a reconsidéré une question intrinsèque à la démocratie moderne et que le marxisme avait cru résoudre, le rapport entre l'émancipation personnelle et l'émancipation collective. Selon le *Manifeste*, le « libre développement de chacun » et le « libre développement de tous » allaient être rendus indissociables dans le cadre de « l'association » qui remplacerait « l'ancienne société bourgeoise ». L'évidence qui éclate en 1968, la faillite du soviétisme étant actée, c'est que l'on ne peut espérer un renversement global, par le haut, des déterminations oppressives, renversement qui assurerait d'un coup l'émancipation de tous et de chacun. Commence alors ce qui dure encore, la promotion de l'individualisme, la priorité, en terme chronologique et en termes de valeur, des droits de l'individu, recouvrant bientôt ceux de l'homme et du citoyen. Cependant, dans son élan initial, l'individualisme soixante- →



Daniel Cohn-Bendit comparait devant le tribunal de Francfort pour troubles à l'ordre public, 23 janvier 1969.

©DPA/Bridgeman images

huitard restait associé à l'utopie antérieure. Même si la séquence devait être inversée, l'émancipation individuelle et l'émancipation collective restaient liées. Dans le cadre de cette utopie, reconfigurée mais conservée, un personnage comme Matzneff pouvait sembler précurseur.

Cinquante ans après le flamboiement d'imagination qui a marqué la fin des « Trente Glorieuses », nous sommes au contraire dans le désenchantement réaliste et la dénonciation des fautes. La parole des victimes fait foi. Reste pourtant intact ce qui fut le noyau de la révolte culturelle : la dogmatique individualiste. L'aura qui entourait la pédophilie a disparu, mais peut-on dire que nous avons « changé d'époque » quand subsiste le mode de justification dont elle a profité : le parti pris de ne considérer la société que du seul point de vue des individus, donc le refus de discriminer entre les « choix de vie », quels que puissent en être les effets prévisibles. Au premier abord, ce relativisme semble augurer un régime de tolérance. Mais les choses s'inversent quand la tolérance devient obligatoire et structure les mentalités, quand l'interdiction de juger devient le seul principe commun. On oppose alors le « ringardisme » qui voudrait encore juger à l'attitude progressiste, qui elle-même a changé de style et d'orientation. Le progressisme qui a porté le « pédophilisme » était dévoyé et confus, mais il était orienté positivement. Celui qui est associé actuellement à l'agnosticisme moral devient simple acceptation du cours des choses, une résignation. En cela, il apparaît durci, incapable de concevoir ce qui n'entre pas dans son cadre.

Le lien que nous entretenons avec la période « utopique » dont nous voudrions nous distinguer apparaît quand on considère dans les débats actuels non pas les enjeux, mais la structuration de l'opinion, les réflexes à l'œuvre et les grilles d'interprétation, qui restent les mêmes. On voit aussi le même écart qu'autrefois entre les opinions et les comportements. À propos par exemple du principal débat « sociétal » de ces dernières années, la PMA pour toutes, l'acquiescement global de l'opinion n'empêche pas que la pratique ne concerne qu'une très petite minorité et même qu'une nette majorité des « sondés » juge important qu'un enfant ait un père. Comme la pédophilie naguère, la PMA non curative c'est pour les autres, mais l'esprit du temps impose, comme autrefois, à ceux qui ne veulent pas se laisser dépasser d'accepter en bloc les propositions d'une modernité moins séduisante, mais plus contraignante, à quoi on n'échappe pas.

Qu'il s'agisse de libérer la pulsion pédophilique ou d'engendrer seule, au centre du débat d'aujourd'hui comme du débat de naguère, on trouve l'enfant et son mutisme, mutisme radical, absence même, quand il s'agit d'un enfant à naître. Le cas des enfants de la PMA est évidemment très différent de celui des victimes de pédophiles. Il leur sera sans doute presque impossible de ressentir et d'exprimer un manque pur, l'absence de ce qu'ils n'auront pas connu. Comment pourraient-ils se mettre à distance

de leur origine, d'un destin inséparable de ce qu'ils sont ? L'analogie entre les deux situations ne doit donc pas être poussée trop loin. On peut néanmoins se demander ce que diront certains enfants de la PMA quand ils auront surmonté la difficulté de s'exprimer sur les conditions de leur introduction dans le monde, difficulté dont on a tant parlé à propos des scouts de Bernard Preynat, comme d'Adèle Haenel ou de Vanessa Springora.

Mais au-delà des éventuelles protestations de ceux qui auront enduré les effets des choix actuels, on doit s'interroger sur les embarras de la société individualiste. Dans ce cadre, l'impossibilité de formuler un choix moral collectif impose, par une fuite en avant, de parier que la libération des choix individuels assure le progrès intellectuel et moral collectif. En somme, l'obstination des individus à faire valoir sans limites leurs droits a comme contrepartie la difficulté de faire vivre des institutions, la difficulté de faire ensemble consciemment ce que de toute façon la naissance et l'éducation imposent en fait : décider a priori, à la place de ceux qui sont incapables de faire valoir leur cause et qui se trouveront sur un terrain vague si les rapports entre générations ne leur apparaissent pas lisibles et légitimes. L'individualisme postinstitutionnel qui tourmente notre démocratie appelle une réponse dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle se fait attendre. « Changer d'époque », ce serait retrouver le sens d'une existence collective instituée. •



Mobilisation d'Act Up contre un rassemblement de la Manif pour tous à Toulouse, 4 octobre 2018.

© Alain Pitton/NurPhoto/AFP

CIORAN

SPRINGORA RATE LA CIBLE

Par Roland Jaccard

Dans *Le Consentement*, Vanessa Springora raconte sa visite à Cioran qui lui aurait intimé de se soumettre aux caprices de Matzneff. Un épisode invraisemblable.

Un aveu d'abord : après trente-cinq années de critique littéraire au *Monde* et à peu près autant dans l'édition, j'ai la fâcheuse tendance de survoler les livres que je reçois.

Malgré tout, quand les éditions Grasset m'ont remis le récit de Vanessa Springora, je m'y suis plongé avec un plaisir malsain. Une femme relatait son premier amour à l'âge de 14 ans avec un vieil amant volage, écrivain de surcroît, qui était aussi un de mes amis proches. Qu'allait-elle m'apprendre que je ne susse déjà ?

Et, soudain, en feuilletant ces pages lestées de regrets – mais quel premier amour ne l'est pas ? –, je tombe sur un passage où Vanessa au bord des larmes se confie à Cioran. Cioran qui a été pour moi un maître avec lequel, en compagnie de François Bott et de Gabriel Matzneff, j'ai passé d'innombrables soirées. Souvent, sa compagne, Simone Boué, préparait pour nous des plats délicieux, cependant que Cioran se contentait de légumes à la vapeur. Linda Lê m'accompagnait parfois. Bref, nous faisions partie de la « famille », mot que nous exécrons tous.

Aussi, quand j'ai lu les passages où Vanessa, effondrée, raconte sa visite à Cioran, je n'ai pas reconnu l'homme dont j'étais si proche et j'ai éprouvé un sentiment de malaise. Il lui aurait dit sans la moindre compassion et sur un ton grave : « Vous l'aimez, vous devez accepter sa personnalité. Gabriel ne changera jamais. C'est un

immense honneur qu'il vous a fait en vous choisissant. Votre rôle est de l'accompagner sur le chemin de la création, de vous plier à ses caprices aussi. » La mémoire meurtrie de Vanessa l'a-t-elle amenée à réécrire la réalité ? Ou alors, peut-être Cioran n'est-il qu'une victime collatérale d'une passion qui a laissé des traces indélébiles... au point qu'on peut se demander si le livre n'est pas aussi une lettre adressée à son amant d'antan, tout comme le sont les mémoires de l'actrice Claire Bloom quand elle évoque rageusement les années passées avec Philip Roth dans *Leaving a Doll's House*, un chef-d'œuvre dont je n'ai jamais compris pourquoi aucun éditeur français n'a songé à le traduire.

Je me suis arrêté à cette considération d'une extrême banalité, jusqu'à ce qu'un ami roumain de Cioran, Radu Portocala, plus minutieux que moi, relève de multiples erreurs, onze sur un total de cinq pages. D'abord, il n'habitait pas au premier étage d'un immeuble cossu, mais dans deux chambres de bonnes très difficiles d'accès. Sa compagne ne l'appelait jamais Emil, prénom qu'il détestait, mais Cioran. Elle n'a jamais été une « comédienne en vogue », mais un professeur d'anglais dans un lycée et elle n'était jamais pomponnée avec des cheveux bleutés. Quant à Cioran, il n'avait pas un nez d'aigle. Ensuite, la défense de Gabriel par Cioran est totalement invraisemblable. « *D'une discrétion malade, écrit Radu Portocala, Cioran n'aurait jamais accepté de commenter les affaires personnelles de quiconque, et encore moins celles d'une gamine.* » Je confirme. Enfin, il est vraisemblable – on sait ce qu'il pensait de l'amour – qu'il ait pris ce gros chagrin d'amour avec légèreté, mais jamais il n'aurait suggéré une quelconque soumission à qui que ce soit – et moins encore à un écrivain : il était beaucoup trop malicieux pour cela.

Bref, ces pages écrites trente ans après la rupture de Vanessa avec G. relèvent dans le meilleur des cas d'une reconstruction maladroite et jettent une ombre fâcheuse sur son livre. Il faut viser juste pour atteindre la cible. S'agissant de Cioran, elle l'a complètement ratée. •

DOLTO LA PSY EN PROCÈS

Par Daniel Pendanx

En exhumant quelques propos isolés, d'aucuns accusent la pédiatre Françoise Dolto d'avoir promu l'inceste et la pédophilie au nom de la sexualité infantile. Un contresens au service d'une énième cabale antipsy.

Dolto suppôt de la pédophilie, Dolto inconsciente et irresponsable, psychanalyste délinquante... Le dénigrement battant son plein, il convenait de le situer dans le vieux fil des résistances contre la psychanalyse, et le contexte d'aujourd'hui.

L'affaire Matzneff, ouverte par la publication du récit de la directrice des éditions Julliard, M^{me} Springora, ne serait-elle pas une aubaine pour les plus atteints de ce « *Bien incurable* » dont parlait Muray, l'occasion pour ceux-là de s'en donner à cœur joie, dans une colère qui se veut tellement innocente ?

Criant haro sur le pervers, une fureur justicière se déchaîne, conjurant « *la grande menace d'en trop savoir* » (P. Legendre, dans *L'Amour du censeur*), d'en trop savoir sur soi-même. L'occasion a été saisie, là où on ne l'attendait pas forcément, pour renchérir sur le plus ancien déni de la *sexualité infantile* : une « sexualité » qui, dans le vocabulaire de la psychanalyse, n'est en rien réductible au visible du sexe, à la génitalité agie. C'est ici le défi : tenter de montrer que c'est bien sur cette *sexualité infantile* – celle de l'enfant qui demeure en chacun, que Freud décrira comme banalement « *polymorphe pervers* » – que porte le plus véritable *refus de lire*, dont aujourd'hui quelques propos de Dolto, retenus contre elle, font les frais.

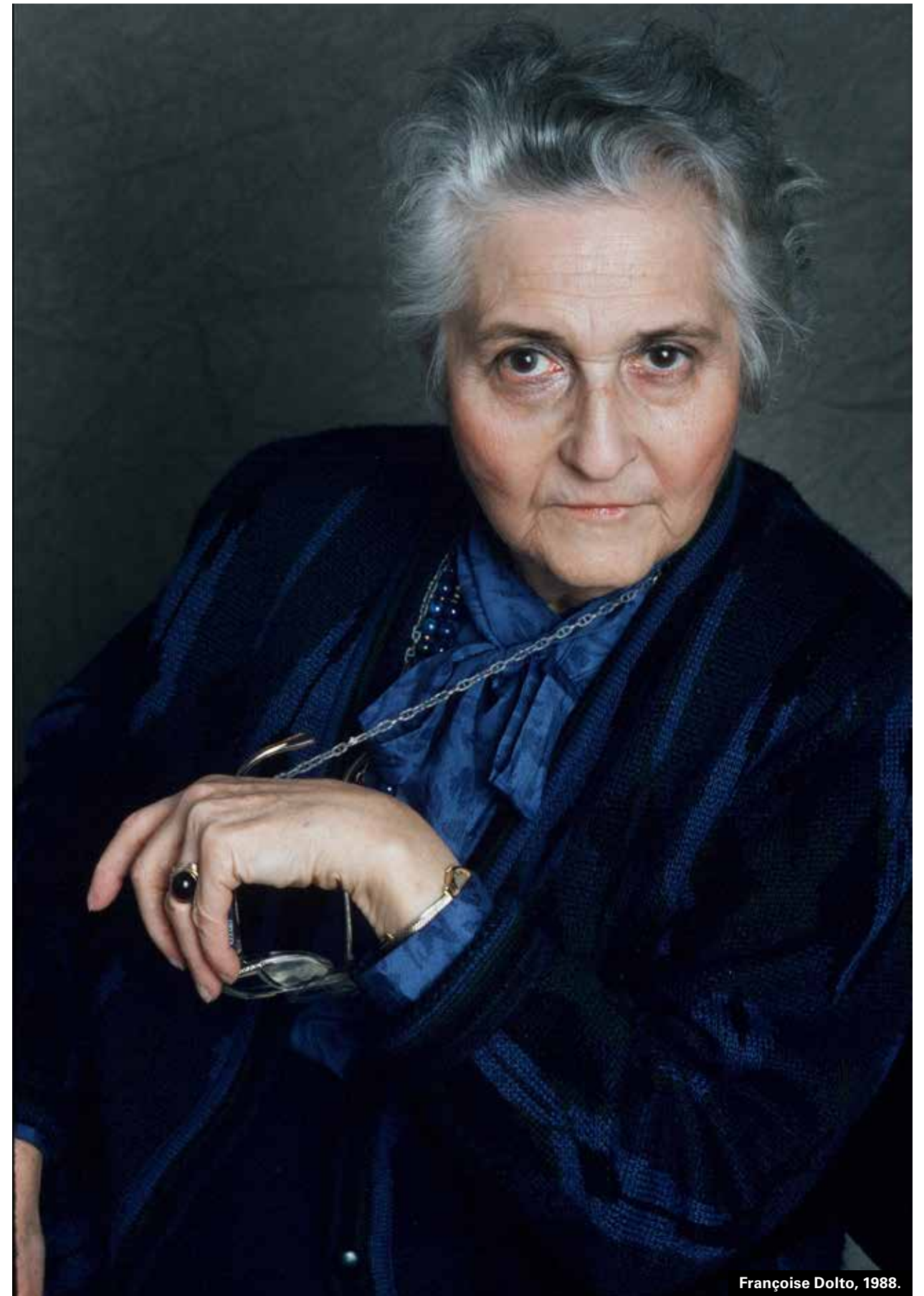
Daniel Pendanx est éducateur plus de trente-cinq ans dans la protection administrative et judiciaire de la jeunesse, auteur de nombreux articles professionnels.

Ultra permissivité et autoritarisme s'entretiennent mutuellement

Aussi catastrophique ait pu être la permissivité tous azimuts de la période antérieure – un mode de légitimation du fantasme incestueux et parricide qui, irradiant la société, demeure le fin fond de la folle déconstruction des digues du droit civil –, il reste tout aussi fâcheux à mon sens de se réjouir des façons dont, sous des expressions diverses, le culte de l'autorité à nouveau fascine... Mon expérience répétée des cas, au long cours d'un trajet d'éducateur dans les sphères de la protection administrative et judiciaire de l'enfance, m'a permis de saisir combien, en effet, comme le faisait déjà remarquer Legendre au début des années 1980, « *dans les deux cas, les dégâts sont pour les enfants, et les deux situations ne sont que l'envers l'une de l'autre* ».

Si les uns opposent le désir, un désir-roi, à la Loi, effaçant de leur horizon l'idée même de transgression, les autres, à l'envers, opposent la Loi au désir, cherchant peu ou prou à écraser, tels les fous de Dieu, toute manifestation et expression du fantasme. Si les premiers réfutent les conditions (le carcan normatif) qui président à l'institution du petit d'homme, les seconds refusent de comprendre pourquoi il conviendrait, comme disait aussi Freud, de « *remplacer le refoulement par un procédé meilleur et plus sûr* ». Par-delà cette opposition duelle, notre temps semble avoir toujours autant de mal à saisir en quoi, pour le meilleur profit subjectif de chacun, via les médiations parentales et institutionnelles, il s'agirait bien davantage, selon la formule qu'en donna le psychanalyste Lacan, d'« *unir le désir à la Loi* » – à la Loi en tant qu'elle est cette *loi langagière de la différence des sexes et des générations* dont le droit civil est sous nos cieux un relais culturel symbolique clé.

S'il paraît donc de bon ton aujourd'hui de contrarier une permissivité sans limites – ses dérives les plus criantes –, je ne vois pas que la vieille croyance autoritariste, aujourd'hui relayée par un féminisme ultra, soit pour autant défaite : l'idée que du désir on peut se rendre maître *en effaçant la sexualité infantile et le conflit (œdipien) qui la structure*. J'en vois pour preuve la façon dont la psychanalyse, la vraie, celle qui « *met fin au conte de l'enfance asexuelle* » (Freud), subit les foudres. L'opprobre jeté de tous bords sur Dolto en est une manifestation dernière. Sa fille Catherine →



Françoise Dolto, 1988.

© Ulf Andersen / Aurimages / AFP

a eu beau tenter de souligner combien, s'appuyant sur des propos manipulés à contresens, les plus lourdes et infamantes critiques à son adresse ne correspondent en aucun cas à ce qu'elle a toujours soutenu par rapport aux enfants et à leur éducation, rien ne semble pouvoir y faire. Les censeurs, étrangers à toute reconnaissance de la dimension inconsciente du désir (et du conflit qui le structure), la visent d'autant que derrière leur idéal de haute moralité, ils n'ont peut-être pas la conscience aussi tranquille que cela... Leur but, conscient ou non, est toujours le même : préserver la conscience noble, ses idéalizations, tout en évitant de considérer ce qui de la *perversion*, et disons l'autre gros mot, de l'*inceste*, regarde chacun... Quelques-uns, qui ne sont pas les

moins honorables, se sont laissés aller à cette facilité, élargissant leur détestation à des cibles choisies.

Ce que soutenait Dolto

Essayons donc ici, quant aux propos reprochés à Dolto, de mettre les points sur les i. Prenons ce passage, plusieurs fois cité : « *Dans l'inceste père-fille, la fille adore son père et est très contente de pouvoir narguer sa mère ; c'est sa fille, elle est à lui. Il ne fait aucune différence entre sa femme et sa fille, ou même entre être l'enfant de sa femme ou bien le père de sa femme. La plupart des hommes sont des petits enfants. [...] Il n'y a pas de viol du tout. Elles sont consentantes. Elles ne l'ont pas ressenti comme un viol. Elle a simplement compris que*

son père l'aimait et qu'il se consolait avec elle parce que sa femme ne voulait pas faire l'amour avec lui. »

Prendre ainsi acte, au plan subjectif, dimension inconsciente comprise, de cette *sexualité infantile* en laquelle se noue la confusion fantasmatique, l'inceste de représentation père-fille, n'est en aucun cas dénier qu'au plan juridique la seule responsabilité du père, sous les qualifications ad hoc, soit engagée !

Aussi rapide et schématique soit ce propos de Dolto, il correspond tout à fait, comme j'ai eu tant de fois à l'observer, à la satisfaction première que peut ressentir l'enfant dès lors qu'il triomphe, à bon compte, de l'autre parent. Triomphe et satisfaction dans lesquels la petite fille se perd comme sujet, et qui seront la cause des dégâts subjectifs ultérieurs. Mais il demeure inaudible que l'enfant puisse consentir d'autant qu'il jouit de ce triomphe sur l'autre parent. Et qu'une fois encore l'on ne se méprenne : reconnaître ce mouvement du désir (de la sexualité infantile) de l'enfant n'est en rien l'en accuser, l'en rendre coupable ! Ceux qui le comprennent ainsi ne font que projeter leur propre culpabilité inconsciente sur le texte. Vaste affaire.

Ravages des séductions incestueuses

J'ai le souvenir d'avoir accompagné la situation d'une petite fille prépubère, âgée de 10 ou 11 ans, abusée par son père, qui dans l'après-coup de ces abus (son père se trouvant en maison d'arrêt) ne cessait de dire, au grand dam des autres intervenants qui n'en pouvaient mais, combien elle « *l'aimait* » et combien elle détestait sa belle-mère... Il est à noter que la grand-mère maternelle, appréciant le côté très « protecteur » et « maternel » du mari, le père incestueux, avait formé avec lui une sorte de couple dominant auprès de l'enfant, excluant peu ou prou la mère... Requérant de mon côté la mère comme femme, en privilégiant en quelque sorte la relation avec elle, je pus l'aider à se dégager de l'emprise de sa mère et, en prenant ses distances avec le père de l'enfant, à réoccuper sa propre place. Cette intervention, pour remettre en jeu une tout autre figure du père dans la scène familiale, me valut d'être l'objet de l'hostilité de cette petite fille pendant un certain temps. J'avais appris, entre autres avec Dolto, qu'il convenait, d'autant plus avec ces enfants, pour les remettre à leur place d'enfant, de ne pas entrer dans leur *transfert de séduction* ! Mais plusieurs mois plus tard cette petite fille, jusqu'alors en grand échec scolaire, avait retrouvé toute son appétence pour apprendre.

Répétons-le. Dolto n'a jamais cessé de souligner les ravages psychiques du passage à l'acte pédophile incestueux, qui a pour source primitive infantile le lien confusionnel à ce premier Autre qu'est la mère-toute-puissante – une identification à « Big Mother » dans laquelle ces pères, si « maternels », se trouvent eux-mêmes très emprisonnés. Je note qu'il lui a souvent été

reproché par certains psychanalystes de se faire le « flic de l'inceste », ce qui revenait à confondre les registres de ce dont elle parlait (celui de la psychanalyse et celui de l'éducation). Il ne s'agissait pourtant pas non plus pour elle de retomber dans les travers répressifs soulignés par Freud, ceux de la « *morale sexuelle civilisée* ». Il n'était pas dans son esprit, comme elle l'écrivait, de « *réprimer l'expression des fantasmes du désir incestueux de l'enfant, mais simplement de ne pas y répondre dans la réalité, de ne pas être sensible aux exigences des privautés sexuelles manifestées par les petits, toujours avides de plaisirs...* ».

Aux futurs parents qui ne veulent pas être pédophiles

Alors, idiots déchaînés du *Canard*, lisez ces brefs conseils « *aux futurs parents qui ne veulent pas être pédophiles* » (*La Cause des enfants*, 1985), et dites-nous si vous n'avez jamais été en porte-à-faux.

« *C'est la chasteté du désir des parents vis-à-vis de leurs enfants, des adultes éducateurs et maîtres vis-à-vis des jeunes, qui, par l'exemple et le langage, informe de la réalité et de ses lois le désir des jeunes [...]. C'est par l'exemple, par le langage que les parents assument l'éducation des enfants et leur accès [...] à la maîtrise et au renoncement à l'instinct agressif et grégaire sans jugement critique, et à la responsabilité de ses actes, tout en le laissant exprimer des désirs inadaptés aux lois de la réalité et de la société en jeux, en fantasmes et en langage parlé. C'est par la maîtrise de leur sensualité vis-à-vis de la séduction à laquelle le désir de l'enfant vise à faire de père et mère ses objets de plaisir, que les adultes manifestent leur capacité éducatrice et non par leur faiblesse permissive ou leur violence répressive de la liberté d'expression au désir de l'enfant.* »

Ce n'est pas le fantasme qui est interdit, ou son expression, mais le passage à l'acte !

Et si la psychanalyse reste de nos jours encore un scandale, y compris chez les éducateurs et nombre de professionnels de la « protection », c'est aussi pour relever que cette « *chasteté du désir adulte à l'égard du jeune* » n'est jamais donnée d'avance. Elle n'opère qu'en vérité, c'est-à-dire qu'en regard de la façon dont chacun se dégage des séductions incestueuses, soient-elles les mieux masquées sous les discours les plus lénifiants de ces « *chasseurs d'inceste* » loin, si loin d'être en règle avec leur désir ; elle s'engage non en écrasant le fantasme, mais en lui donnant ses limites, ses issues sublimées. La chasteté à l'endroit des enfants ne vaut que par l'écart conquis en regard de la puissance du désir inconscient incestueux, celui de cet « *amor matris, peut-être la seule chose vraie de cette vie* », évoqué par Joyce parlant de son propre inceste dans *Ulysse*. Un « amour » dont on ne peut tout à fait dire, quoiqu'il nous fonde, que c'est de l'amour, tant en lui, fondement imaginaire primitif de l'emprise, « *je est un autre* ». •



Françoise Dolto au jardin du Luxembourg, Paris, 1983.

©Sophie Bassouls/Leemage



Vanessa Springora.

©Jean-François PAGA/Opale via Leemage

LA MEUTE DES FAUX-CULS

Par Anne-Marie Le Pourhiet

Le livre de Vanessa Springora a provoqué un tonnerre de réactions outragées. Au mépris de la justice, le gouvernement a décidé d'appliquer rétroactivement la loi contre Gabriel Matzneff. Si nos élites vengeresses s'acharnent sur cet ancien pervers notoire désormais octogénaire, elles sont loin d'avoir renoncé au relativisme sexuel.

La publication récente d'un récit décrivant la liaison d'une adolescente avec un dandy germanopratin, qui passa sa vie littéraire et médiatique à faire l'apologie de la pédérastie, a déclenché des réactions unanimes de vierges outragées dans une élite politique et culturelle qui n'en est plus à une hypocrisie près. Cette éclatante tartufferie donne la mesure de la confusion morale et intellectuelle dans laquelle est tombée notre société au comportement moutonnier.

On voit soudain un gouvernement auquel on ne demandait rien ordonner une enquête du parquet contre un provocateur narcissique pour « *viols commis sur mineurs de moins de quinze ans au préjudice notamment de Vanessa Springora* » ! Ladite qualification, évidemment abusive puisque aucune violence, contrainte, menace ni surprise n'est repérable dans le récit publié, est uniquement destinée à étendre les investigations judiciaires à d'autres faits non prescrits potentiellement commis par l'intéressé en prorogeant au maximum le délai de prescription de l'action publique. Marlène Schiappa en rajoute une couche en saluant, dans un communiqué très officiel, le « *courage* » de l'accusatrice et en appelant les victimes et témoins de l'affaire à se rapprocher de la justice.

Anne-Marie Le Pourhiet est professeur de droit public.

Ceux qui croyaient, depuis la loi du 26 juillet 2013, que le garde des Sceaux ne pouvait plus donner d'instructions au parquet dans les affaires individuelles en sont pour leurs frais : la secrétaire d'État à la « *genritude* » intervient partout, y compris dans les affaires judiciaires en cours.

Sur le plan moral et psychique, l'on n'est guère étonné de découvrir que la « *victime* » avait rencontré Matzneff dans un dîner où sa mère l'avait amenée. Des parents sérieux s'abstiennent généralement d'emmener leurs enfants de 13 ans dans les dîners mondains, a fortiori lorsque y participe un pervers notoire. La mère de la « *victime* », pourtant convaincue des mœurs de l'intéressé, ne s'est pas non plus précipitée au commissariat pour défendre sa progéniture, tandis que l'auteur de ses jours, ayant manifestement renoncé au « *patriarcat* », n'a pas non plus songé à casser la belle gueule du séducteur narcissique. Dans le monde simple et sain de la « *décence commune* » chère à Orwell, n'importe quel père aurait mis le holà à une telle relation, mais le rappel à la loi par l'autorité paternelle a disparu avec celle-ci. Le progressisme a même fait récemment disparaître du Code civil la notion de « *bon père de famille* » tandis que la loi dite « *bioéthique* » achèvera bientôt de réduire le père à un fournisseur de sperme. Dans une autre affaire, l'on a aussi pu constater que laisser sa fillette de huit ans tourner dans un film archiglaque et passer ses journées sans chaperon chez le réalisateur expose à des risques certains qu'il est fort hypocrite de déplorer lorsqu'ils se réalisent. Mais nous évoluons ici dans l'élite libérale-libertaire « *moderne* » pour laquelle, on le sait, toute norme sexuelle et familiale est réputée réactionnaire. L'on n'est pas légitime à prévenir ses enfants contre la drogue lorsque l'on a soi-même les narines blanches.

C'est donc bien le consentement de la société elle-même à son propre délitement qu'il s'agit de constater. En décembre 1981, était débattue à l'Assemblée nationale récemment conquise par la gauche une proposition de loi dépénalisant les relations homosexuelles avec les mineurs de 15 à 18 ans. À cette époque, en effet, les relations hétérosexuelles étaient autorisées avec les mineurs de plus de 15 ans, mais →

les relations homosexuelles ne l'étaient qu'à partir de 18 ans. Cette différence d'âge était justifiée par la proportion importante d'amateurs d'éphèbes chez les homosexuels masculins – cette tendance notoire accompagnant de surcroît une puberté et donc une maturité plus tardive chez les garçons, expliquant aussi que l'âge nubile ne soit pas non plus le même pour les deux sexes. Il fallait donc, estimait-on dans le « monde d'avant », prémunir les adolescents contre des prédateurs particulièrement actifs qui auraient pu leur « imprimer » précocement un comportement qui n'était pas le premier choix de leurs géniteurs (leur « projet parental » comme on dit aujourd'hui).

Bien que le Conseil constitutionnel et la Cour européenne des droits de l'homme n'aient vu aucune atteinte au principe d'égalité dans cette légitime et raisonnable différenciation, Gisèle Halimi et Robert Badinter persistèrent durant les débats à vouloir mettre un terme à une « discrimination », qu'ils disaient contraire aux idées socialistes, lesquelles rejetaient, selon eux, tout jugement moral en matière sexuelle. Robert Badinter indiquait d'ailleurs aux parlementaires que, dès son arrivée Place Vendôme, il avait adressé des instructions au parquet pour ne plus poursuivre l'éphébophilie. Le député Jean Foyer, ancien garde des Sceaux du général de Gaulle, avait pourtant pointé l'engrenage dans lequel s'engageait ainsi le législateur en révoquant tout aussi bien la réalité sociologique que la morale judéo-chrétienne et la morale laïque de Jules Ferry. Il pressentait que cette première brèche permissive serait suivie de bien d'autres, qui finiraient par déboussoler la société française. Les deux totems de nos sociétés étant constitués par la différence des sexes et celle des générations, il était prévisible qu'en bazarant l'une, on finisse par répudier la seconde... « cul par-dessus tête ». Une génération qui a pour mot d'ordre « jouir sans entraves » est assurée de produire quelques dérèglements dans la génération suivante.

Effectivement, le monde littéraire et artistique, notamment cinématographique et de la mode, s'est copieusement laissé aller au prosélytisme le plus dévoyé en faveur de la « fluidité » des sexes et des âges, et des « sexualités périphériques ». *Les Nuits fauves*, film vantant les relations sexuelles tous azimuts et non protégées d'un auteur qui racontait par le menu dans un livre ses escapades sur les plages caribéennes avec des gamins dont il affectionnait le léger duvet au-dessus des lèvres, fut abondamment césarisé. Il ne faisait pas bon non plus exprimer un quelconque malaise devant l'image suggestive du jeune garçon en costume marin de *Mort à Venise*. Tout esthète cultivé devait se prosterner devant tant de grâce. Les plateaux de télévision se régalaient des frasques vaticanesques de Roger Peyrefitte et des attirances juvéniles de Matzneff et consorts. Le cinéma et la chanson présentaient Gabrielle Russier non pas comme une prédatrice exerçant une quel-

conque emprise sur son élève mineur, mais comme la victime d'une société conservatrice et bornée, qui finit tristement par « mourir d'aimer ». La femme mûre qui séduit un adolescent sur lequel elle a autorité continue d'ailleurs aujourd'hui d'être présentée comme un modèle d'émancipation formidable par les féministes. Sont encore aujourd'hui récompensés et applaudis des films mettant en scène, par exemple, telle bourgeoise milanaise qui s'envoie en l'air avec le meilleur ami de son fils, tandis qu'elle découvre avec tendresse l'homosexualité de sa fille, ou tel ami d'un couple dont la fille vient capter le mari ou encore tel universitaire ravi de voir son fils mineur séduit par son assistant¹. Philippe Muray avait déjà dressé, il y a vingt ans, un parfait tableau de l'instrument de propagande systématique qu'est devenu le cinéma français au service des « désastreuses valeurs de notre temps » au premier rang desquelles, justement, la destruction méthodique des normes de l'ancien monde et leur remplacement par l'injonction à la déviance et au relativisme².

Le monde politique n'a pas été en reste. Le prosélytisme LGBT auprès des écoliers s'est même institutionnalisé au nom de la promotion de l'égalité et de la genritude, avec l'activisme commun des ministères de l'Éducation nationale et des Droits des femmes. L'on se souvient de la stupéfiante circulaire de Vincent Peillon demandant à ses recteurs de relayer « énergiquement » auprès des écoliers la sulfureuse « Ligne Azur » qui fournissait aux adolescentes un dictionnaire complet des pratiques saphistes et incitait les garçons à vaincre leurs inhibitions homosexuelles à l'aide de drogues, le propos étant accompagné de petits dessins montrant des jeunes garçons au lit avec une seringue sur la table de nuit ! Le Conseil d'État lui-même, constatant cette invitation flagrante de mineurs à la débauche, annula la circulaire sans que ledit ministre soit invité à remettre sa démission.

Même le pape s'est récemment rallié au relativisme sexuel ambiant dans un magistral et retentissant « *Qui suis-je pour juger ?* ». Si le successeur de saint Pierre lui-même ne veut plus faire le job représenté sur les murs de la chapelle Sixtine, on ne voit pas quelle norme pourrait encore tenir debout. Qu'on soit pédophile ou non, « on ira tous au paradis » !

Sur le plan pénal, le revirement jurisprudentiel parfaitement opportuniste de nos dirigeants soulève un très grave problème. Les relations sexuelles consenties avec les mineurs de moins de 15 ans constituent depuis toujours un délit réprimé par la loi. Il n'en demeure pas moins que la politique pénale des gouvernements successifs a bel et bien consisté à considérer la pédérastie comme une tolérance et à ne pas poursuivre ses promoteurs et acteurs dès lors qu'aucune plainte n'était déposée, notamment par les parents. L'on assiste donc ici à une application rétroactive, non pas de la

loi mais de la politique pénale qui l'accompagne. Le gouvernement change son fusil d'épaule en décidant d'appliquer soudainement la loi à des actes antérieurement commis et connus de tous, y compris des parents, qu'il feignait d'ignorer jusqu'alors, en retenant de surcroît une qualification de viol manifestement erronée.

Cette rétroactivité judiciaire s'ajoute à une législation récente totalement arbitraire sur la prescription, que le Conseil constitutionnel n'a pas pu ni voulu censurer. Le législateur a, en effet, récemment rallongé de façon extravagante les délais de prescription dans tous les domaines, mais surtout en matière sexuelle où ils sont désormais, selon la qualification retenue, de vingt ou trente ans après la majorité de la victime. Cette extension délirante a été adoptée sous la dictée d'un lobby féministe revanchard qui aurait même voulu faire consacrer l'imprescriptibilité totale au nom d'une improbable « amnésie traumatique » inventée par des charlatans. Or, il se trouve que la loi Perben du 9 mars 2004 a consacré l'application immédiate des nouvelles lois de prescription aux infractions déjà commises, mais non encore prescrites, y compris lorsque le nouveau délai aggrave la situation de l'intéressé. Cette application rétroactive de la loi pénale plus sévère est contraire au principe de légalité des délits et des peines qui est fondamental dans un État de droit, mais que le Conseil constitutionnel n'a même pas daigné soulever.

Ajoutons enfin que le principe d'égalité des citoyens devant la loi subit aussi à nouveau un sacré coup de canif. Pourquoi le parquet n'ouvre-t-il d'enquête « que » sur le cas Matzneff alors que d'autres présumés coupables de mêmes actes, sont soigneusement épargnés ? Parce que Matzneff a eu le mauvais goût de s'intéresser aux filles autant qu'aux garçons ? Parce qu'il n'est pas classé parmi les écrivains progressistes ? Ou tout simplement parce que les autres coupables n'ont pas été publiquement dénoncés par un « consentant » ? Le principe affiché au fronton de notre Constitution – « *La loi doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse* » – n'est définitivement plus qu'une formule creuse. Désormais, c'est selon qu'on est publi-



Mort à Venise, Luchino Visconti, 1971.

quement accusé ou non par une meute vengeresse que les jugements de cour varient.

Sur le plan éditorial enfin, la rétroactivité de la censure laisse également pantois. N'est-ce pas André Gide, le plus grand pédéraste compulsif de la littérature européenne, fondateur de la NRF et prix Nobel de littérature, qui fut l'un des piliers des éditions Gallimard ? Que fait-on de ses œuvres ? On les brûle ? On ferme la maison historiquement coupable d'une telle complaisance ?

Il ne vient à la bouche, devant cette absurde comédie, que le titre du film bien nommé de Patrice Leconte : *Ridicule*. •

1. Voir les films de Luca Guadagnino : *Amore, A Bigger Splash, Call Me by Your Name*.
2. Philippe Muray, « Et voilà pourquoi votre film est muet », in *Le Débat*, n° 110, 2000, p. 122-135.

MOI, DÉÇU DU MATZNÉVISME

Par Jérôme Leroy

Par ses valeurs aristocratiques et son refus des conventions bourgeoises, Gabriel Matzneff a fasciné des générations d'adolescents. En nous plaçant du côté de ses proies, le livre de Vanessa Springora nous ouvre enfin les yeux.

J'ai cessé d'aimer Gabriel Matzneff en 1988. J'avais 24 ans et en guise de premier poste dans une ZEP du Nord, une classe de collège composée de gamins et de gamines de 12 ans originaires de pays où les droits de l'enfant ne sont pas vraiment la priorité. Et je venais de lire *Harrison Plaza*, un roman de Matzneff qui comme tous les romans de Matzneff est son journal à peine déguisé. Nil Kolytcheff se tapait de petits prostitués philippins dans un hôtel de luxe, en pleine dictature. Je ne sais pas si on employait déjà l'expression de tourisme sexuel, mais découvrir que celui qu'on avait cru un esprit généreux, c'est-à-dire noble au sens étymologique du terme, se livrait à cette activité m'a vacciné d'un seul coup. C'est que je ne pouvais m'empêcher de superposer le visage de mes élèves aux gamins sodomisés par Nil Kolytcheff et ses amis.

J'ai décidé de ne plus lire Matzneff et j'ai tenu parole malgré quelques rechutes, tant le conformisme de notre temps a pu parfois me sembler odieux. Mais il l'est finalement infiniment moins que ce qu'a subi Vanessa Springora.

J'avais pourtant été touché, quelques années auparavant, par la qualité de tristesse qui se dégageait d'*Ivre du vin perdu*, où apparaissait un Nil Kolytcheff dévasté par un chagrin d'amour. Gabriel Matzneff faisait partie de mes lectures depuis l'adolescence. Nous étions quelques-uns, d'ailleurs, dans cette classe littéraire d'un bon lycée rouennais de centre-ville. Nous n'avions pas lu *Les Moins de seize ans*, dont je me demande s'il était disponible à cette époque. J'ai sans doute eu tort, j'au-

rais peut-être compris plus vite que celui que je voyais comme un amateur de jeunes filles, un pygmalion érudit était aussi, à l'occasion, un pédophile puisque c'est dans ce livre qu'il théorise l'inacceptable. Mais notre petite bande avait lu avec passion *Le Défi*, son premier livre, trouvé par l'un d'entre nous chez un bouquiniste, en 1981. Aussi étonnant que cela puisse paraître, *Le Défi* avait été mentionné par notre professeur... de latin, en raison d'un chapitre sur le suicide chez les Romains, un suicide qui n'était pas une fuite, mais une affirmation de soi pour éviter le déshonneur ou la servitude.

Pour paraphraser un titre de Mauriac, nous étions des adolescents d'autrefois, de petits provinciaux qui vouaient un culte absolu à la littérature. Et voilà que nous entendions une voix qui s'adressait explicitement à nous, prônant une morale aristocratique de l'amitié et le refus des conventions bourgeoises. Matzneff était donc idéal pour devenir ce que nous aspirions à être sans trop le savoir, des punks, mais des punks propres et bien coiffés.

Puis est arrivé le malentendu, ou si vous préférez, le contresens. Nous avons commencé à lire son journal intime, ce journal de la première période où il n'est pas uniquement question de jeunes filles indifférenciées, comme chez Sade, le tout matiné de considérations obsessionnelles sur son poids. Chez les diaristes, il y a ceux comme Amiel dont le premier réflexe est de regarder le temps qu'il fait. Chez Matzneff, c'est de sauter sur sa balance Terraillon.

Non, à l'époque de *L'Archange aux pieds fourchus*, de *Cette camisole de flammes* ou d'*Un galop d'enfer*, ce qui apparaissait encore, c'était un homme libre, vivant dans un ascétisme voluptueux entre le corps des lycéennes et sa collection complète des classiques Budé. Il représentait ce que nous rêvions d'être, l'écrivain regardant la modernité avec mépris, moquant le bourgeois plus souvent qu'à son tour, consacrant son temps à l'écriture et à la résurrection de figures romantiques comme Byron, le tout dans une chambre de bonne.

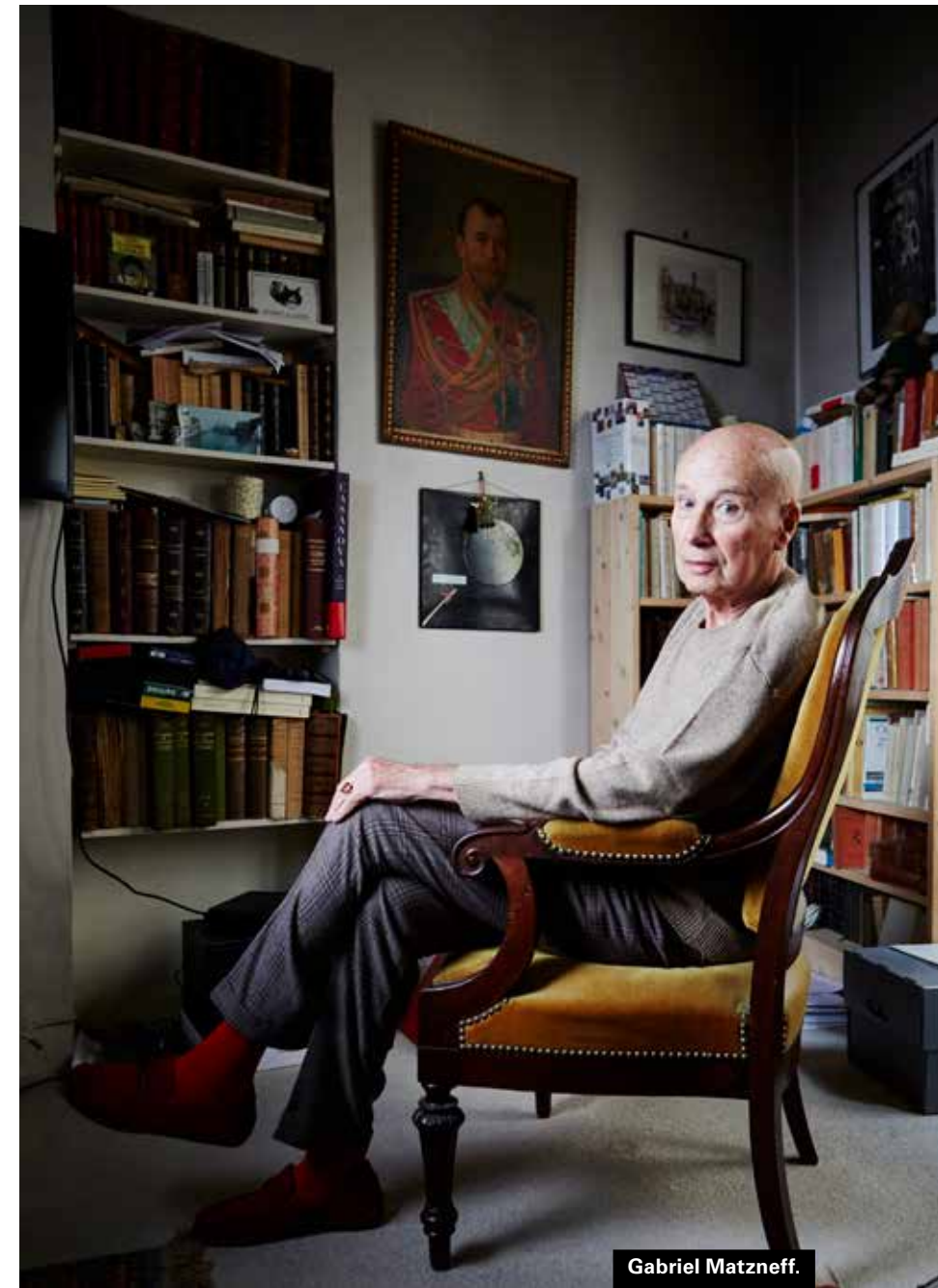
Nous aurions dû sans doute, nous objectera-t-on, à 15, 16 ou 17 ans, nous apercevoir que les amantes de Matzneff avaient notre âge, et même moins. C'est bien mal connaître la psychologie d'un lecteur adolescent. En fait, en nous identifiant au « je » de Matzneff, nous

lui donnions notre âge. On trouvait qu'il avait de la chance d'avoir tant de succès, nous qui avions tant de mal à draguer avec notre acné ou nos silhouettes malingres. On oubliait juste qu'on avait affaire à un quadra qui avait l'âge de nos pères.

C'est là l'une des vertus du livre de Vanessa Springora pour ceux qui furent des lecteurs innocents de Matzneff : nous forcer à nous mettre à la place de celui ou de celle qui est consommé et non de celui qui consomme.

Mais l'âge que nous avions n'est pas la seule circonstance atténuante à ce goût pour Matzneff. Après tout, on trouvait ses livres en librairie, dans les bibliothèques, on en disait du bien dans les journaux et les hebdomadaires que lisaient nos familles, qu'il s'agisse du *Monde* ou du *Figaro*, de *L'Express* ou du *Nouvel Obs*. Il lui arrivait même d'y écrire et je me souviens que mon père, généraliste, recevait *Impact Médecin*, une revue professionnelle où Matzneff avait sa chronique un numéro sur quatre. Je la conservais pour la passer à mes complices de l'époque.

En 1989, je commence à piger au *Quotidien de Paris*, pour les pages livres. Bertrand de Saint-Vincent me confie *Mes amours décomposés*, volume qui couvre les années 1983-1984. Le narcissisme de Matzneff me semble insupportable. Je donne un article de deux feuillets sous forme de pastiche intitulé « Journal d'un déçu du matznévisme », comme il y avait à ce moment-là, selon une expression à la mode, des déçus du socialisme. Matzneff est furieux. Il le fait savoir à Philippe Tesson qui le fait savoir à Saint-Vincent, qui me couvre. Je ne savais pas que Matzneff avait été journaliste autrefois à *Combat*, l'ancêtre du *Quotidien*. Ce pastiche m'a soulagé. J'avais l'impression d'avoir réglé mes comptes avec un écrivain que j'avais aimé aimer et que je ne n'aimais plus. Dans ces années-là, Patrick Besson et moi parlions de temps en temps au téléphone. Il me dit en riant que je n'ai pas raté Matzneff et je lui explique qu'il y a un avant et un après *Harison Plaza*. Alors, toujours sarcastique, il conclut : « T'as beau faire ton hussard, tu resteras toujours un coco tiers-mondiste. »



Gabriel Matzneff.

Je devais croiser par la suite une seule fois Gabriel Matzneff, dans un cocktail dans un centre culturel yougoslave, cinq ans après mon pastiche. J'étais un parfait inconnu, avec un seul roman au compteur. Et pourtant, quand on me présenta à Matzneff, il ne me dit qu'une seule phrase : « Vous avez été très injuste avec moi parce que tout de même, *Mes amours décomposés* est un très beau livre. »

C'est cette incapacité radicale à prendre une distance avec soi-même, alliée à cette hypermnésie du Narcisse blessé, qui fait que le « GM » de Vanessa Springora n'a pas été pour moi une surprise, mais une confirmation amère et mélancolique. •

LA LIBERTÉ QU'ON PILONNE

Par Corinne Berger



Tony Duvert.

Il revient à la justice de dire si certains actes de Matzneff méritent un procès. Mais son lynchage en place publique, le pilonnage et la censure de ses livres signifient la mort de la littérature. Et de la liberté.

Il serait certainement impossible aujourd'hui qu'un professeur d'université conseille à ses étudiants la lecture de Tony Duvert. Tel fut pourtant le cas dans les (pas si lointaines) années 1980, et je crois avoir encore en ma possession la liste des recommandations bibliographiques qui mentionne cet auteur sulfureux.

Tony Duvert revendiquait sa pédophilie dans plusieurs ouvrages, et n'est pas sans rappeler un certain Gabriel Matzneff, qui ne s'en cache pas davantage dans les siens. Tous deux ont publié dans les plus grandes maisons d'édition (Minuit pour Duvert) et les éloges n'ont pas manqué d'accompagner régulièrement les quelques décennies de leurs carrières respectives. Ne doutons pas que Duvert connaîtrait le même sort médiatique que Matzneff s'il était encore de ce monde.

Matzneff, puisqu'il s'agit de lui. Matzneff soumis depuis plusieurs semaines à la vindicte publique, Matzneff cloué au pilori par des réseaux sociaux en ébullition autour d'un homme dont ils ignoraient jusque-là l'existence, Matzneff lâché par le milieu littéraire maître en hypocrisie – les collègues en écriture, les journalistes et même ses éditeurs, dont le retournement est proprement spectaculaire (il faut saluer les acrobates !) : s'ils ont publié ce que tous unanimement jugent aujourd'hui immondes, on peut penser qu'ils n'y ont pas trouvé jusque-là matière à redire...

Pourquoi le récit de Vanessa Springora, l'une des « proies » du pédophile Matzneff, aurait-il soudain ouvert les yeux de ceux qui ne voyaient pas ce qu'ils lisaient depuis cinquante ans ?

L'acte de contrition télévisuel de François Busnel, le 8 janvier dernier, fut à cet égard un grand moment de lâcheté face à la pression de la meute : le pécheur a reconnu sa très grande faute, il a expié publiquement

le tort d'avoir un jour reçu le vilain monsieur dans son émission, mais on ne l'y reprendra plus. C'était la minute Monsieur Propre.

Il ne s'agit pas ici de promouvoir la pédophilie, condamnable à tous égards. Mais on est tout de même en droit de se poser quelques questions sur le lâchage et le lynchage dont fait l'objet Matzneff en la circonstance, et même de s'en indigner, n'en déplaise aux vertueux qui n'ont jamais failli. Cet homme, quelle que soit sa part d'ombre, ne se réduit pas à ses pratiques sexuelles et n'est pas le monstre que l'opinion s'est opportunément fabriqué : l'incarnation du mal qu'est devenu l'écrivain, il est vrai, permet à chacun d'avoir sa minute de branlette morale et de se voir si beau en ce miroir.

Quelle que soit l'aversion que doit susciter la pédophilie, la condamnation à mort d'un homme – mort littéraire, mort sociale – est écœurante. Si certains des actes de Matzneff relèvent de la justice, c'est à la justice d'en décider et de trancher, et à elle seule.

Le livre de Vanessa Springora est encensé, célébré, jugé indispensable et puissant, pendant que les ouvrages de Matzneff quittent les librairies pour le pilon. On parle même d'accompagner les exemplaires de la Bibliothèque nationale d'un avertissement explicite, insulte faite à l'intelligence des lecteurs du XXI^e siècle, s'il en reste, dans un processus global d'infantilisation. On ne devient pas pédophile en lisant Matzneff, comme, toutes proportions gardées, on ne devient pas nazi en lisant *Mein Kampf*.

Ce qui est à craindre, c'est la fin de la littérature, de toute littérature : ne paraîtront plus que les textes conformes à l'époque, à la doxa, expurgés de tout le mal, de toutes les aspérités d'un être et de son âme. Les « lecteurs en sensibilité » – que Muray aurait pu imaginer dans sa liste loufoque des métiers d'avenir – existent déjà dans les maisons d'édition américaines pour lisser ou supprimer dans les manuscrits les passages à même de heurter tel ou tel potentiel lecteur. *L'Homme surnuméraire* de Patrice Jean imagine un personnage chargé par un éditeur de récrire les classiques en les adaptant aux diktats des susceptibilités contemporaines. C'est finalement le principe de la liberté littéraire, de la liberté d'expression, qui est envoyé au pilon en même temps que Matzneff : qui va fixer les limites de ce qu'on peut dire ou ne pas dire ? Qui va fixer les limites des limites ?

Il est toujours bon de ne pas céder à l'esprit du temps. Je me suis empressée d'acheter le dernier tome du journal de Matzneff, avant son retrait des rayons. J'ai aussi commandé chez mon libraire *Les Moins de seize ans*, qui se révélera « manquant chez l'éditeur ». M'en fous, mon entourage compte un infréquentable qui l'extraira de sa bibliothèque pour me le prêter ! •

PAYSAGES ARRÊTEZ LE MASSACRE !

56

France, qu'a-t-on fait de ta
beauté ?

Bérénice Levet

72

Ronds-points,
de l'art ou du cochon ?

Pierre Lamalattie

64

L'exode urbain

Renaud Camus

74

L'enfer, c'est les zones

Jérôme Leroy

68

Défenseurs de tous les
paysages, unissez-vous !

Alexandre Gady

76

Hidalgo, maire indigne

Marin de Viry



© LOIC VENANCE / AFP

Un parc éolien à Plomodiern (Finistère), 2018.

PAYSAGES ARRÊTONS LE MASSACRE!

Par Daoud Boughezala

Sols bétonnés, entrées de ville envahies d'enseignes criardes, zones commerciales sans âme : la France s'enlaidit. Or, comme Alain Finkielkraut le note dans son plaidoyer pour une « écologie poétique » (*Le Figaro*), notre époque terrorisée par l'urgence climatique « délaisse l'amour des paysages pour les problèmes de l'environnement » au risque de négliger « la beauté du monde quand la planète est en péril ». Dans nos colonnes, Alexandre Gady tente de réconcilier ces deux impératifs aujourd'hui disjoints que sont la santé et la beauté. Car « nous sommes certes des animaux, avec des besoins primaires, mais aussi, et avant tout, des êtres doués de sensibilité, ayant une capacité à faire silence ou à pleurer devant la douce beauté d'un paysage » à préserver et transmettre. Dans cet esprit, Renaud Camus célèbre la sobriété du « paysage, qui n'est jamais autant lui-même que malaxé d'absence, habité d'inintervention, pétri de vide – tous biens gravement menacés par le sinistre aménagement ». Remis au goût du jour par une écologie technicienne insensible à l'esthétique, cet interventionnisme tous azimuts prétend agir au nom même de la nature qu'il saccage. D'où le grand paradoxe que dénonce Bérénice Levet : « Ce sont les écologistes qui continuent de se comporter en "maîtres et possesseurs de la nature". »

Dans ce processus délétère, les éoliennes jouent un rôle central : sous prétexte de développer les énergies renouvelables, ces immenses pylônes de métal défigurent nos campagnes et déchiquettent les oiseaux. Conscient qu'une grande majorité de Français y est opposée, le président de la République a semblé entendre la vox populi en déclarant le 14 janvier à Pau : « Le consensus sur l'éolien est nettement en train de s'affaiblir dans notre pays. [...] De plus en plus de gens [...], qui considèrent que leur paysage est dégradé, ne veulent plus voir de l'éolien près de chez eux. Il ne faut pas l'imposer d'en haut. »

Le prenant au mot, Alain Finkielkraut, Bérénice Levet, Jean Clair, Stéphane Bern, Jean-Pierre Le Goff, Benoît Duteurtre et quelques autres têtes bien faites signent dans *Causeur* un appel au président de la République pour que cesse l'invasion de ces monstres d'acier. Trop souvent considérée comme un combat d'arrière-garde, la défense de la belle France devrait unir conservateurs et progressistes inquiets de savoir quel pays ils laisseront à leurs enfants. •

FRANCE, QU'A-T-ON FAIT DE TA BEAUTÉ ?

Par Bérénice Levet

France, ta beauté fout le camp¹ !, avertissait-on dans les années 1970. Hier, le saccage de la France se faisait au nom de la modernisation, aujourd'hui c'est au nom de l'écologie. Après les lotissements standardisés, les zones commerciales, les ronds-points, les panneaux publicitaires à l'entrée des villes, voici venu le temps des éoliennes. Quiconque traverse la France en est le témoin : partout se dressent ces gigantesques pylônes, vrombissants, clignotants nuit et jour. Les rivages des océans, les plaines céréalières, les collines provençales, aucun arpent de terre ni de mer n'est à l'abri. « Bientôt, peut-être, dix éoliennes pour un clocher », soupignons-nous avec Monique Sicard². Objets industriels fabriqués en série, semblables des Pays-Bas à la Chine, de la France à la Grèce, elles uniformisent un pays distingué d'entre tous pour la diversité, la variété de ses paysages. Hors d'échelle, incommensurables aux constructions existantes et à la végétation, les éoliennes accaparent la vue. Les promoteurs protestent de leur souci d'« insérer harmonieusement » ces turbines dans le cadre qu'ils ont élu, mais les éoliennes ne s'insèrent →

La zone commerciale de Plan de Campagne
(Bouches-du-Rhône).



Un hameau de la Mayenne et son éolienne, avril 2017.

© GILÉ MICHEL/SIPA

pas, ne se fondent pas dans le paysage, elles l'écrasent.

Certains se feront les avocats de la beauté propre à l'objet, et en effet, sous l'œil d'un Fernand Léger, l'éolienne pourrait révéler quelque beauté plastique, mais les éoliennes ne vont jamais seules – elles se conjuguent toujours au pluriel – et colonisent un lieu existant que, fatalement, on l'a dit, elles subjuguent et banalisent.

Une grande partie du public, offensé par ces spectacles, en vient à s'indigner. Le président lui-même semble avoir découvert que « *de plus en plus de gens ne veulent plus voir de l'éolien près de chez eux* ». Il est temps, alors que depuis des années tout est mis en œuvre pour asseoir dans l'opinion l'idée que le salut de la planète passera par ces turbines électriques. À commencer par le lexique bucolique les désignant, destiné à occulter la réalité tout industrielle de ces machines. « Polystyrène », « polyéthylène », le plastique déclinait des noms de berger grec masquant leur caractère « alchimique », ainsi que l'avait observé avec sagacité Roland Barthes, les éoliennes puisent à la même source, antique, et se réclament du dieu Éole. Et la pastorale se poursuit, on évoque les « champs », les « fermes » d'éoliennes. Alexandre Gady, le président de la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France, préfère parler d'« *aérogénérateur industriel polluant* ».

Le catéchisme commence tôt. L'enseigne Nature et Découverte, plébiscitée par la gauche culturelle, commercialise des kits de construction d'éoliennes rebaptisées « moulins à vent ». « *Regarde cette éolienne capturer l'énergie du vent et la transformer en lumière. Le kit t'apprendra comment cette technologie vitale d'énergie renouvelable fonctionne* », explique-t-on à la jeunesse. On mentionnera également les spots publicitaires faisant la promotion de l'éolien, mettant en scène de très jeunes enfants, cerfs-volants à la main, courant vers ces turbines gigantesques comme l'innocence vers l'heureux monde de demain.

La réalité, comme le montrent deux ouvrages majeurs, celui de Pierre Dumont et Denis de Kergorlay, et celui de Fabien Bouglé³, n'a rien d'écologique : bétonnage des sols, matériaux de construction essentiellement non recyclables, mortalité des oiseaux qui viennent se fracasser contre les hélices, perturbation des circuits de migration, brouillage des ondes qui désorientent les chauves-souris, ronronnement continu, gabegie financière – les éoliennes ne vivant quasiment que de subventions publiques –, production si intermittente qu'aucun pays ne saurait raisonnablement y gager son indépendance énergétique, durée de vie extrêmement courte, entre quinze et vingt ans, le démantèlement s'avérant si onéreux qu'elles restent en place, finissant par constituer d'effroyables cimetières d'éoliennes rouillées.

Cependant, quand bien même les éoliennes produiraient réellement une électricité de substitution, quand

bien même elles ne seraient pas fatales à la faune terrestre et maritime, quand bien même elles seraient fabriquées dans des matériaux entièrement recyclables, etc., notre œil est blessé, notre sensibilité affectée, notre sens du Beau offensé. Cela devrait être une condition suffisante pour se dresser collectivement contre ce nouveau saccage de la France. Mais cela n'est pas.

La France compte entre 7 000 et 8 000 de ces immenses turbines aujourd'hui, 25 000 d'ici 2025, et, afin d'accélérer le mouvement, le président Macron multiplie les textes⁴ permettant d'« *assouplir* » la procédure, entendez garrotter la contestation des riverains qui se mobilisent pour la préservation des lieux qui souvent les ont vus naître. « *D'ici dix ou quinze ans, notre pays aura changé de visage* », avertit Alexandre Gady. Ces mots font écho au triste constat que faisait en 1964 Hannah Arendt et que nous ne semblons guère disposés à démentir : « *Savoir quel est le visage du monde n'importe plus à qui que ce soit.* »

Le droit à la beauté et les droits de la beauté restent dépourvus de légitimité. Rares sont ceux qui osent se faire les avocats du Beau. Chacun, semble-t-il, a plus ou moins intégré l'idée qu'il y aurait quelque chose de frivole à plaider semblable cause face à l'« urgence climatique » – formule dont on nous tympanise les oreilles précisément pour nous intimider et bannir toute discussion et contestation.

Significativement, même quand la cause des riverains est victorieuse, ce n'est jamais pour des considérations esthétiques, mais par exemple en raison des dommages causés aux oiseaux. Le souci des paysages n'intervient qu'articulé à des chiffres, des statistiques, des enjeux quantitatifs comme les prix de l'immobilier et la fréquentation touristique. Et lorsque, en 2007, l'Académie des beaux-arts publie un remarquable livre blanc des éoliennes (accessible en ligne), concluant par une demande de moratoire, il passe inaperçu. Qu'une institution vouée aux arts plastiques se prononce sur le sujet rappelle qu'en France, comme l'a montré Françoise Cachin dans sa stimulante contribution aux *Lieux de mémoire*, « Le Paysage du peintre », l'histoire du paysage et l'histoire de la peinture sont intimement liées. L'attachement des Français à leurs paysages est en grande partie l'œuvre des peintres. L'art a été, est encore, une école du regard.

Le sentiment du Beau, un avertisseur d'incendie

Les sens et singulièrement le sens du Beau sont des avertisseurs d'incendie. Lorsqu'ils sont blessés, il faut leur donner audience, ils nous indiquent que le monde est en passe de sortir de ses gonds. Vaclav Havel raconte comment enfant, sur le chemin qui le conduisait à l'école, à travers champs, il voyait « *chaque jour à l'horizon la haute cheminée d'une usine* » dont sortait « *une épaisse fumée brunâtre* » se dispersant « *dans* →

le ciel bleu » : « Chaque fois que je voyais cette fumée, relate-t-il, j'éprouvais avec intensité le sentiment qu'il y avait quelque chose de profondément inconvenant car ainsi les hommes souillaient le ciel. » Sa « répugnance » était certes purement « esthétique », mais cela suffisait à l'éveiller à la conscience d'une faute : « J'ignore si alors l'écologie existait [...] néanmoins j'ai été spontanément affecté et blessé par cette souillure du ciel ; il me semblait qu'ainsi l'homme commettait une faute, qu'il détruisait quelque chose d'important, qu'il violait arbitrairement l'ordre naturel des choses et qu'il devrait nécessairement payer cher une telle conduite. »

Ce récit, magnifique, met en lumière ce que l'on pourrait appeler les vertus heuristiques de la laideur – nous parlons de la laideur faite de main d'homme et d'elle seule – ou de la beauté offensée, comme Hans Jonas parlait d'une heuristique de la peur. La beauté blessée est bonne conseillère. Elle est comme un « voyant », pour reprendre le mot du poète Michel Deguy, « un voyant qui s'allume en alerte ». Elle est l'indice de ce que quelque chose ne va pas, ne tourne pas rond, qu'un ordre du monde est violé.

L'expérience de Havel s'inscrit dans la droite ligne de celle des Anciens. « Nous avons exilé la beauté, quand les Grecs faisaient la guerre pour elle », disait Albert Camus, songeant à Homère, à Hélène et au conflit troyen. Si les Grecs prenaient les armes pour la beauté, c'est qu'elle revêtait pour eux un caractère sacré. Ils savaient que le Beau est de ces choses auxquelles on ne porte pas atteinte impunément. Comme la religion pour Tocqueville, la beauté empêche, devrait empêcher de tout concevoir et défendre de tout oser. Si les Grecs étaient disposés à combattre pour elle, c'est aussi qu'ils la savaient infiniment fragile : la « beauté ne tient qu'à un fil », rien de plus facile à détruire qu'une harmonie, il suffit d'une « fausse note », disait Giono. Droit donc de la beauté avant même d'un droit de l'homme à la beauté.

L'homme obligé du monde ou maître et possesseur de la nature ?

Se tenir pour l'obligé du monde dont on hérite, avoir le sens des égards, des scrupules, de la gratitude, n'est-ce pas précisément de ces dispositions, dont les Grecs nous lèguent l'exemple, que nous aurions furieusement besoin de réapprendre si nous aspirons réellement à assurer un avenir, en tout cas, garantir un sursis à la terre. Rappelons qu'un paysage, c'est de la nature cultivée, ce sont les activités humaines de ceux qui nous ont précédés sur cette terre qui lui donnent sa configuration, sa physionomie. Pour nos ancêtres, ces lieux, avant d'être l'objet d'une contemplation esthétique, étaient une terre à aménager, à domestiquer, à rendre aimable, douce, amicale aux hommes. Les paysages sont ainsi les témoins du commerce que nos prédécesseurs ont entretenu avec les lieux qu'ils ont habités, le géographe Augustin Berque parle d'« imprégnation réciproque ».

Ils portent l'empreinte de leurs idéaux, de leurs aspirations, rappelle un autre géographe, Jean-Robert Pitte. Ils ne sont donc pas figés puisqu'ils restent des lieux habités par les hommes, mais ils ne sont pas non plus un simple matériau à la disposition des vivants. Avant d'enseigner à nos enfants les gestes du tri sélectif, ce sont ces dispositions qui font la noblesse de l'homme, qu'il convient d'éduquer, de former, de cultiver ; elles seules permettent de rompre avec la logique consumériste, productiviste qui a conduit à la dévastation de la Terre.

Il n'y aura pas d'écologie véritable sans changement d'anthropologie et de philosophie. Il faut remettre l'homme à sa place, ce qui ne signifie pas, contrairement à la funeste bataille menée par les antispécistes, le rabaisser au rang de simple vivant, mais le décentrer, et le rappeler à ce qui le distingue d'entre tous les vivants, la responsabilité : l'homme a à répondre de ce qui est confié à ses soins. Et ce qui est confié à ses soins, ce n'est pas la terre, ce n'est pas la planète, c'est ce lieu-ci, qu'il habite – sur ce thème, il faut lire le dernier essai d'Alain Finkielkraut *À la première personne*, et tout particulièrement le chapitre significativement intitulé « Amor Mundi ».

Le grand paradoxe de notre présent, et spécialement dans cette affaire des éoliennes, est que ce sont les écologistes qui continuent de se comporter en « maîtres et possesseurs de la nature », autrement dit, selon le credo de la modernité technicienne, hautement compromis dans la dévastation de la Terre. La France ne leur est qu'un vaste terrain à conquérir, dans une indifférence parfaite à sa physionomie propre et historiquement constituée. Autre ironie de l'histoire, ou plutôt preuve de l'inconsistance et de l'immaturité de l'écologie officielle, c'est elle qui, mettant ses pas dans la logique toute moderne de l'arraisonnement amplement incriminée dans la destruction de la planète, somme le vent, ce fripon qui ne servait à rien sinon à soulever les jupons, de justifier son existence, de rendre raison de son être, en produisant de l'électricité pour les hommes.

Pour que le Beau redevienne une cause commune

Par trop subjective, par trop relative, la beauté ne saurait être un critère, nous répond-on. Ce Pont aux ânes qui permet d'écarter le souci du Beau du débat public ne doit pas demeurer sans réponse. Le Beau, nous dit-on, ne serait que dans l'œil du spectateur – Heidegger date de l'apparition du mot « esthétique », aux alentours du XVIII^e siècle, le commencement du processus de subjectivisation. Pourtant, que chacun consulte sa propre expérience : le sujet n'y a pas la préséance. C'est cette prairie d'un vert inimitable, cette lande couverte de bruyères, ces notes de Schubert qui vous possèdent et vous font vous exclamer : « Que c'est beau ! » Ensuite, qu'en matière esthétique nous soyons forcés de constater, avec Roland Barthes, que « la vie est ainsi faite, à coups

de petites solitudes » n'autorise pas à tenir l'expérience du Beau pour idiosyncrasique. Dans l'expression du sentiment du Beau, il y a une postulation à l'universel, qui n'a rien de vain, ainsi que l'a établi Kant : quand je dis « c'est beau ! », je postule que tout homme, qu'il soit d'ici ou d'ailleurs, de maintenant, d'hier ou de demain, doit partager mon jugement. Et c'est bien pourquoi de nos jugements esthétiques, nous discutons et disputons volontiers. En ce qui concerne les paysages et leur beauté, il est en outre difficile de contester à la France sa prétention à l'universel.

Voici quatre ou cinq décennies que nous portons atteinte à la beauté, au sens du Beau, et plus largement à la sensibilité. Ce ne sont pas seulement les facultés intellectuelles qui ont été mises à mal depuis les années 1960-1970, c'est aussi, et d'abord peut-être, l'expérience sensible. Ce qui nous perd aujourd'hui, ce n'est pas la sensibilité, c'est le sentimentalisme.

La logique fonctionnelle, utilitariste, a conduit à dégrader les lieux sans le moindre scrupule et donc à condamner les hommes à vivre dans une « France moche ». Elle se conjugue à un mal plus grave encore, car plus difficile à combattre, l'esprit du relativisme, le refus de transmettre des normes, corrélé au dogme d'un enfant que toute éducation menace de « formater ». Les adultes se sont ainsi retirés, abandonnant leurs progénitures à l'industrie culturelle et à l'industrie tout court. Et c'est ainsi que l'œil, l'ouïe, le toucher, l'odorat, le goût (que l'industrie alimentaire a abâtardi), tous nos sens ont été altérés, dégradés, barbarisés au fil des dernières années sans rencontrer beaucoup d'objections. Une France fidèle à sa réputation de sentinelle de la beauté n'eût pas seulement sauvé ses paysages. Une oreille formée au « sentiment de la langue » (Richard Millet), rendue attentive aux « délicatesses » du français (Renaud Camus) ne saurait admettre les sempiternelles atteintes qui lui sont portées. La langue, et singulièrement la langue française, est une affaire d'ouïe, relisons Boileau : « *Le vers le mieux rempli, la plus noble pensée / ne peut plaire à l'esprit quand l'oreille est blessée* » et l'oreille est blessée par la féminisation de la langue, par les discours soumis aux diktats de l'inclusion, par l'offensive des « impacter », des « en capacité de ».

Certains lecteurs m'objecteront que le combat de Fabrice Nicolino contre les pesticides de synthèse est la preuve que l'on peut, et massivement, mobiliser sous la bannière de la beauté – en l'occurrence, celle des coquelicots : « *Nous ne reconnaissons plus notre pays. La France est défigurée. [...] Rendez-nous la beauté du monde !* » *Télérama*, Anne Hidalgo, des animateurs d'émissions télévisées, des acteurs, des chanteurs, Greenpeace, bref tout le gratin de la gauche culturelle a signé son manifeste, mais c'est vainement que vous les solliciterez contre les éoliennes – mon courrier à Fabrice Nicolino est demeuré sans réponse. La raison en est simple. Ce n'est pas la beauté qui les tourmente



Un paysage français : le village de Rocamadour, étape du chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle.

(la signature d'Anne Hidalgo devrait suffire à en éveiller le soupçon), mais bien les habits du révolté, de l'anti-capitaliste dans lesquels le combat contre Monsanto ou Bayer leur permet de se draper. Dans l'affaire des éoliennes, les puissants industriels qui sont les grands bénéficiaires de cette gabegie reçoivent l'onction des écologistes.

Contre ce congé donné aux sens, et l'offense faite au vocabulaire de notre sensibilité, plaïdons la cause de la beauté et de l'expérience sensible. Ce combat n'a rien de futile, l'humanité de l'homme est en jeu. Citons une dernière fois Jean Giono : « *La beauté est la charpente de l'âme. Sans elle, demain, l'homme se suicidera dans les palais de sa vie automatique.* » •

1. Titre du livre de Georges Pillement, « Les cahiers de l'écologie », *Entente*, 1976.
2. Monique Sicard, « Impressions ferroviaires », in *À la française*, revue *Médium*, avril-juin 2017, p. 172-173
3. *Éoliennes : chronique d'un naufrage annoncé*, Perrin, 2020 et *Éoliennes : la face noire de la transition écologique*, Le Rocher, 2019.
4. Loi Essoc, août 2018 ; loi Elan, novembre 2018 ; décret Lecornu, novembre 2018 ; décret de Rugy, décembre 2018.

ENCORE UNE MINUTE,

Monsieur le président de la République,

Le 14 janvier dernier, participant à une table ronde à Pau sur l'« écologie dans nos territoires », vous avez déclaré : « *Le consensus sur l'éolien est nettement en train de s'affaiblir dans notre pays. [...] De plus en plus de gens [...], qui considèrent que leur paysage est dégradé, ne veulent plus voir de l'éolien près de chez eux. Il ne faut pas l'imposer d'en haut.* »

Quiconque en effet traverse la France en est le témoin : partout se dressent des éoliennes, ces pylônes aux pales gigantesques, vrombissants, clignotants nuit et jour. Les plaines céréalières, les collines provençales, les rivages des océans, aucun arpent de terre ni de mer n'est à l'abri.

Objets industriels, fabriquées en série, elles uniformisent un pays distingué d'entre tous pour la diversité, la variété, la beauté de ses paysages. Hors d'échelle, ces turbines accaparent la vue, écrasent ce qui les entoure.

Turbines, en effet, aérogénérateurs plus rigoureusement, les éoliennes n'ont rien de bucolique, rien de pastoral.

Notre œil est blessé, notre sensibilité affectée, notre sens du beau offensé. Entre 7 000 et 8 000 aérogénérateurs aujourd'hui, 25 000 en 2025. « *D'ici dix ou quinze ans, notre pays aura changé de visage* », prévient Alexandre Gady, le président de la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France. Se soucier du visage de la France, n'est-ce pas une des prérogatives, une des plus

nobles prérogatives du politique ?

Et puis, vous nous l'accorderez, il est pour le moins paradoxal de se comporter en « maître et possesseur de la nature » – ce credo de la modernité compromis dans la dévastation de la terre –, lorsque l'on entend, comme vous le faites tous, agir au nom de l'écologie.

Dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, on veut asseoir dans l'opinion l'idée que *le salut de la planète* passera par l'implantation d'éoliennes. Or, si la cause est juste, impérieuse même, les éoliennes ne feront rien à l'affaire. Pour une raison très simple : notre production d'électricité est pour l'essentiel d'origine nucléaire et, s'il présente bien des inconvénients, le nucléaire ne produit pas de gaz carbonique. « *C'est grâce au nucléaire que la France est un des pays les plus décarbonés au monde* », rappelez-vous dans *Le Monde* en juillet 2015.

Quant à remplacer le nucléaire, la chose ne saurait être envisagée, sauf à rouvrir des usines à charbon ou à pétrole. La production d'électricité des éoliennes est si intermittente, si aléatoire qu'aucun pays ne saurait raisonnablement y gager son indépendance énergétique – jusqu'à nouvel ordre, les hommes ne sont pas en mesure de commander les caprices des vents.

De plus, la réalité est beaucoup moins souriante et écologique que les discours officiels veulent nous le faire accroire : bétonnage des sols, matériaux de construction des aéro-

MONSIEUR LE PRÉSIDENT

générateurs essentiellement non recyclables, redoutable mortalité des oiseaux qui viennent se fracasser contre les hélices, perturbation des circuits de migration, brouillage des ondes qui désoriente les chauves-souris, ronronnement continu, gabegie financière – les éoliennes ne vivant quasiment que de subventions publiques –, durée de vie extrêmement courte, entre quinze et vingt ans, le démantèlement s'avérant si onéreux qu'elles restent en place, finissant par constituer de véritables cimetières de pylônes rouillés.

Enfin, l'implantation de l'éolien se fait *contre* la volonté des populations. La

résistance est vive en effet : 70 % des projets sont contestés. Longtemps impatienté par ces résistances, vous avez fait adopter de nombreux textes visant à « *assouplir la procédure* », autrement dit à contourner les oppositions. Puis le mouvement des gilets jaunes est passé par là. Vous nous avez dit qu'il vous avait changé. Les propos que vous avez tenus à Pau en portent la promesse. Vous avez une belle occasion de démontrer dans les faits que vous ne gouvernez plus contre cette France périphérique longtemps oubliée. Alors, mettez un terme à l'implantation des éoliennes, qui concerne et chagrine au premier chef cette France rurale dont vous faites si grand cas. •

Bérénice Levet
philosophe

Jean Clair
conservateur, ex-directeur
du musée Picasso, essayiste

Patrice Gueniffey
historien

Jean-Pierre Le Goff
sociologue

Stéphane Bern
animateur télévision
et radio, écrivain

Alain Finkielkraut
philosophe

Benoît Duteurtre
musicologue, écrivain,
essayiste

Yves Michaud
philosophe

Pascal Vinardel
peintre

Paul Thibaud
ex-directeur de
la revue *Esprit*

L'EXODE URBAIN

Par Renaud Camus



© Biosphoto / H. Rigel / AFP

La cité du Wiesberg à Forbach (Moselle), 2005.

Sous pression démographique, nos campagnes se font coloniser par la ville. Jusqu'à perdre leur âme et leur beauté pétrie de vide en devenant des banlieues. Voir des bidonvilles.

Les mots en *age* sont les plus beaux, avec leurs longs *a* semblables à des soirs d'été, dans la Marche ou le Gévaudan. Il faut y mettre toute la bouche, la langue et surtout la mâchoire : *visaaage, langaaage, paysaaage*. On aimerait être au paysage, ce qu'est au visage Lévinas. D'ailleurs le paysage n'est-il pas le visage d'un pays, d'une province, des saisons de la vie ? C'est lui dont on se rappelle dans la nostalgie d'une époque, d'une civilisation, d'un voyage ; lui qui nous échappe comme un sens.

Deux amours sont fatalement malheureuses aujourd'hui : du paysage et du langage. Toutes deux ne sont que trahisons, mauvais coups, dérobades, cuirs, mots pour un autre, platitudes, vexations, stabulations, chagrins. Et plus on aime plus on souffre, naturellement. C'est à cela qu'on reconnaît les faux amoureux, qui sont l'immense majorité : eux *ne souffrent pas*. S'ils n'étaient pas majoritaires, les paysages ne seraient pas à ce point massacrés.

La France n'a pas de culture du paysage, autant dire qu'elle n'en a pas d'amour. Elle n'en a que des théoriciens, qui sont à peu près le contraire. Il en va d'eux comme des théoriciens du langage, ou comme des experts en identité nationale : ils expliquent que tout va très bien, que même ça n'a jamais été si bien ; que tout ça est dans votre tête ; et que si désastre il y a, il n'est que d'apprendre à l'aimer pour le renverser en apothéose.

Je ne connais pour ma part que deux cultures du paysage : l'Angleterre et le Japon (où je ne suis jamais allé). L'absence de ces cultures ailleurs n'est pas une preuve d'incivilisation. L'Italie n'a aucune culture du paysage (sauf dans les tableaux). Elle est encore plus massacrée que la France. Au demeurant, il paraît que le Japon l'est aussi.

Libertés individuelles et paysage ont le même ennemi. Ce que j'ai vu leur être le plus fatal, au cours de ma vie (de sorte qu'on ne pourra pas venir me dire, comme d'habitude, que j'idéalise un passé fantasmé...), →



Tronçon de l'autoroute A10, dans l'Eure-et-Loir.

c'est la croissance démographique (et sans doute la croissance tout court). La France et l'Europe subissent quatre colonisations superposées : par l'Afrique, migratoire ; par l'Amérique, culturelle ; par la petite bourgeoisie, déculturelle ; par le ciment, territoriale. En sa conquête, l'artificialisation va encore plus vite que l'islam – un département tous les sept ans, si j'en crois la formule consacrée.

Rien n'est plus faux que cette autre formule : la *désertification des campagnes*. Plût au Ciel que les campagnes se désertifiaient ! C'est tout le contraire : certes elles sont abandonnées du pouvoir remplaciste, qui a sur elles d'autres vues que de se ruiner à leur profit en écoles, gendarmeries, bureaux de poste, maternités, maisons de la presse et autres hôpitaux de proximité. Elles n'en deviennent pas moins de moins en moins désertes, c'est-à-dire de moins en moins *campagnes*. Comme le paysage, avec lequel elles ont tendance à se confondre, et comme la patrie, dont elles ont été l'âme, elles sont détruites à petit feu par le mitage : l'installation à marches forcées, en leur sein, d'enclaves et d'éléments qui leur sont étrangers, voies rapides, ronds-points, hangars, petites usines, centres commerciaux, centres de loisirs, garages, cimetières de voitures, zones artisanales, pylônes et bien sûr éoliennes. J'ai longtemps soutenu que l'agriculture était le dernier champ à s'industrialiser. Je me trompais : c'est l'homme.

J'aimais parler aussi de *banlocalisation*, pour la

campagne et son devenir-banlieue. Le mot n'est pas joli, et surtout, m'a-t-on fait remarquer, il procède d'une grossière erreur d'étymologie : *lieu* dans banlieue n'est pas le lieu, *locus*, mais la lieue, *leuga* ; et mieux vaut dire dès lors *banleugalisation*. Hélas, entre-temps, ce n'était plus *banlieue* que devenait le monde, mais bidonville. Le bidonville est l'horizon indépassable du remplacisme global. Dans l'univers bidon du *faussel*, le réel faux, le réel de substitution, il dresse ses usines aux mille veaux et ses fabriques à homme parmi les champs d'épandage et les terrains vagues de la violence hébétée, pour la fabrication de l'être liquéfié de la société liquide, cf. Baumann, destiné aux bidons de l'interchangeabilité générale (pour ne pas dire à la liquidation). *It's closing time in the gardens of the West* – on a tort de ne pas pousser jusqu'au bout, en général, cette citation rituelle de Cyril Connolly : « [...] et à partir de maintenant un artiste ne sera plus jugé que par la résonnance de sa solitude ou la qualité de son désespoir. »

... À moins que *solitude*, *solitude*, ce ne soit précisément ce dont l'homme est spolié – et de son désespoir par la même occasion, quelle qu'en puisse être la qualité. Toutes les générations avant les nôtres avaient derrière elles la nature, quand elles devaient affronter le malheur, la tragédie, la misère, la trahison, l'ennui, le déshonneur, le ridicule ou le dégoût. On pouvait toujours s'enfoncer dans le paysage, s'y fondre. Il y avait la campagne, les champs, les chemins, les forêts, les sources, les nymphes, les faunes et les sommets, où plus

présents sont les dieux, nous assure Hölderlin. Pour nous rien de pareil. Nous nous battons dos au mur et sommes faits comme des rats. À l'homme du bidonville global, ce qui fait le plus gravement défaut, c'est le défaut, le vide, sa propre absence. Non seulement a sonné l'heure de la fermeture, dans les jardins de l'Ouest, mais ces jardins sont lotis, leurs murs abattus, goudronnées les allées qu'il en reste et dotées d'affreux lampadaires, qui empêchent de voir les étoiles. Comme l'Europe, comme l'université, comme le mariage ou les musées, ils sont cette chose atroce et qui prélude toujours à la mort, pour tout ce qui est précieux : *ouverts à tous* – y compris et surtout à ceux qui n'éprouvent pour eux nul désir et aucun besoin, sinon de les gâcher pour ceux qui les aimaient.

L'art, curieusement, résiste un peu moins mal que la nature, la ville que la campagne, l'architecture que la Création. Le centre des villes, surtout celles qui sont traditionnellement bien repérées pour leur beauté, est moins abîmé que les campagnes, les montagnes, les rivages. Le cœur des grandes capitales est certes gravement affecté par les changements de peuple et de civilisation, le tourisme de masse, la sursignalisation, la commercialisation, la prolétarianisation générale et la croissante saleté, mais il n'est pas compromis dans son être même comme le paysage, qui n'est jamais autant lui-même que malaxé d'absence, habité d'inintervention, pétri de vide – tous biens gravement menacés par le sinistre *aménagement*.

Certes, je ne confonds pas le paysage et la campagne, ni la campagne avec la nature. Je sais qu'on peut parler de *paysages urbains*, et même de paysages intérieurs, qui toutefois ne sont pas exactement notre sujet. Il reste qu'on va vers un broyage, comme pour tout le reste : une indifférenciation, une fusion entre ville et campagne, dont répond assez bien la croissante abstraction des noms, déshistoricisés : déjà il était fort abusif que Le Puy ou Moulins fussent en « Auvergne », mais à présent c'est Grenoble qui l'est aussi, dans beaucoup d'esprits, ce qui confine à l'absurde, pour ne pas dire au criminel. Aubusson est dans la même région que Saint-Jean-de-Luz. Autant dire que *région* n'a plus le moindre sens, dont déjà il avait beaucoup moins que *province*. On conçoit que les gestionnaires d'avocratiques du parc humain aient recours désormais au ridicule *territoires*, *les territoires*, qui a au moins le mérite de désigner clairement un mode d'administration des espaces nationaux comme gestion des stocks, management financier des avoirs fonciers.

Ce qui sans doute a le plus défiguré, et très littéralement, la France, ou du moins son patrimoine bâti, durant le dernier demi-siècle, c'est l'arrachement des enduits, la *Grande Pelade*, qui non seulement a donné des airs de maisons neuves, autant dire de vieilles peaux, à des édifices dont tout le mérite était d'être anciens, et de porter la trace du passage du temps ; mais

qui rendait totalement inintelligible la grammaire et la langue même de l'architecture vernaculaire traditionnelle, en abolissant la distinction essentielle entre crépi et pierre de taille, fond et forme, prose et poésie, façades et ornements, murs pleins et portes et fenêtres. Rien ne se construisant plus en pierre, la pierre devenait un élément de richesse à exposer, même là où elle avait toujours été cachée. L'intéressant, conceptuellement, et même ontologiquement, est que la destruction d'une authenticité (les enduits, l'histoire, la volonté des bâtisseurs, les couleurs du temps) s'opérait au nom d'un autre (celle du matériau, qu'on décidait de mettre à nu, brechtienement). Or c'est là la structure de la plupart des destructions contemporaines, tout étant aboli par excès de soi-même : le droit par la loi, la nation par ses « valeurs », la démocratie par l'égalité, l'école par la pédagogie, la culture par le culturel, la famille par la familiarité, la féminité par le féminisme, etc.

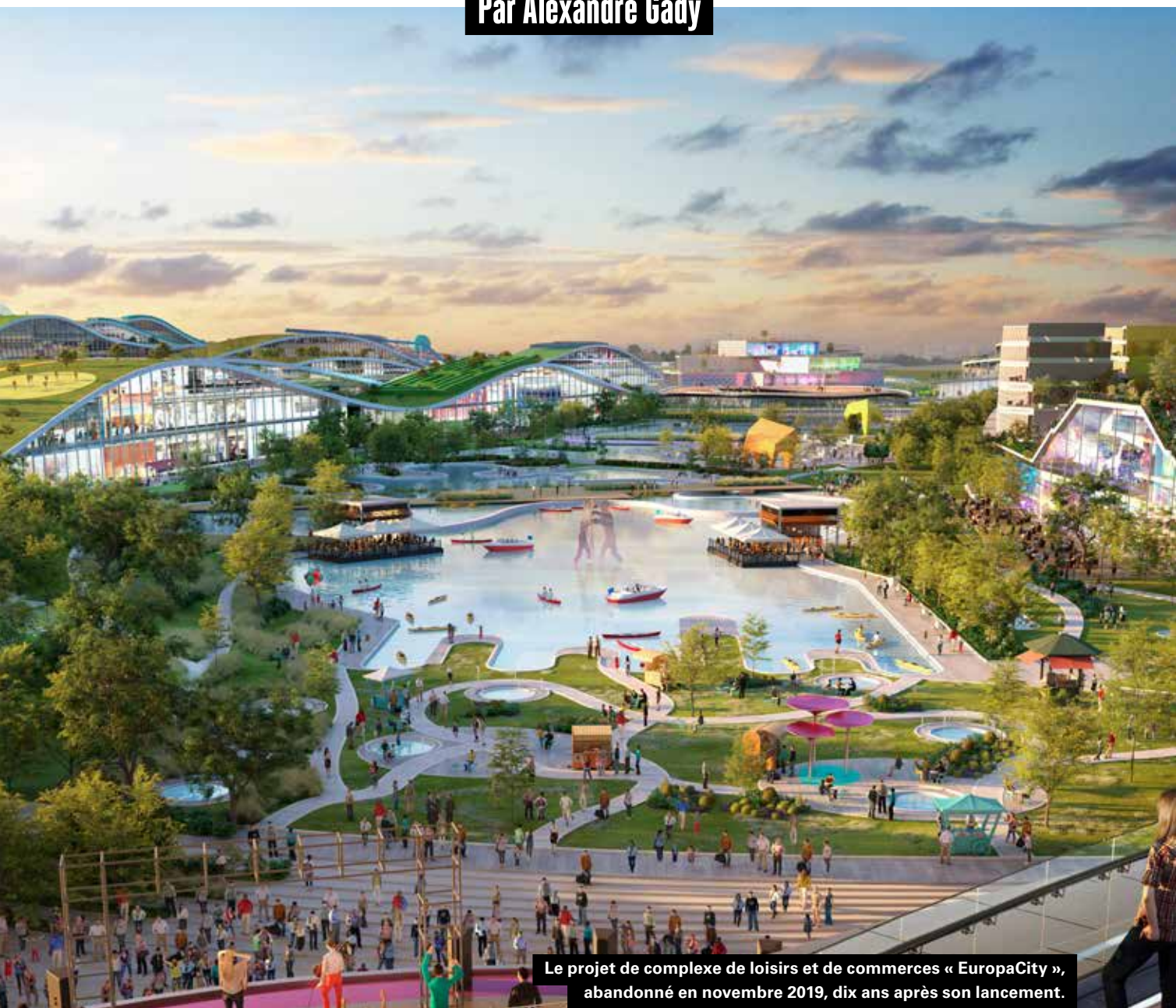
Aujourd'hui, selon une structure assez semblable (le bien comme fourrier du mal, plus que le mal), c'est plutôt l'écologie, hélas, qui s'attaque aux façades et donc aux visages, ceux des maisons et ceux du pays, les paysages. Par une conception tout utilitaire d'elle-même, et donc autocontradictoire, elle impose partout d'affreuses huisseries censées être seules isolantes, de hideux fenestragés à un seul pan de verre, qui traitent les ouvertures comme si elles ne faisaient pas partie des édifices, comme si elles y étaient une parenthèse sans importance stylistique, alors qu'elles occupent une part considérable de leur surface dressée.

Mais ce sont évidemment les éoliennes qui sont dans le paysage la plus grave des contradictions de l'écologie, qui pour son malheur et le nôtre n'en manque pas, Dieu sait. Déjà il est absurde, évidemment, d'élaborer pour sauver la Terre toute sorte de politiques savantes et très légitimes sans se soucier de la croissance démographique, qui les rend lettre morte avant leur première once de réalisation. Il n'est pas moins vain de prétendre se soucier de biodiversité en excluant l'espèce humaine, ses cultures, ses civilisations, et en faisant tout, au contraire, pour qu'elles soient bien broyées au profit de la seule MHI (Matière Humaine Indifférenciée), ses industries de l'homme, son Nutella humain, son surimi posthumanitaire.

De ces contradictions létales les éoliennes sont le symbole absolu, mais un symbole qui pèse de tout son poids. À quoi bon sauver la Terre, en effet, si c'est pour la rendre odieuse, horrible, désespérante, inhabitable ? Si c'est pour placer la vie en tous lieux sous le signe formidable des maîtres, l'utilité (prétendue), le profit, la bêtise, la laideur, la méchanceté, la haine de l'espèce ? À l'homme on a déjà volé la campagne, le silence, la nuit : faut-il qu'on lui dérobe encore le Ciel, pour mieux lui signifier sa finitude, passe encore, son aliénation, sa captivité, mais surtout son définitif retranchement des dieux ? •

DÉFENSEURS DE TOUS LES PAYSAGES, UNISSEZ-VOUS !

Par Alexandre Gady



Le projet de complexe de loisirs et de commerces « EuropaCity », abandonné en novembre 2019, dix ans après son lancement.

Avec ses discours apocalyptiques et techniciens, l'écologie moderne ne prend jamais en compte la beauté des paysages. Pourtant, les combats pour la préservation des patrimoines et de la nature ne devraient faire qu'un.

© AFP

« **É**toile de la mer, voici la lourde nappe,
Et la profonde houle et l'océan des blés,
Et la mouvante écume et nos greniers comblés,
Voici votre regard sur cette immense chape. [...] Deux mille ans de labeur ont fait de cette terre
Un réservoir sans fin pour les âges nouveaux.
Mille ans de votre grâce ont fait de ces travaux
Un reposoir sans fin pour l'âme solitaire. »

Dans son célèbre poème à Notre-Dame de Chartres, où se mêlent les blés de la Beauce, les pierres immobiles et les pèlerins rompus, Péguy a certes chanté une France éternelle, mais surtout mis en mot les émotions que chacun peut ressentir devant un paysage, un champ ou un bois. Il est loisible, sans doute, de trouver vieillis ces vers ciselés d'il y a un siècle, mais ce qui frappe surtout, c'est combien leur message nous est devenu étranger : le paysage était alors perçu comme un élément de civilisation, humaine et spirituelle, un facteur de beauté enveloppant toute la société des hommes sous un ciel habité. Aujourd'hui, il tend à n'être plus qu'une somme de bilans chiffrés et d'analyses phytosanitaires, pris sous une épaisse couche de fumée toxique.

Un des paradoxes les plus étranges de l'écologie moderne est ainsi sa capacité à ne jamais prendre en compte la beauté des paysages. De parler à longueur de journée du réchauffement climatique, avec sa litanie de catastrophes inévitables-si-on-ne-fait-rien ; d'horribles pesticides qui nous empoisonnent lentement ; de la biodiversité qui s'appauvrit forcément ; et en général de pollutions toutes plus terrifiantes les unes que les autres. Mais de beauté, point. Ce discours eschatologique angoisse les habitants d'une planète-déjà-condamnée, tandis que de nouveaux Savonarole nous assomment quotidiennement de procès en comportement éco-irresponsable : le consommateur qui ose occuper la Terre doit se repentir, spécialement s'il est un Occidental. Mais de beauté, toujours point.

On ne niera pas qu'il faille manger sainement, boire une eau propre et respirer un air pur. On souhaite même que toute l'humanité pourra en profiter à bas prix, sans que cela crée des inégalités insupportables entre les peuples. Mais ne peut-on aussi parler de la beauté du monde ? Ne peut-on dire que c'est aussi cela que nous voulons sauvegarder et transmettre ? Que nous sommes certes des animaux, avec des besoins primaires, mais aussi, et avant tout, des êtres doués de sensibilité, ayant une capacité à faire silence ou à pleurer devant la douce beauté d'un paysage ? Décidément, l'écologie technicienne rabaisse trop notre humanité. Ce paradoxe aboutit à une conséquence inattendue : les défenseurs du patrimoine, qui le sont aussi des paysages, n'ont rien à dire aux défenseurs de la nature et vice versa. Il y a là une question culturelle, dont on peut faire l'histoire, en rappelant que ce sont pourtant les premiers, et de longue date, qui ont préservé la nature via les paysages.

Protéger

Ainsi, la première forêt préservée en France, celle de Fontainebleau, l'a été comme « réserve artistique » (1861). Et la défense des paysages est née plus tard, quand les premières atteintes aux horizons immuables d'une France rurale millénaire ont commencé à se faire sentir. Lorsque la Société pour la protection des paysages de France a été créée en 1901, au lendemain même du vote de la loi sur les associations, c'était bien dans le but de préserver les paysages de toujours des menaces de l'industrie, notamment hydroélectrique. Le premier combat de ces bourgeois esthètes, emmené par un député chartiste, Charles Beauquier, fut livré en Franche-Comté, dans le pays de Courbet – toujours la peinture compagne du paysage –, et il fut gagné : les gorges du Lison sont aujourd'hui préservées et protégées. Car en 1906, on en passa par une loi, la première dans notre droit, qui instituait un système de protection des paysages, calqué sur celui, déjà éprouvé, des Monuments historiques. Il s'agissait d'empêcher qu'on dénature, qu'on balafre, qu'on dérange la beauté héritée de nos paysages. Le législateur devait reprendre et affiner son texte, et c'est ainsi que la France dispose depuis 1930 d'une remarquable loi sur les sites, qui envisage aussi bien d'ailleurs de protéger la nature que l'urbain, sur des échelles inédites et suivant des critères historiques, esthétiques, scientifiques ou pittoresques. La France compte ainsi quelques dizaines de milliers de kilomètres carrés de son territoire inscrits ou classés au titre des sites, et donc protégés et surveillés.

Ce constat est encore valable pour l'après-guerre, la défense des paysages se poursuivant sans passer non plus par l'écologie politique alors balbutiante. Ainsi, les réserves naturelles ont été créées en 1957 en complément de la loi de 1930. On doit au général de Gaulle la création, dix ans plus tard, des « parcs naturels régionaux » ; à Georges Pompidou le bétonneur, la création d'un ministère de l'Environnement, donné à un normalien lettré, Robert Poujade (1971) ; et à Valéry Giscard d'Estaing, l'homme du nucléaire, l'admirable Conservatoire du littoral, qui achète méthodiquement des terres de bord de mer pour les arracher à la rapacité immobilière (1975). Car si personne ne sait définir la beauté ni n'ose même s'y référer, la carte des prix de l'immobilier de luxe a moins de pudeur : elle recouvre très précisément celle des plus beaux paysages de France. On aura beau dire et beau faire, le mètre carré est plus cher dans le Lubéron que dans la banlieue de Maubeuge.

Cette philosophie a été à l'œuvre jusqu'à l'apparition de l'écologie politique, dans les années 1960, concomitamment aux dégâts de la société de l'hyperconsommation et des Trente Glorieuses, qui ont pollué et bétonné à tour de bras. Tandis que les défenseurs des paysages restaient attachés à la beauté du monde, les nouveaux défenseurs de la nature attiraient l'attention sur des questions techniques, sanitaires, et les ont proje- →

tées de manière philosophique, puis politique dans l'espace public. Saluons leur lucidité, leur sens de l'urgence, leur compréhension d'échelle nouvelle. Leurs combats ont marqué la société tout entière, dont ils défiaient les imperturbables logiques de production et de bétonnage : on se souvient du plateau du Larzac, sauvé par François Mitterrand ; on se souviendra de Notre-Dame des Landes, dernier avatar de la modernité glorieuse, projet absurde arrêté par Emmanuel Macron. Dans ces deux dossiers cependant, on note qu'il ne fut jamais question que d'urgence écologique.

Mais la beauté ? Avec le relativisme qui a sévi à la fin du xx^e siècle, elle a été chassée des discours et rangée au placard du vieux monde bourgeois. L'émotion a fait place à la militance, la sensibilité à l'invective, la spiritualité au pourcentage. Et tandis que les défenseurs du patrimoine restaient cantonnés au monde associatif, peinant à intéresser les élus, les écologistes ont réussi à percer politiquement, avec des épisodes certes chaotiques à répétition, mais tout de même. Désormais, pour sauver un paysage historique d'une bretelle d'autoroute plus ou moins utile, mieux vaut qu'il y ait sur son tracé une famille de batraciens rares qu'une église romane...

La contradiction suprême entre ces deux mondes pourtant faits pour s'entendre, mais qui ne se parlent guère, s'incarne, si l'on ose dire, dans la question éolienne : tristes totems politiques, ces aérogénérateurs industriels, cachés derrière leur joli masque sémantique, sont devenus un sujet tabou, quand bien même personne n'ignore leur nuisance et leur inefficacité absolue en terme écologique (voir ici l'article de Bérénice Levet). Contradiction, ou plutôt schizophrénie, que vit intensément le ministère de l'Écologie, où le bureau des sites assure la protection et la gestion de pans entiers du territoire national, tandis que la même administration, à quelques couloirs de là, fait la promotion enragée des éoliennes, y compris dans des zones sensibles et des parcs naturels ! Pour éviter cette situation, il aurait fallu que la France ne sépare pas patrimoine et paysages en deux ministères et deux administrations, et qu'au contraire, elle maintienne ensemble ce qui a été consubstantiellement conçu.

Soustraire

Toutes les lois et règlements inventés depuis 1901, et que complètent les lois Littoral et Montagne (1986 et 1985), ont abouti, exactement comme dans le système des Monuments historiques, à sortir du droit commun et du sacro-saint *imperium* du droit de propriété, c'est-à-dire à éloigner la « main invisible » de tout un pan du territoire, au nom de la beauté et désormais de la préservation de la nature. Cette main invisible n'aime pas qu'on la force, préférant bétonner sans entrave : elle est un rapace qui n'a pas besoin de protection... Voilà pourquoi ce dispositif législatif et réglementaire est fragile, et sans cesse remis en cause – pensons aux attaques récurrentes contre la loi Littoral. Et pendant que la petite Greta vogue entre Vieux

et Nouveau Mondes et amuse la galerie, promoteurs et lotisseurs s'activent dans la coulisse à coup d'amendements et de lobbying.

La Macronie ne leur fait pas toujours mauvais accueil, comme le montrent certaines dispositions de la loi Elan de 2018 ou le décret, en cours, visant à déconcentrer la totalité des autorisations de travaux dans les sites classés, que M. de Rugy n'aura pas eu le temps de signer, homard oblige. Ce projet néfaste, combattu par tous les acteurs impliqués dans le processus des sites classés, vise officiellement, à « rapprocher la décision des territoires », une manière pudique de dire qu'on la met au plus près des intérêts, en se privant de l'appel à la Commission supérieure des sites ; détachée des contingences locales, celle-ci, depuis Paris, peut en effet plus facilement favoriser l'intérêt général, tout en maintenant une politique publique nationale du paysage protégé. Dans un cas particulier, il convient cependant de saluer l'action du gouvernement : l'affaire « Europa City », dont le nom commercial à l'anglo-saxonne habille une opération de bétonnage d'un des derniers lieux sauvages d'Île-de-France, le triangle de Gonesse derrière Roissy. Pas moins de 300 hectares de bonnes terres agricoles étaient menacés au profit d'un parc de loisirs, malgré une bataille médiatique et judiciaire intense depuis 2017. Cet équipement ludique, qui avait reçu le label « Grand Paris », a été arrêté avant que la fièvre immobilière dévastatrice ne le frappe.

Les défenseurs du patrimoine et ceux de la nature poursuivent à l'évidence le même but et doivent donc fraterniser plutôt que s'opposer. La situation est d'ailleurs heureusement en train d'évoluer. On l'a bien vu dans l'affaire de l'extension du stade de Roland-Garros dans le jardin des Serres d'Auteuil : ce lieu fragile, protégé au titre des Sites et des Monuments historiques, a été dévasté par la mairie de Paris, avec l'aide active du gouvernement Valls et du Conseil d'État, toujours docile aux puissants. Dans ce dossier douloureux, défenseurs du patrimoine et de la nature étaient unis. On l'a vu mieux encore dans le dossier de la vallée de Beynac, en Dordogne, où un élu local borné, M. Germinal Peiro, vivant encore dans les années 1970, a poursuivi un projet d'équipement lourd dans un site unique, projet que la justice a finalement annulé. Ici, la nature a été abîmée, la beauté sensible du grand paysage culturel amoindrie, l'intérêt général bafoué par un potentat minuscule.

Les deux combats pour la nature et le paysage culturel ne font évidemment qu'un, ontologiquement mais aussi parce que l'ennemi est partout le même : la bêtise, la cupidité, le conservatisme habillé d'un masque de modernité, la logique du « toujours plus » dans des lieux non renouvelables, parfois aussi, plus simplement, l'insensibilité à la beauté et à l'art muet des paysages. Il y a plus d'un demi-siècle, Jean Ferrat faisait écho à Péguy dans une de ses plus belles chansons, *La Montagne*. Défenseurs de tous les paysages, unissez-vous ! •

© AFP



La vallée de Beynac, en Dordogne : le projet de contournement routier de la commune de Beynac, qui risquait de défigurer la vallée, a été annulé par la justice en décembre 2019.

RONDS-POINTS DE L'ART OU DU COCHON ?

Par Pierre Lamalattie



Le rond-point de l'Espace dans la commune de La Haye-Fouassière (Loire-Atlantique), 2017.

Dans la France périurbaine, nombre de ronds-points abritent des œuvres d'art contemporain d'un goût douteux. Souvent kitsch et prétentieux, ces giratoires font regretter la statuaire III^e République qui embellissait la France.

Si un archéologue voulait, dans quelques siècles, aller à la découverte de l'art de notre temps, nul doute qu'il tomberait en premier lieu sur les ronds-points. En effet, sur les 60 000 ronds-points français, nombreux sont ceux à accueillir ce que l'on peine parfois à qualifier d'œuvre d'art. Ils ont fleuri depuis une trentaine d'années, remplaçant les carrefours à la papa, générateurs de chocs meurtriers. Pour la plupart, on peut parler de « giratoires » en raison de la priorité (anglaise) aux véhicules se trouvant déjà dans l'anneau. Les ronds-points constituent désormais

© AFP

un motif récurrent des paysages périurbains, au même titre que les hypermarchés et les zones pavillonnaires. La crise des gilets jaunes a montré qu'ils peuvent aussi servir de places publiques à la France périphérique.

Au milieu et à la vue de tous s'étend l'îlot central. La première option consiste à le « végétaliser ». Certains sont décorés dans la tradition des jardins municipaux, avec parterres d'œillet d'Inde et autres bégonias, dessinant parfois le nom d'une ville ou un cadran d'horloge. D'autres s'inspirent de tendances de l'art paysager comme le land art. En général, il faut reconnaître à ces giratoires verdis le bon goût de se faire oublier. C'est rarement le cas des ronds-points ayant des prétentions à s'inscrire dans l'art contemporain. Ils arborent alors souvent une froide monumentalité géométrique. Citons le pharaonique « Cadran solaire » de Perpignan dont la démesure aurait sans doute fait frémir les moustaches de Salvador Dalí, déjà enthousiaste pour la vaste gare. Même chose pour « L'Axe du monde » de Champs-sur-Marne. Il faut aussi évoquer l'étonnante « Place de la Révolution » à Blagnac qui instaure au milieu de nulle part une ambiance très Corée du Nord. Les stars de l'art contemporain sont mises à contribution ici et là. On trouve ainsi la trace d'artistes comme Richard Orlinski et Jean-Pierre Raynaud ou de l'architecte-designer Jean-Michel Willmotte, sans oublier, par endroits, l'érection d'un énième pouce de César.

Soucoupe volante, petits-beurre et muscadet

Beaucoup de ronds-points relèvent cependant d'une veine plus populaire. L'initiative émane d'élus, d'associations ou d'entreprises locales souhaitant adresser aux arrivants un message touristique-promotionnel. On glisse alors assez facilement dans le kitsch. Par exemple, à La Haye-Fouassière (Loire-Atlantique), des cosmonautes dans le style de *La Soupe aux choux* sortent d'une soucoupe volante pour accueillir les visiteurs, l'un avec un paquet de Petit Beurre Lu, l'autre avec une bouteille de muscadet. À Rugles (Eure), 16 clous géants symbolisent, paraît-il, les 16 communes du canton. À Saint-Amand-les-Eaux (Nord), on se retrouve face à une bouteille de la taille d'un château d'eau avec fontaine incorporée. Dans les régions viticoles, on aperçoit des grappes de raisin dont chaque grain est un tonneau. Ici, on croise des escargots en résine, là des oies, là encore des santons, des sirènes, des biches, des Goldorak, et même des donuts. Seule la taille requise semble écarter les nains de jardin. Que penser de cet art des ronds-points ? Les optimistes lui trouveront quelque chose de surréaliste. D'autres invoquent l'indulgence de rigueur pour la création populaire. Des photographes, enfin, en font le motif d'une vision mélancolique du périurbain, livrant de magnifiques clichés qui feraient presque aimer l'univers des giratoires¹. Cependant, pour apprécier cet art urbain à sa véritable valeur, il faut le comparer à celui d'autres époques.

C'était mieux avant !

Des travaux d'Hausmann à la veille de la guerre de 1914-1918, on crée ou remodèle à tour de bras de très nombreux quartiers des villes françaises. La nouvelle urbanisation produit énormément de carrefours, places, jardins et de ronds-points qui demandent à être décorés. Cette III^e République, dite « statuomane », érige partout des monuments et des sculptures qui célèbrent ses valeurs et ses grands hommes. Toutefois, une culture du préjugé à l'encontre du XIX^e s'est enracinée dans les mentalités. De plus, une bonne partie du patrimoine de cette époque a disparu. La moitié environ des bronzes de l'espace public ont été livrés aux Allemands par le régime de Vichy. Le bronze de Victor Hugo par Barrias, clou de l'Exposition universelle de 1900, a probablement fini en obus. Nombre de monuments sont aussi détruits ou diminués au cours du XX^e pour construire un parking, une ligne de métro ou, simplement, se débarrasser de vieilleries passées de mode. À Paris, place de la Nation, le groupe de Dalou était initialement installé au centre d'un plan d'eau où nageaient divers monstres et reptiles figurant les ennemis de la République. Lyrisme et drolatique formaient un mélange très républicain. À présent, le bronze est posé comme un gros étron sur une pelouse râpée, au milieu des buissons. Même chose à Lyon, place des Terreaux, où le « plasticien » Daniel Buren a désaxé et simplifié la grandiose fontaine de Bartholdi pour déployer une bétonisation sérielle qui flatte le sentiment de modernité des élus.

Cependant, il reste beaucoup de monuments du XIX^e, souvent réalisés avec une grande finesse. Le traitement du corps humain, et tout particulièrement du nu féminin, bénéficie d'une compréhension plus subtile, d'une exécution plus fluide qu'à aucune autre époque. Disons-le, le rapprochement entre l'art actuel des ronds-points et les monuments urbains de la III^e République est rarement en faveur de notre temps. La comparaison tourne même, bien souvent, au désastre. Une petite consolation cependant : l'un des ronds-points classés par les internautes dans le tiercé gagnant des plus laids vient de disparaître. Implantée à Châtelleraut, cette sculpture représentait une main jaune de 24 mètres de haut laissant dégringoler une ribambelle de voitures noires, en hommage à la vocation automobile de la région. De loin, on y voyait plutôt un chapelet de boudins. Fin 2018, des gilets jaunes occupent le rond-point et y installent des braseros. Le feu prend et détruit tout. Peu après, une consultation locale est organisée pour décider de l'avenir du rond-point. La population a le choix entre une autre œuvre du même artiste, l'œuvre d'un autre artiste et un aménagement paysager supposé en rapport avec les aspirations écologiques des Châtellerautais. C'est cette troisième possibilité qui a été plébiscitée... •



Pour approfondir :
Éric Alonzo,
L'Architecture de la voie, Parenthèses,
2018.

1. Jean-Marie Donat, *La France des ronds-points*, Maison Cocorico, 2019.

L'ENFER, C'EST LES ZONES

Par Jérôme Leroy

Des hôtels sans nom ni réceptionniste trônent tristement au milieu des fast-foods et des parkings d'hypermarchés. Cette absence de paysage est le lot de nos zones commerciales en périphérie des villes.

Un jour ou l'autre, cela devait lui arriver.

Il venait d'ouvrir les yeux dans une chambre d'hôtel réduite à sa plus simple expression. Vraiment très simple. S'il y avait bien un écran plat sur le mur d'en face, la chambre était en revanche dépourvue de salle de bains et de toilettes, n'offrant qu'un simple lavabo. Il était manifestement dans un de ces hôtels low cost désormais présents dans toutes les périphéries. Des hôtels sans réceptionniste où le seul interlocuteur est une machine. Idéal pour les familles nombreuses sur la route des vacances et les couples adultères... Beaucoup moins quand il est impossible de se rappeler son propre nom et de se souvenir d'où on vient et où on va.

Avait-il roulé trop longtemps ? S'était-il trompé de direction sur l'autoroute et, épuisé, avait-il pris en désespoir de cause la première sortie ? Avait-il fait dans la nuit une sorte de micro-AVC qui l'avait rendu amnésique ou se remettait-il d'une cuite, bien qu'il ne ressente aucun des symptômes classiques de la gueule de bois ?

Il lui vint à l'esprit que lorsqu'on ne sait plus où on est, on ne sait plus qui on est. Ce n'était pas seulement parce qu'un examen rapide de sa veste lui avait fait comprendre qu'il avait perdu ses papiers et son smartphone, mais aussi et surtout parce que « *le territoire est synonyme d'identité. On parle souvent des racines d'ailleurs, pour référer à un individu, et le situer ainsi au milieu d'une tradition. Dis-moi d'où tu viens je te dirai qui tu es, en quelque sorte*¹. »

Il fouilla à nouveau dans sa veste à la recherche du reçu, il le trouva, mais à part un numéro qui correspondait au code pour ouvrir la porte de la chambre et un message de bienvenue mal imprimé, aucun indice géographique ne pouvait l'aider. Il eut un bref regret en songeant aux vrais hôtels, ces deux étoiles près des gares ou dans de petites rues tortueuses. Ces hôtels qui avaient encore cette chose si précieuse : un nom. Proust avait bien raison : « *Nom de pays : le nom. Nom de pays : le pays.* » S'il n'y avait plus de nom, il n'y avait plus de pays.

Oh, c'était des noms banals, pourtant : hôtel de la Gare, hôtel Terminus, hôtel de l'Évêché, hôtel de la Préfecture, mais au moins, c'étaient des noms, des noms qui renvoyaient à des lieux et là où il y avait des lieux, il y avait forcément des gens, des gens qui vivaient d'une vie encore un peu humaine : « *Dans les villes et les villages tels qu'ils se présentaient sous la Troisième République, [où] sont regroupés un certain nombre de cafés, d'hôtels et de commerces non loin de la place où se tient le marché quand la place de l'église et celle du marché ne se confondent pas.* »

Il alla à la fenêtre de sa chambre. Elle donnait sur le parking de l'hôtel. Il n'y avait que trois voitures mais, avec les plaques minéralogiques qui ne comportaient plus les numéros des départements, sauf dans un petit rectangle bleu où ils étaient à peine lisibles, comment savoir où il avait atterri ? Et encore, cela aurait-il suffi ? Il n'était pas dans un endroit où on vivait, mais simplement où on passait.

Il sortit et la première chose qu'il se dit, c'est qu'il n'y avait plus de paysage. On comprenait finalement ce qu'était un paysage quand le paysage n'existait plus. Tuiles ou ardoises, briques ou colombages, prairies ou causses, montagnes ou plaines ?

Ici, on entendait juste les voitures et les camions filer sur l'autoroute et autour de lui, ce n'était que de grands *parallélépipèdes* sans style. Seules les enseignes lui étaient connues : il y en avait une où l'on pouvait acheter des salons en cuir, une autre qui promettait tous les équipements imaginables s'il lui venait l'idée saugrenue de faire du sport, une autre encore où l'on pouvait monter soi-même du mobilier scandinave, car maintenant le consommateur devait tout faire lui-même y compris se servir son essence dans la station-service qui était visible à une centaine de mètres.



La zone commerciale de Plan de Campagne (Bouches-du-Rhône).

Et, trônant au milieu de cette architecture du néant, l'hypermarché et ses rangées de caddies.

Seuls les endroits où l'on pouvait se nourrir tentaient parfois de se distinguer. Il y avait ce restaurant de viandes grillées qui essayait dérisoirement de prendre des allures de ranch ou cet autre qui voulait ressembler à un pub irlandais, mais avait plutôt quelque chose d'un décor pour téléfilm à petit budget. Et puis, bien sûr, les fast-foods qui eux ne faisaient même pas l'effort de se distinguer puisqu'ils jouaient au contraire de leurs enseignes toutes identiques, que l'on soit du côté de Saint-Amand-Montrond ou sur les Champs-Élysées, comme d'un argument rassurant pour qui détestait la surprise et voulait que le *double cheese* ait le même goût de Dunkerque à Tamanrasset.

La peur de passer pour un fou le retenait de demander près de quelle ville on était aux rares êtres humains présents en cette heure matinale : deux vigiles, le chauffeur d'une arroseuse en gilet jaune, une fille fatiguée qui servait directement les automobilistes au comptoir d'un drive-in. Oui, c'était bel et bien dans une zone commerciale, « *où l'habitué des grandes surfaces, des distributeurs automatiques et des cartes de crédit renoue avec les*

gestes du commerce "à la muette", un monde ainsi promis à l'individualité solitaire, au passage, au provisoire, à l'éphémère. »

Il erra, perdu dans un décor à la fois étrange et familier, parce qu'il était démultiplié à des milliers d'exemplaires identiques à travers tout le vieux pays. Depuis combien de temps était-il impossible d'entrer dans la moindre ville française sans être obligé de passer par ces glaces sinistres qui les cernaient et les vampirisaient de plus en plus ? Surtout celles qui avaient naguère encore ce charme unique de ce qu'on appelait les « petites villes françaises », ces sous-préfectures qu'on découvrait comme par surprise au détour d'une colline, avec des remparts qui servaient pour les promenades dominicales ou pour les rendez-vous des premières amours.

Si ça se trouvait, il était mort et allait devoir rester là pour l'éternité afin d'expier tous ses péchés.

Alors, il murmura pour lui-même la seule conclusion possible : « L'enfer, c'est les zones. » •

¹ Les citations sont extraites de *Non-Lieux : introduction à une anthropologie de la surmodernité*, de Marc Augé, « La librairie du XXI^e siècle », Le Seuil, 1992.

HIDALGO, MAIRE INDIGNE

Par Marin de Viry



Benoît Duteurtre.

Anne Hidalgo désespère les amoureux de Paris. Au nom du Bien et du tourisme-roi, la maire pourrit la vie des piétons tout en laissant proliférer les rats. Benoît Duteurtre la croque avec drôlerie dans *Les Dents de la maire*.

Il y a un domaine où les intérêts de la personne et le politique, le ressenti individuel et l'espace commun, la vie quotidienne et les projets collectifs sont légitimement liés, c'est bien celui de la politique municipale. Une piscine, c'est à la fois des sensations, un bâtiment qui s'offre à la vue et une activité possible. Tous les jours, elle est là quand je me lève. Idem pour les lampadaires, les kiosques à journaux, les parcs, etc. C'est la matière où l'intérêt général se concentre le plus sur la recherche

© HANNAH ASSOLINE

du bien-être, où l'on est – ou devrait être – à hauteur d'habitant et non de citoyen, de Français, d'Européen. Mais par un chiasme bizarre, les politiques nationales semblent s'occuper des intérêts particuliers, et les maires des métropoles cultiver des grands desseins planétaires où l'on façonne le modèle du citoyen universel de la fin des temps.

Au total nous avons des politiques nationales guidées par un objectif sous-jacent de papouille individualisée, et des politiques municipales qui se déploient dans le ciel des principes. C'est aux conséquences de cette inconscience que Benoît Duteurtre s'attaque dans *Les Dents de la maire*, avec le sens du détail, le côté discrètement loufoque et la tonalité à la fois prophétique et quotidienne qui font le charme de cet auteur. On se souvient que dans un précédent ouvrage, *Le Retour du Général*, de Gaulle, qui avait fait semblant de mourir, revenait au pouvoir en raison des conséquences en chaîne de l'interdiction de la fabrication de la mayonnaise artisanale. Hélas, un tel retournement miraculeux n'aura pas lieu à Paris, et M^{me} Hidalgo sera probablement de nouveau maire avec, au premier tour, environ 25 % des voix d'un corps électoral réduit de moitié à cause du taux d'abstention des électeurs.

Avoir en tête un Parisien idéal produit une réalité auto-ritaire et désordonnée. Un maire est là pour régler mon cadre de vie, prendre soin de mon biotope en rendant mes promenades et mes déplacements faciles et agréables, pas pour m'enjoindre de danser dans ses happenings, de me conscientiser dans ses forums, d'orienter l'emploi de ma générosité selon des normes morales qui viennent de lui et non de moi, d'accueillir des Chinois dans l'enthousiasme, de sculpter le vent dans ses ateliers de créativité. Mon maire n'est pas ma mère, espérait Benoît Duteurtre. Malheureusement si, et il finira par en faire des cauchemars. Sous des dehors modérés et aux réveils de songes inquiétants, sa colère monte contre cette mère dénaturée, qui ne sait pas s'arrêter quand son amour pour son fils se transforme en passion dévorante, en désir de réforme, en phantasme de perfection, en revanche sur d'obscurs sentiments négatifs, le tout parfumé de noblesse d'âme et déguisé en projet politique. Description à laquelle Duteurtre rajoute une bonne dose de ce narcissisme de gauche enivré d'une générosité dont elle croit avoir le monopole, de cette com verbeuse à base de lexique « disruptif », et de diverses coquetteries progressistes qui ne sont supportables qu'à la condition d'avoir été préalablement rendu stupide par la propagande, il est vrai massive.

Au sein de la description complète qu'entreprend l'auteur du martyr à bas bruit subi par les Parisiens – crottes en croissance, rats en surface, obstacles en plastique vert installés pour l'éternité, explosion des publicités verticales pour des idées générales ou des sacs de faux luxe, courbe exponentielle des déchets, multiplication des coupures festives des voies de communication, gnan-

gnan LGBT+ sur les fresques des murs et sur les chaussées, signalétique gothique –, c'est la situation sur le trottoir et aux passages autrefois piétons qui nous semble la plus frappante, car la plus transformatrice des mentalités individuelles et collectives. Ce sont les piétons qui en bavent le plus, car on les met au défi de rester humains en les traitant très mal. Autrefois, c'était l'embouteillage vers la banlieue qui rendait idiot. Maintenant, c'est la circulation douce intra-muros. La bêtise était dans l'habitable, elle est désormais à ciel ouvert. On ne pourra pas dire qu'il n'y a plus de vie au cœur de la ville.

La communauté des piétons s'est délitée, segmentée en clans hostiles face à une menace extérieure permanente à laquelle elle n'a pas su répondre avec unité. Fondant comme des stukas sur une colonne de réfugiés, les vélos et les trotinettes les ont poussés à un sauve-qui-peut où chaque groupe défend sa peau. Il y a le piéton seul, qui doit devenir un virtuose du slalom et de l'évitement. Il y a le piéton accompagnant un enfant, un vieillard, ou une valise, qui gère les obstacles physiques mobiles et immobiles en manipulant la chose ou l'être accompagné en fonction de dangers soudains et permanents. Il y a le piéton en groupe de piétons, les plus faibles placés à l'extérieur du troupeau, destinés à être les premières victimes des engins qui le rasent et parfois le percutent. Les groupes de touristes en extase pilotée par des « tour-operators » tombent sous les coups des livreurs Uber Eats. Les mères de famille implorent pitié. Les plus faibles s'arrêtent brutalement en espérant être épargnés par le flot, comme des lapins sur l'autoroute. L'injure sourd des trottoirs. On ne pourra pas dire que le vivre-ensemble n'a pas progressé en intensité.

Il nous semble que la loi demande aux maires d'assurer la tranquillité et l'hygiène des habitants. Mais la Mairie de Paris fait comme tout le monde : elle s'en fout, de la loi. Elle en a une plus haute, qui est de s'inventer une mission reluisante, et de devenir, ce faisant, un grand problème de plus plutôt qu'une pourvoyeuse de solutions pensées. Son désir profond est d'imposer une contrainte pleurnicharde et vindicative qui ne sait qu'ajouter des gadgets tombés du ciel aux problèmes qu'elle ne voit pas, de s'ériger en obstacle et fier de l'être, en fausse victime dès qu'on lui fait la moindre remarque, en prêcheur envahissant, en fâcheux omnipotent qui se croit nécessaire, en poids, en entrave. Une nullité bruyante et encombrante : on retrouve bien un certain idéal de personnalité politique de notre temps. Avec Duteurtre, nous partageons cette découverte : nous vivons les premières années où nous nous disons qu'il faut s'évader régulièrement de cette ville. Pas pendant les pics de pollution, mais pendant les pics d'abstraction. Quand nous y revenons, nous avons le sentiment qu'elle survivra aux imbéciles. Entre-temps, quelle épreuve ! •



Benoît Duteurtre, *Les Dents de la maire*, Fayard, 2020.

CULTURE & HUMEURS

80

Walter et Frédéric Beigbeder
Peut-on rire après Charline ?
Débat animé par Daoud Boughezala et
Élisabeth Lévy

86

Mitterrand-Rocard,
le chat et la souris
Francis Puyalte

88

La chaussure prend son pied
Patrick Mandon

90

Eudeline, punk dead !
Sophie Bachat

92

Aux comptoirs de l'Europe
Jérôme Leroy

94

Tant qu'il y aura des films
Jean Chauvet

96

Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse



Terrasse d'un café parisien, avec ses propriétaires et clients, 1925.

PEUT-ON RIRE APRÈS CHARLINE ?

Débat animé par Daoud Boughezala et Elisabeth Lévy

Ex-chroniqueurs de France Inter, l'humoriste Walter et l'écrivain Frédéric Beigbeder dénoncent l'uniformisation du rire. Pouvoir des comiques, causes de l'autocensure, ressorts de l'humour : les deux compères n'éludent aucune question. Débat.

Causeur. Vivons-nous sous la dictature du rire qu'Alain Finkielkraut dénonce depuis longtemps ? Les humoristes ont-ils déshonoré l'humour ?

Frédéric Beigbeder. C'est compliqué de généraliser. « Humoriste » est un terme très vague qui recouvre une foule de genres. Il y a des tas d'humoristes que j'adore, burlesques comme Jonathan Lambert, cyniques comme Gaspard Proust ou sémantiques comme Stéphane de Groodt. Mon roman parle de mon expérience à France Inter, où j'ai observé l'uniformisation de l'humour avec des blagues allant toujours dans le même sens. Quand les humoristes se mettent au service d'une cause, ils cessent de faire de l'humour.

Walter. J'ai moi aussi connu à France Inter cette espèce d'exercice obligé qui veut que les comiques maison mettent en boîte Christine Boutin, Éric Zemmour, ou autres têtes de Turc habituelles. Mais dans l'immense majorité des cas, ils n'ont pas la culture de leurs prétentions. Du coup, cela donne souvent l'impression d'un sermon dominical prévisible. Peut-être qu'en l'occurrence, les curés sont d'ailleurs les lointains bâtards du Desproges du « Tribunal des flagrants délires ». Sauf que lui possédait une culture, un humanisme et une autodérision qui rendaient l'exercice brillant.

Ce panurgisme n'est-il pas inhérent à la professionnalisation de l'humour ?

Walter. Je ne crois pas. D'ailleurs, contrairement à Frédéric Beigbeder, je ne dénonce pas l'existence d'une école de l'humour au Québec. Il peut être intéressant d'analyser les figures de style et la rhétorique propres au métier. Le problème n'est pas la professionnalisa-

tion, mais le mélange des genres qui crée un jeu truqué entre politiques et humoristes. Je me suis maintes fois retrouvé en face d'hommes politiques qui ne pouvaient pas se défendre, car soit ils répondaient et passaient pour des pisse-froid, soit ils acquiesçaient et nous donnaient raison. Pile, je gagne, face tu perds ! D'autant que mes confrères ne s'incluent que rarement dans les travers qu'ils brocardent. Pourtant, l'autodérision est la base de l'humour. Cela dit, il est possible de faire un pas de côté. Face à Dominique Baudis, j'avais écrit une chronique sur la calomnie et la censure. J'avais ironisé sur le fait qu'il était passé de l'Institut du monde arabe au CSA, ce qui lui donnait de solides références en matière de censure.

Frédéric Beigbeder. L'humour vient d'un accident, il réagit à un événement extérieur et inattendu, surprenant, bizarre ou original, qui provoque l'envie de faire une vanne. Bien sûr, cet accident doit ensuite être travaillé, mais le résultat doit créer la surprise. Beaucoup d'humoristes de France Inter ont du talent, mais ils sont trop prévisibles sur le fond. Que devient le « *rire de résistance* » cher à Jean-Michel Ribes quand les résistants sont au pouvoir ? Ils vont résister à quoi ? Seront-ils capables de résister à eux-mêmes ?

Walter. Tout de même, sans se prendre pour un éditorialiste, l'humoriste peut aussi avoir un avis. Quand j'ai parlé de l'affaire Matzneff sur Sud Radio, c'était pour me moquer des gens qui avaient changé d'opinion avec le vent et pour suivre le vent. C'est un point de vue très politique. (Qui a suffi pour me faire traiter de pédophile sur les réseaux sociaux [rires].)

Frédéric Beigbeder. Un livre peut faire changer d'avis. Il est parfois courageux de changer d'avis. En tout cas, même sur France Inter, il y a des comiques qui ne font pas de politique, comme Chris Esquerre qui m'a brillamment remplacé. Daniel Morin, Tanguy Pastureau ne font pas de politique.

Vous l'expliquerez à Charlotte d'Ornellas, traitée de pétainiste par Daniel Morin...

Frédéric Beigbeder, n'avez-vous pas découvert que l'humour « francintérien » était toxique parce que vous avez échoué dans l'exercice ?

Frédéric Beigbeder. Oui, mon roman est l'ouvrage d'un humoriste raté et aigri ! Je tente souvent des expériences professionnelles hasardeuses. Je ne connais- →



Frédéric Beigbeder et Walter.

sais pas la cadence stakhanoviste des humoristes avant de travailler sur France Inter. Comme c'est mal payé, j'ai accepté pour de mauvaises raisons : la vanité et la gloire ! J'étais le seul à ne pas avoir de spectacle à vendre, donc j'y allais uniquement pour souffrir. Une fois sur dix, ma pastille marchait, on me complimentait et j'étais très heureux. Mais le reste du temps, c'était complètement bancal. Je n'y suis resté que parce qu'il y avait un livre à écrire sur la-radio-la-plus-écoutée de France. Cela ne devrait étonner personne : depuis 99 francs, j'écris toujours sur mes expériences professionnelles. C'est pourquoi je m'étonne de la manière dont mon livre est

reçu à France Inter. Il y a un ordre de la direction de ne pas en parler. C'est un peu soviétique. Tous ces libres penseurs qui se disent rebelles et obéissent docilement à leur patronne. Eux qui se moquent des autres à longueur de journée devraient accepter une fois dans leur vie qu'on les égratigne un peu. Et être capable d'en discuter calmement.

Walter. Pour défendre un peu les humoristes de France Inter, il est vraiment compliqué d'être productif tous les jours. Cela a tendance à éliminer les surprises et à favoriser l'emploi de formules et de têtes de Turc estampillées comme telles. →

Ce roman aurait pu s'appeler « De la guerre civile en France Inter ». Frédéric Beigbeder considère en effet qu'un conflit larvé oppose les auditeurs de France Inter aux autres Français. Walter, vous qui officiez aujourd'hui sur Sud Radio, une station très « gilets jaunes-friendly », partagez-vous ce jugement ?

Walter. Pas vraiment. En réalité, les révolutionnaires-humoristes ont *un* tabou : se moquer ouvertement du peuple (ou du « dominé » selon la novlangue sociologique), voire dire que celui-ci n'a pas toujours raison. Or, le peuple n'a pas toujours raison. Pendant la crise des gilets jaunes, les comiques de France Inter étaient paumés : d'un côté, ils n'étaient pas d'accord sur beaucoup de choses avec les manifestants, mais de l'autre, ils n'osaient pas en dire du mal.

Frédéric Beigbeder. Les gilets jaunes avaient compris que les journalistes sont une élite bobo déconnectée du réel. Mais Walter a raison, lors des premiers actes, les humoristes étaient mal à l'aise. Leur réflexe c'est que, dès qu'il y a une insurrection, le révolutionnairement correct doit être pour. Mais ils voyaient bien qu'il y avait à la fois des gens d'extrême droite et d'extrême gauche en gilet fluo. Et ces voitures qui brûlaient à quelques centaines de mètres de la Maison de la radio... ils avaient peur pour leurs grosses motos.

Vous rigolez ?! Les comiques officiels passent leur temps à se moquer du populo, par exemple quand il défile contre la PMA, proteste contre l'immigration de masse ou vote Le Pen.

Walter. Certes, mais si la Manif pour tous rassemblait des cathos blancs et prétendument bourgeois (tir à pipes autorisé et encouragé), les gilets jaunes, c'est beaucoup de pauvres gens issus de la classe moyenne inférieure et prolétarisée. Se moquer d'eux crée beaucoup plus de dissonance cognitive chez l'artiste socialement conscientisé.

Frédéric Beigbeder. Moi-même, je ne savais pas trop comment en parler. Ce qui m'a amusé, c'est de confronter mon héros Octave, noctambule mondain errant bourré sur les Champs-Élysées, entre des limousines et le Fouquet's en feu, à la souffrance de gens qui ont simplement faim. Mais à ce stade du débat, je tiens à préciser que Walter et moi étant des sociaux-démocrates, à tendance progressiste, nous refusons d'être embarqués dans vos combats fascistes.

Walter. Social-démocrate à tendance progressiste. Merci Frédéric. Ça fait longtemps qu'on ne m'avait pas parlé comme ça.

Excellente transition ! Cela nous rappelle un texte de Jean Baudrillard, De la conjuration des imbéciles, où il expliquait que tout le marrant, le pétillant, l'inattendu de la vie est passé à droite. Et tout le conformisme, le peine-à-jouir, à gauche. Malgré tout, peut-il y avoir un humour qui fasse rire tout le monde ?

Walter. Potentiellement. Mais effectivement, l'humour

est peut-être passé à droite aujourd'hui. Non que les gens de droite soient plus marrants, mais ils sont culturellement minoritaires, ce qui les oblige à être tolérants. Inversement, la gauche a longtemps été minoritaire, comme sous Giscard, avant de devenir ultra dominante culturellement depuis les années Mitterrand. Et pourtant, elle se la joue comme si elle écrivait depuis une cave underground ! La gauche cumule donc les avantages de la domination et ceux de la rébellion. Donc, les gens de gauche peuvent tout se permettre.

Frédéric Beigbeder. C'est ce que je me suis dit en écoutant le billet de Charline Vanhoenacker ce matin sur l'incendie de la Rotonde, brasserie où Macron a ses habitudes, et l'intrusion au théâtre des Bouffes du Nord pendant que le président et son épouse assistaient à une pièce de théâtre. Sur ces deux faits, Charline ridiculisait Emmanuel et Brigitte Macron comme si c'étaient Louis XVI et Marie-Antoinette. Quand certains vont brûler des endroits parce que le président s'y rend, est-ce que ça ne serait pas marrant aussi de se moquer de cette violence instagrammée ?

Walter. Quand Frédéric a vraiment fait le perturbateur avec sa chronique improvisée sur France Inter, tous les animateurs étaient scandalisés autour de lui. C'était un moment anar ! Je me suis dit : « Il a des couilles sphériques de fort diamètre, mais il est tellement connu qu'il n'a pas besoin de fermer sa gueule. » Même si, pour être honnête, ce qui m'a fait le plus rire, ce n'était pas son texte, mais leur tête !

Frédéric Beigbeder. Quand on crée un moment de vide dans un environnement où tout est écrit, c'est la panique. Dans les comédies, le plus amusant, ce ne sont pas les blagues, mais le contrechamp : la tête consternée des gens en face. Ce jour-là, Léa Salamé et Nicolas Demorand ont été beaucoup plus drôles que moi.

Walter. Cela me fait penser à la fameuse scène de *Papy fait de la résistance* où le frère d'Hitler, joué par Jacques Villeret, lance : « Elle fait maintenant un numéro sexy comique, [...] elle chevauche une banane géante en caoutchouc [...] et on finit en farandole en hurlant des tyroliennes ou en vomissant partout ! On ne regrette pas sa soirée ! » Et Jacqueline Maillan de répondre : « Ce doit être délicieux, je raffole de ce genre de soirées. » Sans la tête navrée de Maillan, cet énorme monologue ne serait pas si drôle.

Ce film a trente-cinq ans, peut-être qu'on savait encore rire. Aujourd'hui, les humoristes sont partout et l'esprit de sérieux règne en maître. Les bêtises néoféministes devraient déclencher un grand éclat de rire.

Frédéric Beigbeder. Il y a un climat de terreur. Dès qu'on enfreint les règles du politiquement correct, on est mis à l'index. Les humoristes sont les seuls acteurs du débat public à refuser la critique, ce qui signifie que leur discours est le dernier discours totalitaire. Ils attaquent prétendument les puissants sans s'apercevoir que ce sont eux les vrais puissants.

Walter. Notre époque est incapable de rire d'elle-même,

ceci pour deux raisons : la libération de la parole des femmes et l'islamisme. Primo, depuis que les femmes parlent de plus en plus, il y a de plus en plus de politiquement correct. On comprend pourquoi si on regarde ce qui se passe dans le couple : la femme base généralement son analyse sur la pire interprétation possible de ce qu'un homme dit ou fait. (« Tu as mis la cravate bleue que je t'ai offerte ? Dis tout de suite que la rouge est moche. ») Or, le politiquement correct consiste précisément à interdire toute parole qui, interprétée de la pire manière, pourrait, éventuellement, vexer quelqu'un. Secundo, la France et l'Occident en général ont baissé leur froc devant les revendications islamistes qui terrorisent tout le monde – à juste titre. J'ai fait récemment cette blague : « *Entre Jésus et Mahomet, l'avantage de Jésus, c'est qu'il a sans doute existé.* » Eh bien cette plaisanterie, pourtant plus historique qu'autre chose, aurait du mal à passer à une heure de grande écoute. Résultat, chacun a peur des minorités en colère qui peuvent, selon le cas, menacer sa sécurité physique ou son statut symbolique. Les humoristes psalmodient donc « Macron, président des riches » et autres attaques sans risques.

Frédéric Beigbeder. Étant père d'enfants en bas âge, je vais tout de suite me désolidariser de cette blague sur Mahomet... et encore plus des blagues sur les féministes, qui sont presque plus dangereuses. (Je blague, la mort sociale, c'est un peu moins grave que la mort tout court.) Cela étant, le politiquement correct est né pour de bonnes raisons, pour éviter qu'on dise trop de paroles homophobes, misogynes, racistes ou méchantes sur les nains. Progressivement, c'est devenu une sorte de dictature qui fait que les humoristes s'autocensurent. Comme le dit Bret Easton Ellis, tout le monde se sent aujourd'hui offensé. C'est un énorme problème pour les humoristes. Et j'avoue que je plains Walter. En tant qu'écrivain, je peux écrire toutes les conneries que je veux, inventer un play-boy ringard, drogué et alcoolique, qui essaie de dragouiller en boîte entre deux manifestations, et qui finit par payer des femmes qu'il n'arrive pas à séduire. Tout ça, je peux encore le faire librement. Mon seul risque est d'avoir un mauvais papier dans *Les Inrocks*...

Du reste, Frédéric, on vous sent nettement plus prudent sur les plateaux télévisés. Quand Ruquier ressort un propos un peu limite de votre livre, vous vous abritez immédiatement derrière la fiction. Pourquoi ne pas assumer votre nihilisme décadent d'amateur de cocaïne et de sexe tarifé ?

Frédéric Beigbeder. Mais j'assume tout cela. Simple-ment, on est plus libre dans un roman qu'à la télévision où tout ce que vous dites peut être retenu contre vous. Il n'y a pas encore de « *sensitivity readers* » en France.

Cela ne saurait tarder...

Frédéric Beigbeder. Walter a bien identifié les deux sources d'autocensure. Pour être honnête, Grasset m'a conseillé de retirer une vanne à la con sur l'islam pour m'éviter d'avoir des problèmes. Sur un autre front, ma



maison a déjà été taguée à cause du « manifeste des 343 salauds » pour défendre les clients des prostituées. À l'époque des caricatures de Mahomet, je dirigeais *Lui*, j'ai proposé à la rédaction de les publier pour amoindrir la pression sur *Charlie Hebdo*. La rédaction m'a répondu : « Tu déconnes ? On n'a pas envie de mourir. » *Charlie* savait très bien à quoi ils s'exposaient en publiant ces caricatures. C'était un acte de courage inouï, presque suicidaire.

D'après Philippe Val, si toute la presse avait publié ces caricatures, les Kouachi n'auraient quand même pas pu tuer tous les journalistes de France.

Frédéric Beigbeder. C'était ce qu'il fallait faire. Seul *L'Express* l'a fait. Et c'est l'honneur de *L'Express*.

Cinq après l'attentat de Charlie et l'immense manifestation du 11 janvier, que reste-t-il donc de l'esprit Charlie ?

Walter. Rien. Il y a encore moins de liberté qu'avant les attentats.

Frédéric Beigbeder. Les gens se rappellent plus la mort des caricaturistes que leur combat. Puisqu'on parle de religion, quand j'ai vu la chronique d'Inter absolument pas drôle « Jésus est pédé, au lieu de l'avoir cloué, il fallait l'enculer », j'ai été fier d'être catholique. Parce qu'on peut se foutre à ce point-là de la gueule de mon Dieu sans risquer sa vie. C'est la grandeur des catholiques.

Il faudrait songer à fonder une association →



Frédéric Beigbeder.

pour qu'on ait le droit de se moquer des juifs.

Walter. J'en ai une bonne. On dit toujours « les juifs, les juifs », mais il y a deux sortes de juifs : les Ashkénazes, qui sont très drôles et ne rient jamais, et les Séfarades, qui sont le contraire. Je n'ai pas d'amis séfarades, parce que quand je suis avec un Arabe, j'aime bien qu'il me regarde avec respect (*rires*).

Depuis le « Jamel Comedy Club », un certain humour multiculturel, fondé sur les origines des comiques, a déferlé sur la France. Walter, en jouant sur votre belgitude, ne vous enfermez-vous pas dans un rôle, un peu comme si Gaspard Proust faisait un spectacle sur ses origines helvético-slovènes ?

Walter. Les Suisses et les Slovènes ne sont pas extrêmement connus pour leur sens de l'autodérision, et les Arabes non plus. J'avais appelé mon premier spectacle « Belge et méchant » en référence à *Hara-Kiri*. Quant aux spectacles de Coluche, ils me faisaient mourir de rire, et je n'ai jamais pris personnellement ses blagues sur les Belges. Les Belges francophones ont un autre passeport que le vôtre, mais sinon ce sont largement des Français culturels : on parle français, on lit français, on mange français. Clovis, le premier roi mérovingien, est né en Belgique. À Tournai, on est plus en France qu'à Marseille. **Frédéric Beigbeder.** C'est un humour qui fabrique des ghettos. Je suis contre le fait que seuls les Arabes aient le droit de faire des blagues sur les Arabes, les juifs sur les juifs, etc. Allez, je sors une référence de vieux : même s'il est parfois plein de bons sentiments, Chaplin reste universel.

Walter. Récemment, M6 a voulu adapter le « Saturday Night Live ». Des passages entiers étaient en dialecte marocain ! On ne pouvait pas comprendre les blagues. L'humour communautaire ne s'adresse qu'à un petit groupe. Comme contre-exemple d'humoriste maghrébin non communautariste, je citerai Mohamed Fellag. Il amène les gens dans son univers algérien avec tendresse et drôlerie.

Fellag est assez mal-pensant, notamment lorsqu'il ose lancer : « Puis en 1962, l'indépendance est arrivée... ou est repartie, je ne me souviens plus. »

Walter. Exactement. Le propos est corrosif, mais dit avec douceur. Fellag n'a peut-être pas envie de se faire couper la tête.

Frédéric Beigbeder. Il y a un nouveau comique qui est très fin sur le féminisme, c'est Haroun. Il est aussi bon que Louis C. K. Souhaitons-lui de ne pas finir comme lui !

Frédéric Beigbeder, vous trouvez que l'humour actuel manque d'empathie. Mais peut-on rire avec des bons sentiments ? Le rire n'est-il pas nécessairement bête et méchant ?

Frédéric Beigbeder. Il arrive que des choses très corrosives et très cruelles me fassent rire, à condition qu'elles ne visent pas sempiternellement les mêmes cibles. En littérature et dans la vie, il n'y a pas un camp du bien et un camp du mal. Le bien et le mal traversent chacun de nous. Si un humoriste dit quelque chose de bien-pensant, il devrait le compenser juste après par une horreur.

Prenons la blague « Pas de bras, pas de chocolat », elle est terriblement cruelle, mais pourtant terriblement drôle...

Walter. Il n'y a pas besoin d'être cruel pour être drôle. Une vanne classique : Trois hommes sont réunis sur un banc. Le premier dit : « Quand je pète, ça fait beaucoup de bruit, mais ça ne sent rien. » Le deuxième : « Moi quand je pète, ça pue à mort, mais ça ne fait aucun bruit. » Le troisième : « Moi, quand je pète, ça ne pue pas et ça ne fait pas de bruit. » Et les deux autres : « Mais pourquoi tu pètes alors ? » Cette histoire n'a pas une once de cruauté. **Frédéric Beigbeder :** Tout de même, ce n'est pas gentil pour les victimes d'aérophagie.

Au fond, comme le diagnostique Neil Postman dans *Se distraire à en mourir*, l'humour meurt en même temps que la culture.

Frédéric Beigbeder. Postman dénonce le manichéisme, la simplification des débats. Pour moi, la culture consiste à compliquer les choses. L'intelligence, c'est regarder le monde avec effarement, ahurissement et innocence. Ce qui m'a progressivement déplu ou dégoûté dans l'exercice comique, c'est que j'ai envie de revenir au premier degré. J'ai besoin d'un peu de sincérité, simplement d'admirer, de trouver quelque chose de beau ou vrai. Tel est mon métier. Critique littéraire ou écrivain, c'est un métier où

on cherche la beauté la plus mystérieuse. J'ai longtemps été enfermé dans le second degré et la dérision permanente. Mais j'ai grandi : j'en ai assez de fuir par des pirouettes, je veux sortir du confort du sarcasme.

Walter. J'irais plus loin que Frédéric. Si les humoristes ne sont pas très cultivés en général, ils cachent la culture qu'ils ont, car la culture est in fine mal vue par l'égalitarisme politiquement correct, puisqu'elle serait discriminante pour les « dominés ». L'étaler est donc un péché mortel. C'est pourquoi il ne faut pas trop se distinguer. Finalement, ce que dénonce Frédéric, c'est un humour de demi-habiles qui cachent à la fois leur culture et leur inculture. Combien de fois ne m'a-t-on pas dit à la radio, ou à la télé : « Attention, c'est très drôle, mais les gens ne vont pas comprendre. »

Frédéric Beigbeder. Mais le premier problème est tout de même l'uniformité idéologique dont nous avons parlé. La patronne de France Inter en est parfaitement consciente, ce parti pris l'embarrasse, mais elle ne sait pas comment le changer. Au moins a-t-elle essayé d'engager quelqu'un comme moi, qui venais du *Figaro Magazine* et n'avais rien à voir avec les autres humoristes.

Le problème n'est pas de donner cinq minutes à Charline et cinq minutes à Beigbeder. Le

C'ÉTAIT ÉCRIT NE RÉVEILLEZ PAS UNE FEMME QUI DORT

Par Jérôme Leroy

Si la réalité dépasse parfois la fiction, c'est que la fiction précède souvent la réalité. La littérature prévoit l'avenir. Cette chronique le prouve.

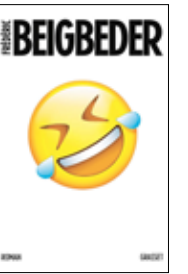
Le thème du réveil de la femme aimée a connu, sous le titre de *La Belle Matineuse*, une série de variations dans la poésie de l'âge baroque, comme celle de Tristan L'Hermite : *Quand la nymphe qui tient mon âme prisonnière / Et de qui les appas sont sans comparaison, / En un pompeux habit sortant de sa maison, / À cet astre brillant opposa sa lumière. / Le soleil, s'arrêtant devant cette beauté, / Se trouva tout confus de voir que sa clarté / Cédait au vif éclat de l'objet que j'adore.*

Ce « vif éclat » de la jeune fille qui se réveille est très prosaïquement dû à un sommeil suffisant. Toute une série d'études qui n'ont pas encore provoqué l'ire des néo-féministes montre que les femmes ont besoin de dormir davantage que les hommes. Scandaleuse inégalité, hélas confirmée par Marc Rey, responsable du Centre du sommeil de la Timone, à Marseille : « *Il y a effectivement plus de grosses dormeuses que de gros*

problème est que les humoristes devraient s'en prendre aux vaches sacrées de l'époque.

Frédéric Beigbeder. C'est encore plus grave que ce que vous imaginez. Certains humoristes d'Inter continuent parfois de faire du mal parce qu'ils savent que les vanes démagos marchent. Il est toujours plus facile de se moquer avec « Quotidien » de Balkany la semaine où il est incarcéré, de Carlos Ghosn, de Patrick Bruel accusé d'attouchements par des masseuses ou de Gad Elmaleh soupçonné de plagiat que de Caroline De Haas ou du CCIF. Moi-même, j'ai déjà eu honte de ma démagogie à l'antenne. Cependant, ce n'est pas la rédaction qui est responsable, mais les auditeurs. Les mêmes qui ont envoyé des mails quand je n'avais pas préparé de chronique devraient se plaindre qu'on leur inflige un humour si facile. C'est leur responsabilité de changer de chaîne s'ils n'aiment pas. N'accablons pas des humoristes qui ont un loyer à payer...

Walter. Mais gardons à l'esprit le génial Mark Twain qui disait : « *Les vaches sacrées font les meilleurs hamburgers* » ! •



Frédéric Beigbeder, *L'Homme qui pleure de rire*, Grasset, 2020.

dormeurs et les explications sont essentiellement hormonales. » On a peut-être ici une piste pour expliquer enfin le pourquoi de *La Belle au bois dormant*. Il est question chez Perrault d'une princesse victime d'une malédiction qui la condamne à un sommeil de cent ans. « *On eût dit d'un ange, tant elle était radieuse ; [...] on l'entendait respirer doucement : ce qui faisait voir qu'elle n'était pas morte. Le roi ordonna qu'on la laissât dormir en repos, jusqu'à ce que son heure de se réveiller fût venue.* » Bon réflexe royal et paternel, donc. Cent ans, c'est certes un peu long, mais on peut voir là une métaphore de ce besoin supplémentaire du sommeil féminin qu'un sondage Ipsos pour la Fondation Adova quantifie ainsi : « *La moyenne des personnes interrogées déclare avoir mal dormi après une nuit de moins de sept heures, les femmes affirment être dans cette situation en deçà de sept heures trente de sommeil.* »

Pour expliquer ce besoin supplémentaire, on invoque aussi dans ce sondage la charge mentale avec « *de nombreuses femmes qui se retrouvent toujours à devoir se charger de l'organisation du foyer.* » On peut douter que la princesse de Perrault ait été dans ce cas, mais si votre épouse dort, évitez de toute manière de la réveiller par un baiser comme le fait le prince charmant. D'une part, d'après une parente d'élève britannique en 2017, ce baiser est non consenti : « *Il me semble que l'on a là un problème propre à l'histoire de La Belle au bois dormant, sur les comportements sexuels et le consentement* », mais surtout la mauvaise humeur pourrait bien être au rendez-vous et alors, « *Adieu le vif éclat de l'objet que j'adore* » ! •

MITTERRAND-ROCARD LE CHAT ET LA SOURIS

Par Francis Puyalte

Au théâtre de l'Atelier, Philippe Magnan et Cyrille Eldin jouent *L'Opposition*, inspirée du duel Mitterrand/Rocard. À la veille de 1981, deux ego que tout oppose se disputent le fauteuil élyséen avec humour, rouerie et cruauté.

L'un veut être maître du temps, ne porte jamais de montre, est toujours en retard. Il a le pas d'un cardinal. On ne l'a vu courir qu'une seule fois, dans la nuit du 15 au 16 octobre 1959, du côté des jardins de l'Observatoire... Il aime les femmes et les livres, Venise et les huîtres, les rituels et les transgressions. Certains l'appellent François. De Gaulle l'appelait « l'Arsouille ». Les gaullistes de la première heure disent « Mitrand », suprême outrage qu'il ne pardonne pas.

C'est le Sphinx.

L'autre est un agité du bocal, volubile, toujours pressé, la clope au bec. À la barre de son voilier, il a bourlingué sur toutes les mers. Il aime les chiffres plus que les lettres, la Réforme et les réformes, l'Europe et Conflans-Sainte-Honorine, capitale de la batellerie. ENA, PSU, CSG, PS, quelques acronymes lui collent à la peau. Certains boivent les paroles, lui les mange. Grosse tête dès ses premières culottes courtes, il a conservé son totem de scout unioniste.

C'est Hamster érudit.

Ces deux-là militent et exhalent leurs ambitions dans le même parti, mais s'entendent comme chat et souris. Le premier soupçonne le second de vouloir prendre sa place sous couvert de « vraie gauche ». Le second, plus jeune de vingt-quatre ans, accuse le premier d'opportunisme, et

pire, d'archaïsme. Or, voilà qu'en cette année 1980, sous l'étendard de la rose et du poing, ergots dressés, ces deux ego inégaux se disputent le fauteuil élyséen que ne veut pas quitter un crâne d'œuf au brillant destin nommé Giscard.

Nous sommes au cœur du vieux Paris, rue de Bièvre, quelques mois avant l'élection présidentielle, dans l'antre du premier secrétaire du Parti socialiste. Jacques Attali a suscité une rencontre entre François Mitterrand et Michel Rocard dans l'espoir de dissiper les rumeurs contradictoires propagées par les clans des deux prétendants. Rumeurs et embrouillaminis qui perturbent le parti à la rose et risquent de le faire imploser. Qui en sera le candidat ? Le briscard, 11 fois ministre sous la IV^e République, déjà candidat malheureux contre de Gaulle en 1965 et VGE en 1974 ? Ou bien le bleu toujours prêt, qui s'était lancé avec bravoure en 1969 contre Pompidou et Poher pour le score de 3,61 % des voix ?

En vérité, nous sommes au théâtre de l'Atelier, dans la pièce *L'Opposition*, imaginée par un obscur instituteur bordelais de 57 ans, Georges Naudy, joué pour la première fois sur une scène parisienne. Imaginée ? Oui et non. Car si on ignore la teneur précise des échanges entre les deux hommes ce jour-là, on connaît leurs confidences, leurs déclarations, leurs écrits. Témoignages et documents abondent. L'auteur n'a eu qu'à piocher ici et là, restituer, transposer et, parfois, oser inventer une réplique qui n'a pas été dite, mais aurait pu l'être...

Si Georges Naudy est un fin connaisseur des arcanes de la Mitterrandie, il avoue s'être inspiré de la pièce *Le Souper* où, après la défaite de Napoléon à Waterloo, Talleyrand, ancien ministre des Affaires étrangères, invite dans son hôtel particulier l'ancien ministre de la Police, Fouché, afin de discuter du choix d'un nouveau souverain. Une joute entre gentilshommes qui, entre poire et fromage, tourne au règlement de comptes entre pendants.

Pour interpréter le Sphinx, Éric Civanyan, le metteur en scène, n'a pas eu à se creuser la cervelle. Le comédien Philippe Magnan s'imposait. Deux fois déjà, dans le film *L'Affaire Farewell* (Christian Carion, 2009) et le téléfilm *Changer la vie* (Serge Moati, 2011), il s'était mis dans la peau de ce romanesque personnage. Il nous le

ressuscite avec sa placidité de prélat, son masque marmoréen, ses belles manières de monarque, ses papillonnements de paupières, son regard de séducteur mijotant encore quelques ruses. Tonton est revenu. Il l'avait d'ailleurs bien dit, qu'il ne nous quitterait pas...

C'est un Rocard tout feu tout flamme qui se pointe alors rue de Bièvre dans son éternelle gabardine. Assis devant son bureau, près d'une bibliothèque qui semble percer le plafond, le bientôt François II est plongé dans du Socrate. Bien que prévue, l'arrivée de Hamster érudit, « *très remarqué et pourtant pas si remarquable* » vient de lâcher le perfide hôte des lieux à un correspondant au bout du fil, paraît dissonante dans cet univers olympien.

Comédien et acteur, animateur et chroniqueur à Canal +, réputé pour son impayable culot, sorte de bouffon de la République, devenu célèbre pour ses interviews décalées dans toute la classe politique hexagonale (pour lui, Emmanuel Macron a chanté *L'Été indien* et joué Alceste dans une scène du *Misanthrope*), c'est Cyrille Eldin qui campe un Michel Rocard fébrile, impatient, soucieux de ne pas se laisser rouler dans la farine. Le rigolo de la télévision est à contre-emploi, peut-on penser si on ne l'a pas vu interpréter un Édouard Balladur plus vrai que nature dans *Mort d'un président*, un téléfilm de Pierre Aknine en 2011. Car il est aussi un imitateur hors pair.

Commence alors une partie de ping-pong, plutôt un duel d'escrime dont les armes sont des mots. Même si, bien sûr, on en connaît déjà le vainqueur, on se délecte d'humour dans la rouerie, de petites phrases assassines. Mitterrand : « *On imagine difficilement une avenue Rocard ou même un boulevard portant votre nom. Peut-être, à la rigueur, une impasse...* » Lorsque son rival, bien conscient de toucher là un point faible, l'assomme de considérations économiques, le premier secrétaire du PS lui rétorque : « *Vous feriez un excellent ministre du Budget d'un gouvernement de droite.* »

Si l'objectif du maire de Conflans est de faire sortir le maire de Château-Chinon de ses ambiguïtés, celui de ce dernier est de le faire sortir du bois, de le pousser à la faute. Il lui assure qu'il ne sera pas candidat, qu'il a raté son coup (de Jarnac) en 1974, qu'il entend dès lors se consacrer à la lecture, à l'écriture, que la voie est donc



Philippe Magnan et Cyrille Eldin, dans *L'Opposition*, de Georges Naudy.

libre, le feu au vert, qu'il le soutiendra. Tout juste s'il ne lui donne pas sa bénédiction. Mais comme il vient de lâcher cinq minutes avant : « *Je m'entraîne à dire la vérité pour qu'on me croie quand je mens* », Rocard-Eldin a quelque raison de se méfier.

D'autant que Mitterrand-Magnan, s'il « *parle socialiste* », n'est à ses yeux qu'un socialiste en peau de lapin. Il trépigne, s'énervé, renvoie son hôte à Vichy, à sa relation avec Bousquet, à ses prises de position pour l'Algérie française lorsqu'il était ministre de Guy Mollet... Le Sphinx encaisse, imperturbable. Il en a entendu bien d'autres. Il sait bien qu'il est le plus fort. Pour lui, le « père de la deuxième gauche » n'est qu'un jeune ambitieux sans expérience, un inoffensif moustique. « *Rocard ? Pff... de toute façon, on ne comprend rien à ce qu'il dit...* », persiflera-t-il.

On connaît la suite. Hamster érudit tombera dans le piège, se déclarera le premier, puis devra se retirer devant la statue du Commandeur. C'est le début d'une cascade d'humiliations. Et ce ne sera pas du théâtre. •



L'Opposition
Mitterrand vs Rocard,
théâtre de l'Atelier,
jusqu'au 5 avril 2020.

LA CHAUSSURE PREND SON PIED

Par Patrick Mandon



Les « horseshoes » d'Iris Schieferstein, 2006.

Des petites filles chinoises aux rats de l'opéra, l'exposition « Marche et démarche : une histoire de la chaussure », au Musée des arts décoratifs de Paris, dévoile les effets de la mode, de la classe sociale, du métier sur la démarche, la déambulation et le squelette tout entier.

Brodequins, mocassins, escarpins, militaires ou mondaines... les chaussures nous portent, soustraient une part de notre anatomie aux regards des autres et, parfois, nous rehaussent à leurs yeux. Leur rôle est ambivalent ; nous avons adopté la station verticale, puis Narcisse, murmurant à notre

© Jean Tholance / MAD Paris

oreille, nous conseilla de nous parer, de nous « emballer ». Les chaussures embellissent notre silhouette, elles nous contraignent aussi, nous blessent, nous déforment. Il arrive tantôt que nous appelions de nos vœux le martyr qu'elles nous infligent, et tantôt que nous le faisons subir à d'infortunées créatures.

Un talon dans le cœur

L'objet s'adapte à son environnement, à son usage : voici une sandale dont l'extrémité est légèrement relevée, afin de limiter l'invasion du sable. On s'étonnera du pied menu de la reine Marie-Antoinette : l'une de ses chaussures datant de 1792, ici exposée, mesure 21 centimètres dans sa longueur, soit la pointure d'un enfant de cinq ou six ans ! Les dames de qualité marchaient si peu que leurs pieds n'avaient nul besoin de se grandir. L'attrait qu'exerce le pied féminin semble intemporel. Au ^{xx}e siècle, on l'aime cambré (et, avec lui, le mollet ainsi que les reins) par des talons hauts, aiguilles de préférence, qui font reposer tout cet « appareil » sur une pointe vertigineuse : la lame d'un poignard de poche. Les néo-féministes le proscriraient-elles, nos plus aimables contemporaines ne s'en lasseraient pas, heureuses d'attirer l'attention des mâles dominés, victimes d'une douce violence « sexiste et sexuelle », auxquels cette seule vision donne la physiologie du loup de Tex Avery, langue pendante et yeux exorbités devant un chaperon rouge en chanteuse de cabaret !

Un mot surgit alors, soufflé par la langue savante ; Charles de Brosses (1709-1777) en usa le premier, décrivant « certains objets terrestres et matériels appelés *Fétiches chez les Nègres africains, parmi lesquels ce culte subsiste, et que par cette raison j'appellerai Fétichisme*¹ ».

Dès 1909-1910, Sigmund Freud évoque le fétichisme du pied, celui-ci représentant « le pénis de la femme, dont l'absence est si lourdement ressentie ». Mais alors qu'est-ce que ce fétichiste-là ? Un individu qui désigne un objet parfois commun, lequel devient la représentation exclusive de son désir sexuel. L'affaire est sérieuse : « *Ce n'est pas sans raison que l'on compare ce substitut au fétiche dans lequel le sauvage voit son dieu incarné* ». (Sigmund Freud)

Réducteurs de pieds et pointes de petits rats

On dit que les mâles chinois s'affolaient devant un pied féminin minuscule, empêché de croître par un bandage de contention qui l'estropiait. La tradition du pied minuscule « réglementaire » (sept à huit centimètres idéalement) dans la Chine traditionnelle repose sur de rudes pratiques : les pinces des petites filles sont maintenues sous la contrainte de bandages serrés, qui ramènent les doigts, à l'exception du gros orteil, sous la voûte plantaire. La forte compression maintenue pendant deux ou trois années produit une forme qui, pour les Chinois,

évoque un lotus. Auguste Haussmann (1815-1874, apparenté au baron) donne un témoignage saisissant de ces ripatons réduits : ces dames progressent par très petits pas « *en clopinant à la manière des canards [en s'appuyant] contre les murs, sur leurs parasols ou sur l'épaule de leurs suivantes, quand elles sortent de chez elles*² ». Il surprend un jour une assemblée de femmes, qui s'enfuient à sa vue, mais il a le temps d'apercevoir leurs « *charmants petits souliers qui avaient la forme du sabot d'un poulain*³ ».

Quant aux petits rats de l'Opéra, leurs premiers pas, dressés sur les pointes dures de leurs ballerines, sont le moment de l'apprentissage de la douleur. Le peton, fortement irrigué, très souple et mobile, presque intrigant, fixe sur lui une fantasmagorie érotique à peu près sous tous les cieux, et peut-être plus encore la chaussure où il trouve son logement.

La bottine de la bonne dans la bouche de monsieur

Il nous revient alors la scène d'un roman, *Le Journal d'une femme de chambre*, d'Octave Mirbeau, publié en 1900, dont Jean Renoir, en 1946, tira un film avec Paulette Goddard, puis Luis Buñuel, en 1964, avec Jeanne Moreau.

Célestine, jeune et jolie bonne, prend son service dans une famille de la bourgeoisie provinciale. Le patriarche la reçoit dans sa chambre. Il s'inquiète soudain de ses bottines. La sueur lui vient au front, une lueur trouble passe dans ses yeux. Il veut absolument savoir si elle en possède plusieurs modèles, de préférence très vernies. Il lui ordonne de les déposer, chaque soir, dans la chambre, et de les reprendre au matin.

Quatre jours plus tard :

« *Monsieur était mort !... Étendu sur le dos [...] le corps presque entièrement nu. [Il] tenait [...] une de mes bottines, si durement serrée dans ses dents, qu'après d'inutiles [...] efforts je fus obligée d'en couper le cuir, avec un rasoir, pour la leur arracher...* »

Du Moyen Âge à nos jours, les chaussures, les grolles, les pompes revêtent une importance réelle et symbolique. Quelle que soit notre pointure, « *Marche et démarche* » nous invite à placer nos pas dans ceux de l'humanité. •

1. Introduction à *Du culte des dieux Fétiches ou Parallèle de l'ancienne religion de l'Égypte avec la religion actuelle de Nigritie*, 1760.
2. *Voyage en Chine, Cochinchine, Inde et Malaisie*, 1848.
3. *Ibid.*



« Marche et démarche : une histoire de la chaussure », Musée des arts décoratifs, jusqu'au 22 mars 2020.

EUDELINE PUNK DEAD !

Par Sophie Bachat

L'écrivain et critique musical Patrick Eudeline enterre une bonne fois pour toutes les Trente Glorieuses. Son dernier roman *Anoushka 79* est une errance fin de siècle dans le Paris punk sous amphétamines qui commençait déjà à perdre son âme. Portrait du rocker en réac.

Figure du punk et critique rock qui fait référence en France depuis une quarantaine d'années, Patrick Eudeline me donne rendez-vous un jour de pluie dans une crêperie de Montparnasse. Un décor délicieusement suranné qui ne cadre pas avec son image de mythe rock'n'roll soigneusement entretenue. *Anoushka 79*, son dernier roman paru début janvier, aurait pu s'intituler « La Disparition ». *Anoushka*, punkette parisienne s'est en effet volatilisée pour ne jamais réapparaître, la légende dit qu'elle aurait épousé un cheikh arabe. Elle a disparu à l'image du monde qui lui permit brièvement d'exister, même si ce dernier n'en finit pas d'agoniser. Eudeline se fait le témoin, sans nostalgie aucune, de cette agonie. *Anoushka* et la déferlante punk ne sont que des prétextes pour décrire le processus d'engloutissement des belles promesses des Trente Glorieuses et leur baroud d'honneur sous amphétamines que fut le mouvement punk : « *Le punk est porté aux nues, certes ; le jour de l'OD de Sid Vicious avait salué son enterrement [...], c'est ce que je commence à comprendre. Tout cela est dead de dead, mais ça souffle et bouge encore, qui ne sait que les ongles d'un mort n'arrêtent pas de pousser alors que le corps se décompose ?* » Dans *Anoushka 79*, Eudeline est le légiste du cadavre punk en voie de décomposition.

« *Le rock maintenant je m'en fous, plus ça va, plus j'en enlève* », déclare la plume historique de *Rock & Folk*.

En effet, Eudeline ne noie plus son lecteur dans les références dont il a le secret, de la marque de la chemise que Brian Jones arborait sur une photo de 1965 aux secrets de fabrication des guitares Fender. Le style est sobre et nerveux et le rock'n'roll n'intervient que lorsqu'il est utile au récit, notamment à travers Simon, autre figure de la scène punk parisienne fortement inspiré par Simon Reggiani qui ne se remit jamais d'être le fils de son père, mais aussi personnage « composite » selon l'auteur, qui y a mis beaucoup du jeune Patrick Eudeline, guitariste du groupe culte Asphalt Jungle. Simon part donc à la recherche d'Anoushka avec qui il partagea quelques shoots et quelques nuits. Cela donne lieu à une errance entre Montparnasse, Montmartre et Belleville, dans ce Paris qui commence déjà à perdre son âme.

Déjà présente dans *Ce siècle aura ta peau* et dans son avant-dernier roman très réussi, *Les Panthères grises*, l'errance parisienne semble être un thème de prédilection de l'écrivain Patrick Eudeline, tandis que le souci du réel est une obsession : « *Si on ne veut pas coller au réel, autant écrire autre chose, de la science-fiction par exemple, pour Anoushka, j'ai même essayé de me procurer un cadastre de l'époque, car tout a tellement changé que je ne peux plus me fier à mes souvenirs. Et les digicodes ? Je me suis pris la tête avec les digicodes, ils existent depuis 1975.* »

On pense évidemment à Zola qui est sa référence assumée et revendiquée, tout comme Huysmans, ce chantre du mal-être fin de siècle et du pourrissement.

Un Patrick Eudeline peut-il en cacher un autre ? Derrière la figure tutélaire de la lose magnifique, se cache un écrivain exigeant et un observateur averti de notre époque. Il se murmure même qu'il serait devenu réac, surtout depuis sa collaboration avec nos amis de *L'Incorrect*, qui défrise ses fans conservés dans le formol du No Future. « *Réac je ne sais pas trop ce que ça veut dire, c'est être lucide et critique face à l'effondrement auquel nous assistons et face auquel nous sommes tous impuissants, vouloir sauver les meubles me semble la seule posture viable.* »

Cet effondrement, il le décrit sous forme de dystopie clairvoyante quoiqu'un peu naïve : « *Vers 2020, on est poussés par quelques initiés malfaisants, la pollution a tout déglingué, les gens sont pauvres, à part une aristocratie mondiale qui voyage. Il n'y a plus vraiment de pays, rien qu'une aristocratie mondiale qui a tout asservi. Cela ressemble au Moyen Âge.* »

Si le maître Zola a encapsulé le Second Empire dans les 20 volumes des Rougon-Macquart, l'œuvre certes plus modeste d'Eudeline commence à ressembler à une photographie du vieux monde qui se meurt, pour paraphraser Gramsci. Il sème des petits cailloux tout le long de son roman, comme des points de repère qui

© Hannah Assouline

parleront aux quelques initiés qui ont eu la chance de survivre aux sirènes de l'héroïne et des vies fracassées. Le Gibus, salle de concert culte, le Rose Bonbon, l'hôpital Fernand-Widal où échouaient les toxicos, l'Hôtel-Dieu de la punkitude.

Dans *Lipstick Traces : une histoire secrète du vingtième siècle*, Greil Marcus tire un fil entre le mouvement dada, le situationnisme, le punk et les hérétiques du Moyen Âge, traçant une cartographie des réprouvés à travers les siècles. Eudeline convoque les figures de la dernière incandescence du xx^e siècle ; noms prestigieux et anonymes sont réunis pour un bal crépusculaire : « *Pacadis, Gangloff, François Wymille, Rochline,*

Martine et Nathalie, la bande d'Harry Cover, Kruger, Adrien, Captain Capta et Elli. » Beaucoup sont morts, certains ont vendu leur âme au diable progressiste.

« *On allait pas rester punk toute notre vie* », fait-il dire à Simon, las de poursuivre ses chimères et son arlésienne. Puisque l'underground ne veut plus rien dire et que ce siècle n'aura finalement pas eu sa peau, Eudeline rêve aujourd'hui d'écrire un best-seller et de passer chez Hanouna. •



Patrick Eudeline, *Anoushka 79*, Passage, 2020.

Patrick Eudeline.

AUX COMPTOIRS DE L'EUROPE

Par Jérôme Leroy

Le café est une composante essentielle de l'identité européenne. Aujourd'hui raréfiés, ces lieux de rencontre et de solitude forment nos derniers îlots d'humanité. Didier Blonde et Pierre Autin-Grenier témoignent avec humour et poésie d'une Europe en voie de disparition.

On sait l'importance, dans notre imaginaire, des cafés, des bistrot, des estaminets. Ils sont le lieu de la rencontre amoureuse, de l'attente, du repos, du complot, de la naissance des mouvements littéraires ou politiques. Ils sont parfois même le lieu du meurtre : règlement de comptes entre truands, crime passionnel ou assassinat politique qui change la face de l'histoire.

Dans *Cafés, etc.*, livre qui tient de la chronique sentimentale autant que de la méditation soyeuse, Didier Blonde, écrivain délicat et érudit précieux, se fait tour à tour ethnologue, mémorialiste, espion sentimental et nostalgique, chasseur d'instant et subtil docteur ès atmosphères pour rendre compte de l'importance des cafés dans nos vies et notre mémoire commune.

C'est qu'il a compris que dans le café, le temps s'écoule différemment, que ce lieu appartient à une autre dimension, qu'il est un paradoxe permanent puisqu'on peut y chercher aussi bien la solitude que la rencontre, le moment du retour sur soi que celui de la fraternité du zinc, autour de ce qu'Antoine Blondin, saint patron de tous les débits de boissons passés et à venir, nommait joliment « *les verres de contact* ».

Didier Blonde, qui nous avait naguère gratifiés d'un *Répertoire des domiciles parisiens de quelques personnages fictifs de la littérature*, fait partie de ceux, écrivains comme lecteurs, pour qui l'imaginaire est aussi réel que le réel. On pouvait grâce à lui deviner la silhouette massive de Maigret au 132, boulevard Richard-Lenoir,

espionner la méditation amoureuse d'Aurélien sur le masque de l'Inconnue de la Seine dans une garçonnière du quai de Bourbon ou encore, toute honte bue, se faire le voyeur des étreintes d'Esther, alias « la Torpille », avec Lucien de Rubempré, dans un immeuble de la rue Taitbout (numéro non précisé).

On ne sera donc pas étonné, ici, de son aveu inaugural : « *J'entre dans un café comme dans un roman.* » Et, de fait, à travers une série de petites vignettes ciselées, nous sommes invités à contempler le ballet gracieux d'une jeune serveuse dont le ticket de caisse nous apprend qu'elle s'appelle Marta, à réfléchir au choix stratégique et parfois inconscient de la chaise, de la banquette ou du comptoir, ce qui nous permet d'apprendre que l'auteur souffre du complexe d'Al Capone : « *On ne sait jamais ce qui peut sortir derrière soi. Côté banquette, toujours, pour garder le dos au mur.* »

Ne pas oublier, cependant, qu'un café est aussi un endroit pour boire même très modestement un verre d'eau. Et Didier Blonde, pourtant assez peu revendicatif, de rappeler : « *Vous y avez droit. On vous en servira un pour rien, au comptoir, avec une heure pour le boire, montre en main, comme le rappelle la loi, et avec les mêmes égards que si vous commandiez une coupe de champagne (n'y revenez quand même pas trop souvent).* » Ensuite, il sera temps de suivre André Breton rencontrant Nadja au Wepler, Maigret et ses demis à la brasserie Dauphine, Jaurès assassiné au café du Croissant, des retrouvailles avec une femme perdue de vue depuis vingt ans, un couple de lycéens de Jacques Decour, aux Oiseaux (12, place d'Anvers, dans le 9^e).

Si vous deviez vous perdre dans cette errance délicieuse entre réalité et fiction, aperçus littéraires et rappels de faits divers sanglants sur fond de percolateurs sifflants, sachez que c'est volontaire de la part de Didier Blonde et que l'« *index des cafés cités* » n'est là que pour vous égarer un peu plus.

Celui qui a sans doute le mieux compris l'importance du café dans l'identité européenne, c'est le philosophe George Steiner, cité par Pierre Autin-Grenier à la fin de sa *Friterie-Bar Brunetti*, comme une conclusion à son évocation d'un trocson lyonnais des années 1960 : « *Les cafés caractérisent l'Europe. Ils vont de l'établissement préféré de Pessoa à Lisbonne aux cafés d'Odessa, hantés par les gangsters d'Isaac Babel.*



Pierre Autin-Grenier.

[...] *Aussi longtemps qu'il y aura des cafés, la notion d'Europe existera.* » Nos difficultés continentales, ces temps-ci, seraient-elles dues à cette raréfaction du café dans nos villes et même dans nos campagnes ? À la forme mutante qu'ils prennent, comme dans les Starbucks Coffee où, s'amuse tristement Didier Blonde, on en arrive à vous demander votre prénom pour l'inscrire sur votre gobelet, ajoutant la familiarité malvenue à la rupture de ce pacte implicite d'anonymat entre le client et le patron du bistrot ?

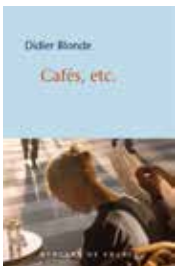
Dans sa *Friterie-Bar Brunetti*, Pierre-Autin Grenier avait depuis longtemps perdu cet anonymat, mais c'était volontaire. Le lieu existait autrefois à Lyon, 9, rue Moncey. C'était alors un quartier populaire et c'est dans cet endroit qu'Autin-Grenier fit ses écoles d'écrivain. C'est là qu'il apprit à regarder, à exercer un humour, une humanité et un sens de l'absurde qui seront la marque de fabrique de toute son œuvre, hélas trop courte, puisqu'il est mort en 2014.

Un mot de cet écrivain, qui est un signe de reconnaissance pour un certain nombre de lecteurs, à la manière de Richard Brautigan ou de Frédéric Berthet auxquels on peut le comparer. Son art est un mélange calme d'autodérision et de mélancolie discrète, sans compter un style reconnaissable entre tous, à la simplicité travaillée, à l'évidence trompeuse qui lui permet de raconter ses histoires comme nous déroulons nos existences : on

croit avoir tracé la direction une fois pour toutes et l'on s'aperçoit qu'on est soudain très loin de ce qu'on avait voulu.

On trouve dans cette *Friterie-Bar Brunetti*, parue à l'origine en 2005 et rééditée aujourd'hui dans « La Petite Vermillon », cette humanité déboussolée ou marginale qui côtoie l'ouvrier des fabriques aujourd'hui disparues, tandis que le jeune Autin-Grenier invite à sa table les fantômes de Calaferte, Gombrowicz et Cioran qu'il lit quand il ne regarde pas Madame Loulou, vieux tapin que tout le monde respecte et qui attend son client mensuel dans la fumée aux volutes défuntes des Celtique et des Boyards.

« *Maintenant, écoutez-moi, voici une vérité dont je puis vous assurer pour l'avoir longtemps éprouvée : on ne voyage bien en fait qu'au café* », nous dit Autin-Grenier. Didier Blonde ne le démentirait pas. Il ne nous reste plus qu'à prendre nos billets. •



Didier Blonde, *Cafés, etc.*, Mercure de France, 2019.



Pierre-Autin Grenier, *Friterie-Bar Brunetti*, « La Petite Vermillon », la Table ronde, 2019. (On signalera la réédition de *Je ne suis pas un héros*, du même auteur, à la même maison.)

TANT QU'IL Y AURA DES FILMS

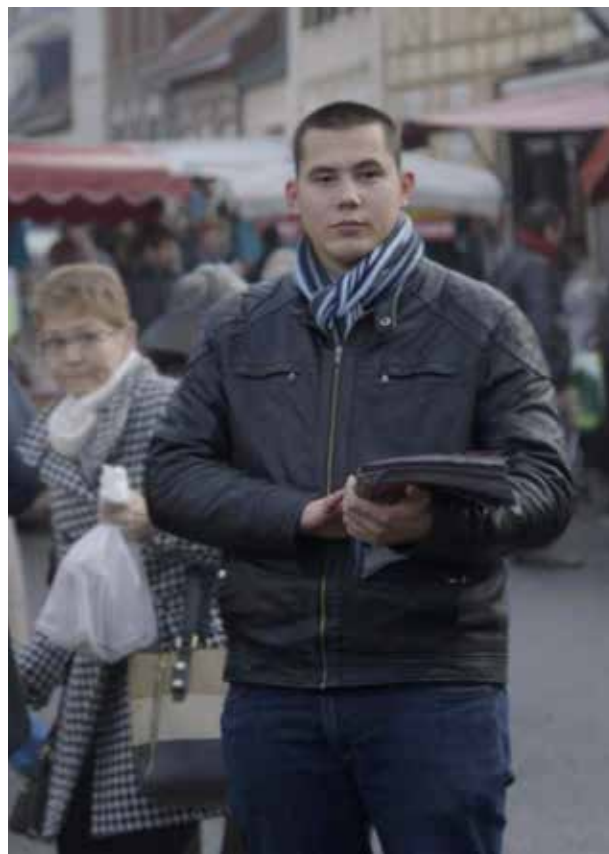
Par Jean Chauvet

« *Le critique de cinéma, c'est l'inspecteur des travaux finis* », disait François Truffaut. Chaque mois, Jean Chauvet parlera des chantiers en cours.

Les bobos et l'ourson

La Cravate, d'Étienne Chaillou et Mathias Théry
Sortie le 5 février

On confessa un amour immodéré pour le documentaire dit « politique » qui consiste à suivre durant une plus ou moins longue période des hommes politiques en campagne électorale. C'est Raymond Depardon qui en 1974 ouvrit le bal en suivant Giscard d'Estaing jusqu'à sa victoire électorale. Viendront ensuite la réjouissante série au long cours de Jean-Louis Comolli et Michel Samson sur les rocambolesques suites du décès de Defferre dans *Marseille contre Marseille* ou bien encore *Le Président* d'Yves Jeuland sur l'impayable Georges Frèche dans sa baronnie occitane de Montpellier. Encore



faut-il que les auteurs conservent avec leur sujet une distance nécessaire, sans pour autant nier l'inévitable empathie qui naît au fil des jours à l'endroit du personnage principal. Étienne Chaillou et Mathias Théry, déjà coréalisateurs du film *La Sociologue et l'Ourson* autour du mariage pour tous, ont suivi durant les quelques mois de la dernière campagne présidentielle un jeune homme nommé Bastien Régnier, militant du Front national à Amiens. Et cela donne un film intitulé *La Cravate* (symbole pour les auteurs de la volonté de respectabilité de ces militants...). Selon la règle habituelle de ce jeu documentaire « embarqué », ils l'ont suivi partout ou presque, au moins dans son activité politique, avec évidemment son accord actif et celui des instances de son parti. Bénéficiaires de ce traitement de faveur dont on peut se demander s'ils seraient capables de se l'appliquer à eux-mêmes, les auteurs de ce type de cinéma intrusif par définition n'aiment rien tant que de filmer la porte qui tout d'un coup se ferme devant eux. Histoire de bien montrer que les politiques ont toujours quelque chose à cacher. Les auteurs de *La Cravate* n'échappent pas à la règle, eux qu'on aimerait tant suivre dans les coulisses de leur propre tournage et entendre leurs réflexions s'y rapportant. Mais l'arroseur arrosé n'est décidément pas à l'ordre du jour dans notre bonne société médiatique de la transparence pour autrui.

Désireux d'innover, Chaillou et Théry proposent un dispositif qui consiste à faire lire à leur protagoniste le commentaire qu'ils ont écrit et que l'un d'entre eux lira ensuite en voix off. Habile moyen de « ligoter » leur sujet principal avec leurs propres mots et leur propre ressenti. Que la « victime » de ce petit hold-up soit consentante ou semble l'être ne fait au fond qu'accentuer le malaise qui en résulte chez le spectateur. Un exemple parmi d'autres : on filme une soirée bien arrosée entre amis, on traque les propos racistes et on les ressort tels quels en commentaire et à l'image. Confronté à ses propos, le stigmatisé se défend mollement, arguant de son ivresse et les deux auteurs de le plaquer alors au sol de leurs certitudes par un retentissant « *in vino veritas* ». Il n'est pas certain que Bastien Régnier comprenne le sens de cette citation latine à voir sa réaction. Mais qu'importe, n'est-ce pas, la séquence fait sens et montre décidément que les deux auteurs maîtrisent à merveille la communi-

© Nour Films / Quark Productions

cation et le langage : Front national, racisme implicite et beuverie explicite, ne cherchez pas l'intrus. Ainsi va tout le film durant sa première heure avec cette conclusion d'étape par le jeune intéressé : « *Je pense être quelqu'un de bien au fond, j'espère.* » Mais comme diraient les autres ou à peu près, un militant du Front national peut-il dire cela ? Évidemment que non, alors on est allé un peu plus loin dans l'investigation et on a découvert un passé ultra violent de skinhead : la violence physique du voyou se transforme juste dans la violence verbale du militant. S'ensuit une scène surréaliste au cours de laquelle, avec la condescendance toute feutrée qui les caractérise, les deux auteurs font comprendre à Bastien Régnier qu'il est l'unique responsable des insultes qu'il reçoit sur les marchés (et, serait-on tenté d'ajouter, du licenciement dont il a fait l'objet pour délit d'opinion), car c'est sa violence qui fait naître celle des autres et non l'inverse. La conclusion tombe quelques scènes plus tard (au cours desquelles on n'aura jamais entendu parler politique), de la bouche même de l'intéressé : « *Et la question que je me pose : "Est-ce que je suis un connard du coup ?"* » CQFD... Il fallait donc en arriver là : que le sujet/objet s'autocondamne sur la place publique de la caméra. Les « connards » d'un côté, « nous » de l'autre. On peut aussi refuser ce cinéma de la manipulation. •



Coupable ou non

La Fille aux bracelets, de Stéphane Demoustier
Sortie le 12 février



© Mathieu Ponchel - Memento Films Distribution

Les « films de procès » sont un genre en soi où se côtoient le meilleur comme le pire. Stéphane Demoustier y réussit à merveille avec sa *Fille aux bracelets*, soit l'énigmatique histoire de Lise, une jeune fille accusée d'avoir massacré sa meilleure amie un soir de fête. Chacun joue sa partie, depuis les parents accablés mais solidaires jusqu'à l'avocat général, joué par une Anaïs Demoustier impeccable de raideur judiciaire, en passant par l'accusée elle-même qui se tait avec un talent fou. C'est le grand mérite du film : laisser, comme il se doit, l'« intime conviction » du spectateur-juré cheminer. Et donc placer celui-ci dans un état d'inconfort inhabituel plutôt très plaisant. Jusqu'au bout, le cinéaste parvient à garder ce cap sans complaisance, avec en appui constant une jeune actrice, Melissa Guers, qui défend sans faillir son personnage d'adolescente revêche. •



Cuba no

Cuban Network, d'Olivier Assayas
Sortie le 29 janvier



On avait laissé Assayas en 2019 avec *Doubles vies*, sa réjouissante comédie sur le milieu littéraire parisien. Il nous revient avec un gros gâteau historico-politique qui peine à convaincre. Revenant sur l'affaire des espions cubains à Miami censés contrer les anti-castristes sur leur propre sol, le cinéaste n'a pas eu manifestement les moyens de son ambition. Il avait pourtant prouvé avec sa série consacrée à Carlos et au terrorisme international sa capacité à brasser des sujets forts. Ici, rien hélas ne fonctionne vraiment : le scénario nous perd en route et les personnages n'existent pas. Dommage. •





LES CARNETS DE ROLAND JACCARD LA QUÊTE DU BONHEUR



À peine m'étais-je endormi que je fis ce rêve pour le moins troublant. Je me trouvais dans le salon de mes parents, morts depuis longtemps, décidé à leur expliquer que je voulais rompre avec ma femme.

- Je veux divorcer, leur dis-je, parce que je ne suis pas heureux.
 - Tu crois qu'on est heureux, ta mère et moi ? rétorqua mon père.
 - Vous n'êtes pas heureux, maman et toi ? fis-je interloqué.
 - Non, répondirent-ils tous les deux d'une seule voix, sans la moindre hésitation.
 - Alors pourquoi êtes-vous restés ensemble ? demandai-je.
 - On est contents comme ça, dit mon père.
 - Oui, on est contents comme ça, surenchérit ma mère.
- Mon père se tourna alors vers sa femme et maugréa :
- Ces gosses d'aujourd'hui, la seule chose qui les intéresse, c'est le bonheur.
- Et ma mère, dépitée, de se tourner vers moi pour conclure :

– Ne cherche pas le bonheur, mon fils, ça va juste te rendre encore plus malheureux.

Avant de me rendormir, je songeai que le seul but de la vie est de se préparer à rester mort très longtemps. J'ignore pourquoi, mais cette idée me réconforta. D'ailleurs ayant pratiqué Freud pendant des années, je savais que le bonheur n'est pas inscrit dans le programme de la civilisation. Je l'ai souvent répété, personne ne m'a jamais démenti.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Souvent comparé à l'illustre docteur Samuel Johnson, dont James Boswell se fit le mémorialiste, le cardinal John Henry Newman (1801-1890) était moins préoccupé par les péchés des hommes que par la solitude de Dieu. Une intuition lui tenait à cœur et il y revenait souvent : il fut un temps où Dieu était seul et où rien n'existait que lui seul. « Dieu, disait-il, est réellement incompréhensible. Lui seul d'ailleurs l'est. Il a vécu une éternité dans l'isolement, sans être fatigué



©Fineartimages/leemage



de cette solitude. » Avoir été seul une éternité entière, voilà qui dépasse l'entendement. La foi n'est pas un mystère. Mais rien n'est plus énigmatique ni plus propice aux divagations de la pensée que l'existence de ce Dieu vivant dans la solitude.

Pour le cardinal Newman, la théologie était d'abord de la musique, une musique intérieure qui nous permet d'aller notre chemin, de prendre notre temps, de vivre sans faste ni honneur. Comment ne pas le suivre quand il écrit : « Qu'on me mette en vue et je ne compte plus. Qu'on me laisse à moi-même et je m'occuperai aujourd'hui et demain. Qu'on m'élève et on m'éteindra. Qu'on me laisse seul et je vivrai. » La solitude de Dieu est la seule garante de notre propre solitude, c'est-à-dire de ce qui fait que nous sommes nous-même et non un autre. Reste que pas plus que Dieu, nous ne sommes certains d'exister. Ce doute est divin.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Dieu arpente son bureau, lorsqu'il aperçoit de sa baie vitrée le diable traînant derrière lui une vieille caisse. Intrigué, Dieu appelle son majordome et lui demande : « Qu'y a-t-il dans cette caisse ? » Ce dernier lui répond : « Un homme et une femme. » Dieu, désespéré, consulte ses dossiers et, soudain, se souvient : « Ah oui... cette expérience ratée. Est-ce qu'ils vivent toujours ? »



©Fineartimages/leemage

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Dans son essai fameux sur la haine de soi, cette passion funeste et exigeante, cette tunique de Nessus dont aucun créateur ne saurait se passer, Theodor Lessing rappelle que, pendant deux ans et demi, les plus sages parmi les rabbins ont débattu de la question suivante : « Eût-il mieux valu que l'univers ne fût point créé ? »

Selon le Talmud, les académies, après maintes controverses, se rallièrent à la conclusion suivante : « Il eût mieux valu que le monde réel dont nous avons conscience ne fût point créé. Il ne fait pas le moindre doute que le plus souhaitable pour l'humanité est d'arriver à son terme et de se résorber dans l'infini. » Conclusion qui rejoint celle d'Arthur Schopenhauer dont viennent d'être publiées dans la collection « Bouquins », chez Robert Laffont, les *Parerga et Paralipomena*, sous la direction de l'excellent Didier Raymond. De quoi jubiler jusqu'à la fin de l'année !

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Et pour conclure, Woody Allen : « En résumé, j'aimerais avoir un message un peu positif à vous transmettre. Je n'en ai pas. Est-ce que deux messages négatifs, ça vous irait ? » •

L'EMPIRE DES CYGNES

Plus que le critique, le comédien, le musicien et le danseur, c'est l'ouvreuse qui passe sa vie dans les salles de spectacle. Laissons donc sa petite lampe éclairer notre lanterne !



Décembre passe, janvier. On se morfond devant le rideau. À la Comédie-Française, ils ont attendu trois semaines pour l'ouvrir. Enfin, l'entrouvrir. La lutte continue.

État sans oseille contre répit sans blé, la lutte est claire. Mais l'ennemi ? Tous les jours le délégué attend 16 heures pour nous faire savoir si on jouera ce soir. En mode duchesse, selon l'humeur. Moi je dis : on joue ou on joue pas. Triturer les nerfs des artistes et du public venu à pincettes parce qu'il nous aime, c'est pas du jeu. Eh oui ! le public existe. Nos camarades non syndiqués l'ont rencontré place de la République il y a quatre ans, quand Nuit debout l'emballait avec la symphonie « *Du Nouveau Monde* ». Beau geste que les camarades syndiqués de l'Opéra se sont rappelé à Noël. Lino tendu sur le parvis, orchestre et ballet au complet, *Marseillaise* et *Lac des cygnes* : un tabac. BBC, CNN, Rossiya 1, tous les écrans de la Terre passaient nos entrechats en boucle. Longtemps que la télé a oublié l'Opéra et, miracle !, pour une fois que la maison fait le buzz, c'est sublime. 30 cygnes en tutu sur pointes dessinent leurs volutes synchrones, fragiles, impériales. « *Même si on est en grève, on a voulu offrir pour le 24 décembre un moment de grâce.* » Coup de grâce, coup de génie. L'Opéra populaire promis par François Mitterrand, ce serait ça. Un happening en plein air gratuit. Dix minutes de cygnes dans un monde de lous. Hélas ! un mois plus tard, le patron de la boutique, Stéphane Lissner, compte pour *Télérama* : « *Quinze millions d'euros perdus entre l'absence de recettes et l'embauche de personnels surnuméraires nécessaires à tout spectacle ; un public maltraité... des artistes, pour qui ne pas danser, chanter, jouer est une souffrance.* » Mais pour

qui danser aussi est une souffrance. « *Après quarante-deux ans, un corps de danseur, rompu depuis l'âge de sept ans aux efforts, aux blessures, ne répond plus aux exigences de la danse.* » Sûr qu'une ballerine

laisse plus de plumes sur le Lac qu'un cheminot sur le Paris-Tours. D'où le régime spécial en marche à l'Opéra depuis trois siècles. Oui, mais justement. Pourquoi la ballerine et pas la breakeuse ou le funambule ? Pourquoi celle de Paris et pas celle de Nice ou de Lyon ? Pourquoi elle et pas moi ? Où il y a effort, il y a spécial. Sûr de sa prééminence, le directeur persiste. La jacquerie parisienne est aussi la sienne, a) parce qu'en ne (re) prolongeant pas son mandat, l'Élysée l'a fâché tout rouge, b) parce que « *avec ses 120 métiers différents, l'Opéra est une sorte de France en réduction, un petit pays qui nous représente* ». Ses corps sont nos corps, ses maux nos maux, ses murs nos murs. C'est lui qui le dit.

Tiens, vous avez remarqué ? La *Marseillaise*, les cygnes, le tintouin, c'était où ? Devant l'Opéra, place de l'Opéra, métro Opéra. Au palais Garnier. Le théâtre high-tech où devait étinceler le futur, où on va bientôt construire une salle pour la création, « *l'Opéra moderne et populaire* » disait Jack Lang, la Bastille, tout le monde s'en cogne. À commencer par Stéphane Lissner, le Rénovateur qui a envoyé *La Bohème* sur la Lune. À la question : quel bâtiment préférez-vous ? le boss répond : le plus « *amical* », le plus « *chargé d'histoire* ». Pour lui, comme pour CNN, comme pour le public, le bel aujourd'hui, c'est *Le Lac des cygnes*, c'est le théâtre théâtral, c'est Garnier. L'Opéra, c'est Garnier. Je serais ouvreuse à Bastille, je ferais grève. •

© Soléil

VALEURS

LES VOYAGES DE

VOYAGE CULTUREL

ALGÉRIE

DU 25 MARS
AU 1^{ER} AVRIL 2020

CIRCUIT DE
8 JOURS / 7 NUITS

À PARTIR DE
2486€ /PERS.*

NOMBRE DE PLACES LIMITÉ !

L'Algérie, c'est la Casbah d'Alger, Tipaza et Notre-Dame-d'Afrique, Oran et sa joie de vivre... Il s'agit là d'une terre de caractère faite d'ombres et de lumières. Un voyage passionnant entre hier et aujourd'hui, accompagné par Frédéric Pons, auteur du livre *Algérie, le vrai état des lieux*.

LES TEMPS FORTS DU VOYAGE :
Le site romain de Tipaza, le monastère de Tibhirine, la basilique Notre-Dame-d'Afrique, la casbah d'Alger, le fort Santa Cruz, le musée national Zabana.



Vous serez accompagné par Frédéric Pons, grand reporter et écrivain



COMPLÉTEZ, DÉCOUPEZ ET ENVOYEZ CE COUPON À : ICTUS voyages - 18, rue Gounod - 92 210 Saint-Cloud

Programme détaillé, renseignements et inscriptions :

Ictus Voyages
Tél : 01 41 12 04 80
contact@ictusvoyages.com



OUI! Je souhaite participer au voyage en Algérie

☐ Mme ☐ M. NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone :

E-mail :@.....

Conformément à la loi « Informatique et Liberté » du 6 janvier 1978, nous vous informons que les renseignements ci-dessus sont indispensables au traitement de votre commande et que vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de rectification des données vous concernant. *Se référer à la brochure pour le détail des prestations et les conditions générales de vente. Licence N° IM 092100065.

RETROUVEZ VOS VOYAGES AVEC LA RÉDACTION DE VALEURS ACTUELLES SUR : BOUTIQUE.VALEURSACTUELLES.COM



**LE LIVRE-CHOC DE
FRANÇOIS PUPPONI**

ISLAMISME : LE CRI D'ALARME D'UN HOMME DE GAUCHE

L'islamisme militant peut-il subvertir notre vie politique ?

Homme de gauche, élu de banlieue amoureux de la diversité, mais inflexible sur la République, le député François Pupponi révèle l'impensable : s'implantant dans les quartiers, infiltrant partis et associations, c'est à une conquête de tous les leviers de pouvoir que se livrent les salafistes. Avec, très souvent, la complicité de la gauche radicale.

